



IOM International Organization for Migration
OIM Organisation Internationale pour les Migrations
OIM Organización Internacional para las Migraciones

MC/2345

Original : anglais
19 avril 2012

COUNCIL

CONSEIL

CONSEJO

CENT UNIEME SESSION

RAPPORT FINANCIER
DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011

Ce document est présenté au Comité exécutif réuni pour sa cent neuvième session en juillet 2012.

TABLE DES MATIERES

	Page
RAPPORT DE LA DIRECTION	2
OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES	3
DONNEES FINANCIERES	6
ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL	10
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE	15
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE	16
ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	17
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	18
ETAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS (PROGRAMMES D'OPERATIONS)	19
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGETAIRE (PROGRAMME ADMINISTRATIF – en francs suisses)	20
NOTES AUX ETATS FINANCIERS	21
 APPENDICES	
Appendice 1 Contributions assignées (programme administratif)	37
Appendice 2 Contributions assignées restant dues (programme administratif)	40
Appendice 3 Etat de la performance financière par service/région	42
Appendice 4 Sources et application des revenus discrétionnaires	44
I. Général	44
II. Mécanisme de sécurité du personnel	45
III. Fonds de l'OIM pour le développement	46
Appendice 5 Dépenses par pays/lieu	47
Appendice 6 Fonds de prêt aux réfugiés	51
Appendice 7 Liste des contributions volontaires par donateur (programmes d'opérations)	53
Appendice 8 Liste des contributions volontaires par donateur et par programme/projet (programmes d'opérations)	54
Appendice 9 Gouvernement du Guatemala – Fonds fiduciaire du Guatemala	86

RAPPORT DE LA DIRECTION

Le 9 mars 2012

RAPPORT DE LA DIRECTION

Le Rapport financier de l'OIM vise à garantir la transparence et l'accessibilité des informations financières de l'Organisation. Il est considéré comme un élément important du système d'obligation redditionnelle et d'intégrité financière de l'Organisation.

Les états financiers, les notes correspondantes et les informations connexes ont été établis conformément au Règlement financier et aux dispositions pertinentes d'autres résolutions régissant l'Organisation. Les contributions émanant des gouvernements et d'autres sources ont été utilisées uniquement aux fins pour lesquelles elles avaient été versées, lorsque celles-ci étaient expressément mentionnées. Toutes les opérations ont été dûment justifiées.

Le système de contrôle interne concernant l'information financière vise à fournir une assurance raisonnable à l'égard de la fiabilité de l'information financière et de l'élaboration des états financiers à des fins externes conformément au Règlement financier. Ce système comprend les politiques et les procédures qui : i) ont trait à la tenue de registres qui décrivent les opérations avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée ; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont inscrites de la manière voulue pour permettre l'établissement des états financiers, et que les encaissements et les décaissements sont effectués conformément aux autorisations de la Direction, dans le respect du Règlement financier de l'Organisation ; et iii) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de l'Organisation. Eu égard aux limites inhérentes à une organisation décentralisée, le contrôle interne de l'information financière ne permet peut-être pas de prévenir ou de déceler toutes les déclarations erronées.

A notre connaissance, ces états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de l'Organisation au 31 décembre 2011. Ils ont été vérifiés par le Bureau du Vérificateur général de l'Inde, nommé par le Conseil, dont l'opinion est reproduite à la page suivante.

William Lacy Swing
Directeur général

Bruce Reed
Directeur, Département de la gestion
des ressources

Yvonne Mortlock
Chef de la comptabilité

OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES

CONTROLEUR ET VERIFICATEUR GENERAL DE L'INDE

VINOD RAI

No. 1582 –IR-4/2011
Le 2 avril 2012

Monsieur le Directeur général,

**RAPPORT DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES
A LA 109^e SESSION DU COMITE EXECUTIF
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS
POUR L'EXERCICE 2011**

Veillez trouver ci-joint le rapport précité pour transmission au Comité exécutif réuni pour sa 109^e session. Tous les points abordés dans ce rapport ont été communiqués au personnel compétent et à l'Administration de l'Organisation.

Permettez-moi d'exprimer ma satisfaction face à la coopération et à l'aide qui m'ont été offertes.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur général, mes salutations les meilleures.

(Vinod Rai)

Monsieur William Lacy Swing
Directeur général
Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
CH – 1211
Genève 19
Suisse

OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)**RAPPORT DU VERIFICATEUR INDEPENDANT****Au COMITE EXECUTIF DE
L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS****Rapport sur les états financiers**

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) constitués de l'état de la situation financière au 31 décembre 2011, de l'état de la performance financière pour l'exercice 2011, de l'état des variations des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie, de l'état de comparaison des montants budgétés et des montants réels, de l'état de la performance financière et de rapprochement budgétaire, et des notes aux états financiers pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011, ainsi que d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

Comme indiqué dans les notes aux états financiers, ceux-ci sont établis conformément à la méthode de la comptabilité d'exercice, mais en l'absence d'un cadre d'information financière. La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation fidèle d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées ; ainsi que la formulation d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du vérificateur des comptes

Notre tâche consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre vérification. Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes internationales d'audit, qui nous imposent de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les faits présentés dans les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes.

Une vérification des comptes consiste à mettre en œuvre des procédures en vue de recueillir des éléments probants sur les montants et les informations figurant dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du vérificateur des comptes, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes importantes résultant de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le vérificateur des comptes prend en considération le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation fidèle des états financiers, afin de définir des procédures de vérification appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité dudit contrôle interne. Une vérification des comptes comporte également une appréciation du caractère approprié des méthodes comptables adoptées et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même qu'une évaluation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)**Opinion**

A notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Organisation internationale pour les migrations au 31 décembre 2011, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Par ailleurs, à notre avis, les opérations effectuées par l'Organisation internationale pour les migrations qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier de l'OIM.

Conformément à l'article 12.1 du Règlement financier, nous avons aussi établi un rapport détaillé sur notre vérification des comptes de l'Organisation internationale pour les migrations.

Vinod Rai
Contrôleur et vérificateur général des comptes de l'Inde
Vérificateur externe des comptes

New Delhi, Inde
2 avril 2012

DONNEES FINANCIERES

APERÇU GENERAL

1. En 2011, le total combiné des dépenses correspondant au programme administratif et aux programmes d'opérations s'est élevé à 1,31 milliard de dollars E.-U., soit une diminution globale de près de 50 millions de dollars E.-U. (ou 3,7 %) par rapport au niveau de 2010, qui se situait à 1,36 milliard de dollars E.-U..

Dépenses (compte non tenu des variations de change)	2011 en millions de dollars E.-U.	2010 en millions de dollars E.-U.
Programme administratif	44,3	37,3
Programmes d'opérations	1 265,4	1 322,1
Total des dépenses pour l'exercice (compte non tenu des variations de change)	1 309,7	1 359,4

2. Les diminutions les plus notables enregistrées au titre des programmes d'opérations étaient imputables : au quasi-achèvement d'un important programme de développement des infrastructures mis en œuvre au Pérou et au Guatemala qui a bénéficié d'une assistance technique et administrative de la part de l'OIM (173 millions de dollars E.-U.) ; à la suppression progressive des programmes d'aide au retour volontaire et à la réintégration au Royaume-Uni (32 millions de dollars E.-U.) ; et à un fléchissement du Programme de réinstallation de réfugiés aux Etats-Unis par rapport à l'année précédente (14 millions de dollars E.-U.). Ces diminutions ont été en partie compensées par : le programme d'évacuation d'urgence de la Libye (100 millions de dollars E.-U.) ; l'assistance technique et administrative fournie en Argentine (25 millions de dollars E.-U.) ; les mesures d'aide aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et de stabilisation communautaire mises en œuvre en Colombie, au Pakistan, au Soudan du Sud, au Soudan et au Yémen (20 millions de dollars E.-U.) ; les programmes Migration et santé (9 millions de dollars E.-U.), et l'aide au retour volontaire et à la réintégration apportée à plusieurs pays d'Europe (9 millions de dollars E.-U.).

3. Quatorze nouveaux Etats Membres ont adhéré à l'OIM en 2011, faisant passer le nombre total de Membres à 146 (contre 132 en 2010). Le nombre de projets opérationnels actifs a augmenté pour se situer à plus de 2 800 en 2011 (contre 2 300 en 2010). L'OIM employait quelque 8 500 personnes, déployées principalement dans les 440 structures extérieures du monde entier (460 en 2010).

4. L'OIM a reçu du Contrôleur et vérificateur général de l'Inde une opinion selon laquelle les états financiers, les notes correspondantes et les autres informations donnent une image exacte et fidèle de la situation financière pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011.

PROGRAMME ADMINISTRATIF

5. Le programme administratif ne constitue toujours qu'une très petite partie de l'allocation budgétaire totale, s'élevant cette année à seulement 3,4 % des dépenses combinées.

6. Au 31 décembre 2011, le total des contributions assignées restant dues s'élevait à 7 795 371 francs suisses (contre 6 279 983 francs suisses en 2010). Sur ce montant restant dû, il faut signaler les plans de remboursement souscrits par neuf Etats Membres et totalisant 1 265 740 francs suisses. Un nombre restreint d'Etats Membres sont redevables de la majeure partie du solde en souffrance (voir la liste des contributions assignées restant dues au 31 décembre 2011 à l'appendice 2).

7. Le montant des contributions assignées restant dues étant supérieur à l'année précédente, la provision pour créances douteuses a augmenté en 2011 de 191 285 francs suisses (alors qu'elle avait diminué de 562 382 francs suisses en 2010). Le total des contributions assignées restant dues nécessitant un provisionnement est passé à 5 351 521 francs suisses au 31 décembre 2011 (contre 5 160 236 francs suisses en 2010).

8. L'allocation approuvée au titre du programme administratif pour 2011 s'est élevée à 39 388 000 francs suisses (soit le même montant qu'en 2010), et a été complétée par les contributions des nouveaux Etats Membres à hauteur de 10 280 francs suisses. Les dépenses afférentes aux programmes engagés durant l'exercice se sont élevées à 39 115 319 francs suisses, entraînant une économie de 282 961 francs suisses par rapport aux prévisions. Après absorption de l'augmentation précitée de la provision pour créances douteuses de 191 285 francs suisses, le programme administratif a affiché un

DONNEES FINANCIERES (suite)

excédent de 91 676 francs suisses, qui sera reporté pour être utilisé conformément à la résolution du Conseil n° 1077 du 4 décembre 2002 (Solution systématique à l'utilisation des excédents dégagés par la partie administrative du budget).

PROGRAMMES D'OPERATIONS

9. La réactualisation succincte du Programme et Budget pour 2011 (MC/2316) prévoyait des dépenses d'environ 1 327 millions de dollars E.-U. sur la base des informations disponibles à l'époque. Les dépenses réelles au titre des programmes d'opérations se sont élevées à 1 265 millions de dollars E.-U., soit 62 millions de dollars E.-U. de moins que les prévisions budgétaires actualisées.

10. Le total des dépenses a diminué de 56,7 millions de dollars E.-U., passant de 1 322,1 millions de dollars E.-U. en 2010 à 1 265,4 millions de dollars E.-U. en 2011, soit une diminution globale de 4,3 %. Comme indiqué dans les tableaux ci-après, cette évolution est principalement imputable à un recul des activités de migration et développement (notamment en Amérique latine et dans les Caraïbes) et de migration régulée (notamment en Europe). Les autres secteurs de services et régions ont tous enregistré des augmentations, dont la plus importante concernait la gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise (essentiellement en raison de la crise en Libye, et comprenant l'évacuation de ressortissants de pays tiers vers l'Asie).

11. Les structures hors Siège ayant enregistré les niveaux de dépenses les plus élevés ont été la Colombie, Haïti, le Pérou, le Pakistan et l'Afghanistan, où les dépenses étaient toutes supérieures à 50 millions de dollars E.-U.. Les dépenses totales par bureau extérieur sont indiquées à l'appendice 5.

12. Les dépenses totales, par secteur de services, sont résumées dans le tableau suivant :

Programmes d'opérations Dépenses par secteur de services	millions de dollars E.-U.		
	2011	2010	Augmentation/ (diminution)
Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	774,1	676,5	97,6
Migration et santé*	73,3	64,1	9,2
Migration et développement	106,3	257,5	(151,2)
Migration régulée	246,1	265,6	(19,5)
Migration assistée	52,2	49,1	3,1
Politiques migratoires et recherche	4,9	3,9	1,0
Programmes de réparation	3,7	1,4	2,3
Appui aux programmes de caractère général	4,8	4,0	0,8
Total	1 265,4	1 322,1	(56,7)

* Les questions d'ordre sanitaire transcendent tous les domaines d'opérations de l'OIM. Les chiffres susmentionnés ne reflètent que les activités spécifiques relevant du domaine Migration et santé, et ne comprennent pas les dépenses de santé intégrées dans d'autres services.

13. Le total des dépenses par région est résumé dans le tableau suivant :

Programmes d'opérations Dépenses par région	millions de dollars E.-U.		
	2011	2010	Augmentation/ (diminution)
Asie et Océanie	310,5	263,8	46,7
Afrique	205,4	188,9	16,5
Europe	154,2	162,1	(7,9)
Amérique latine et Caraïbes	376,1	518,1	(142,0)
Moyen-Orient	142,4	71,7	70,7
Amérique du Nord	34,1	27,0	7,1
Appui et services à l'échelle mondiale	42,7	90,5	(47,8)
Total	1 265,4	1 322,1	(56,7)

DONNEES FINANCIERES (suite)

14. Les principales fluctuations par région et par service, telles qu'elles apparaissent dans les tableaux ci-dessus, peuvent être résumées comme suit :

- L'accroissement des activités de gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise (97,6 millions de dollars E.-U.) est essentiellement dû : au rapatriement de nationaux de pays tiers en Libye ; à l'aide humanitaire apportée aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Colombie, au Pakistan, au Soudan du Sud et au Soudan ; et aux activités de développement des infrastructures en Afghanistan, en Colombie, en Somalie et au Yémen. Cette augmentation a été compensée par une diminution des dépenses au titre du Programme de réinstallation de réfugiés aux Etats-Unis et des activités de soutien en matière électorale.
- La progression enregistrée dans le secteur Migration et santé (9,2 millions de dollars E.-U.) a concerné l'ensemble des trois domaines d'intervention, essentiellement en raison des évaluations sanitaires des réfugiés et des migrants réalisées au titre du programme de lutte contre la tuberculose des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni, des activités de promotion de la santé et d'assistance sanitaire aux migrants en Colombie et en Afrique, et de l'assistance sanitaire au lendemain de crises après la flambée de choléra en Haïti.
- Les dépenses relevant du couple migration et développement ont fortement reculé, de 151,2 millions de dollars E.-U., principalement au Pérou en raison du quasi-achèvement d'un important programme de développement des infrastructures pour lequel l'OIM apporte une assistance technique et administrative. Cette diminution a été partiellement compensée par un accroissement dû à un projet d'assistance analogue au profit de l'Argentine.
- Les dépenses au titre de la migration régulée ont diminué de 19,5 millions de dollars E.-U., essentiellement en raison d'une réduction de l'aide au retour volontaire et à la réintégration au Royaume-Uni. Cette diminution a toutefois été partiellement compensée par un accroissement des dépenses au titre d'activités analogues menées pour d'autres pays, notamment les Pays-Bas et la Norvège. Les activités de renforcement des capacités au profit de plusieurs pays d'Afrique se sont accrues.
- En ce qui concerne la migration assistée, une augmentation de 3,1 millions de dollars E.-U. a été enregistrée, principalement en raison de diverses initiatives de gestion des migrations menées dans plusieurs pays d'Europe et au titre du programme d'envergure mondiale *Australian Cultural Orientation*. Cependant, les activités relatives à la migration de main-d'œuvre ont globalement diminué, essentiellement sous l'effet d'un recul des flux de migration de main-d'œuvre entre le Guatemala et le Canada.
- Les activités au titre des politiques migratoires et de la recherche ont légèrement augmenté, de 1 million de dollars E.-U., essentiellement en raison de divers projets de recherche sur la migration en Europe.
- Les programmes de réparation ont enregistré une augmentation de 2,3 millions de dollars E.-U., essentiellement au titre d'activités visant à aider les Gouvernements de Haïti et de la Colombie à mettre en œuvre des politiques nationales de restitution des terres aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

15. Le résultat net des programmes d'opérations à la fin de l'exercice 2011 est le suivant :

- a) Un report de 6 668 249 dollars E.-U. au titre du mécanisme de sécurité pour le personnel (contre 6 009 146 dollars E.-U. en 2010) ;
- b) Une augmentation de la réserve de revenus discrétionnaires de 6 318 442 dollars E.-U. (contre 3 174 257 dollars E.-U. en 2010).

16. Les revenus discrétionnaires se composent de la commission pour frais d'administration liés aux projets et des revenus divers (contributions sans affectation spéciale versées par les gouvernements, intérêts créditeurs nets et autres revenus). Ils sont utilisés pour assurer le financement des structures de base et autres besoins prioritaires de l'Organisation que ne couvre pas la partie administrative du budget.

DONNEES FINANCIERES (suite)

17. En application de la formule adoptée par les Etats Membres pour estimer le niveau de revenus discrétionnaires sur la base d'une moyenne triennale, les revenus discrétionnaires ont été fixés pour l'exercice à 43,7 millions de dollars E.-U.. Leur montant varie d'une année à l'autre, en fonction des activités déployées. C'est pourquoi, des fonds devront être retirés de la réserve de revenus discrétionnaires si le montant de revenus discrétionnaires disponible à la fin de l'exercice financier est inférieur à la moyenne triennale. Le montant réel des revenus discrétionnaires, non compris la part affectée à la sécurité du personnel, s'est élevé à 48 millions de dollars E.-U. (contre 43,3 millions de dollars E.-U. en 2010), tandis que la partie de la commission pour frais d'administration affectée à la sécurité du personnel s'est élevée à 9,8 millions de dollars E.-U. (contre 8,8 millions de dollars E.-U. en 2010), ce qui porte le montant total des revenus discrétionnaires en 2011 à 57,8 millions de dollars E.-U. (contre 52,1 millions de dollars E.-U. en 2010). Cet accroissement est imputable à des rentrées plus importantes que prévu provenant de la commission pour frais d'administration liés aux projets et de la partie de la commission pour frais d'administration destinée au financement des dépenses de sécurité. Dans l'appendice 4.I, les ressources inscrites au budget sont mises en regard des sources réelles et de l'utilisation des revenus discrétionnaires en 2011. Voir aussi l'appendice 4.II – Mécanisme de sécurité du personnel.

18. Conformément aux dispositions régissant le mécanisme de projection et de réserve de revenus discrétionnaires, l'excédent est versé dans une réserve de revenus discrétionnaires après : a) application des résolutions du Conseil relatives au Fonds de l'OIM pour le développement (appelé précédemment Fonds 1035) et au mécanisme de sécurité du personnel ; et b) comblement de tout déficit non budgétisé et imprévu au cours de l'exercice. Compte tenu de ces critères, les revenus discrétionnaires additionnels de 14,1 millions de dollars E.-U. ont été alloués comme suit :

- Conformément à la résolution du Conseil n° 1150 du 7 juin 2007, qui a approuvé la stratégie de l'OIM et prévoyait un élargissement du Fonds de l'OIM pour le développement, 2,6 millions de dollars E.-U. supplémentaires ont été alloués pour soutenir, en 2012, les Etats Membres en développement et ceux dont l'économie est en transition (deuxième ligne du Fonds de l'OIM pour le développement). Voir l'appendice 4.III – Fonds de l'OIM pour le développement.
- La partie des revenus discrétionnaires correspondant aux revenus divers n'a pas permis de couvrir les multiples besoins de financement au titre du Fonds de l'OIM pour le développement, des dépenses de personnel et des services dans les bureaux de pays, et de l'appui/des activités d'envergure mondiale qui sont normalement couverts par cet élément, parce que le Fonds de l'OIM pour le développement a intégralement utilisé les revenus divers (voir l'appendice 4.III – Fonds de l'OIM pour le développement). En outre, certaines activités de projet entreprises en 2011 ne disposaient pas d'un financement adéquat permettant d'être menées à terme, en raison de découverts dans le cadre du cofinancement de projets financés par la Commission européenne, de montants jugés irrecevables ou de dépassements de crédits. En l'absence d'autres sources de revenu, 2,2 millions de dollars E.-U. additionnels ont dû être alloués pour combler ces déficits non budgétisés et imprévus.
- Conformément aux résolutions du Conseil n° 1111 du 3 décembre 2004 et n° 1129 du 2 décembre 2005, 3 millions de dollars E.-U. ont été alloués au mécanisme de sécurité du personnel. Voir l'appendice 4.II – Mécanisme de sécurité du personnel.
- Le solde de 6,3 millions de dollars E.-U. a été versé dans la réserve de revenus discrétionnaires.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL

CONSTITUTION ET GOUVERNANCE

19. L'Organisation, créée en décembre 1951, a commencé ses opérations au début de 1952 en tant que Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Son acte constitutif a été adopté le 19 octobre 1953 et est entré en vigueur le 30 novembre 1954. Un certain nombre d'amendements apportés à cet acte constitutif sont entrés en vigueur le 14 novembre 1989 et le nom de l'Organisation a été modifié en Organisation internationale pour les migrations. L'Organisation possède la pleine personnalité juridique et son siège se trouve à Genève. Elle compte actuellement 146 Etats Membres (contre 132 en 2010).

20. Les organes de l'Organisation sont le Conseil, le Comité exécutif et l'Administration. Le Conseil, au sein duquel chaque Etat Membre a un représentant qui dispose d'une voix, est la plus haute autorité de l'Organisation et c'est lui qui détermine ses grandes orientations. Le Comité exécutif, qui compte en ce moment 36 Etats Membres élus pour deux ans, supervise les politiques, les opérations et la gestion de l'Organisation. Le Comité permanent des programmes et des finances, où siègent l'ensemble des Membres, se réunit normalement deux fois par an pour examiner et analyser les politiques, programmes et activités, et débattre des questions budgétaires et financières.

21. L'Administration, qui comprend un directeur général, un directeur général adjoint et un personnel dont l'effectif peut être déterminé par le Conseil, est responsable de la gestion et de la direction de l'Organisation, conformément à la Constitution et aux politiques et décisions du Conseil et du Comité exécutif. Le Directeur général, qui est la plus haute autorité de l'Administration, ainsi que le Directeur général adjoint sont élus par le Conseil pour un mandat de cinq ans.

BUTS ET FONCTIONS

22. L'OIM est attachée au principe selon lequel les migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société. Elle s'efforce de : contribuer à relever concrètement les défis de la migration, favoriser la compréhension des questions de migration, promouvoir le développement économique et social par le biais de la migration, et veiller au respect des droits humains et au bien-être des migrants.

23. Conformément à sa Constitution, les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont les suivants :

- Prendre toute mesure utile en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou de ceux qui ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée ;
- S'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, et pour lesquels des arrangements peuvent être conclus entre l'Organisation et les Etats intéressés, notamment ceux qui s'engagent à les accueillir ;
- Fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités d'orientation culturelle, des services médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre forme d'assistance s'accordant avec les buts de l'Organisation ;
- Fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour permettre la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti ;
- Offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, une tribune pour l'échange de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts concernant les questions de migrations internationales, y compris des études sur de telles questions en vue d'élaborer des solutions pratiques.

24. Conformément à la stratégie de l'OIM adoptée par le Conseil en juin 2007, « l'OIM a pour but premier de faciliter la gestion ordonnée et respectueuse de la dignité humaine des migrations internationales. S'appuyant sur son savoir-faire et son expérience, dans le respect des mandats des autres organisations internationales et en coordination avec elles, elle doit poursuivre son rôle d'organisation mondiale chef de file dans le domaine de la gestion des migrations. L'Organisation continuera de traiter le phénomène migratoire dans une perspective holistique intégrale, notamment du point de vue de ses liens avec le développement,

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (SUITE)

afin d'en tirer tous les avantages possibles et d'en atténuer les effets négatifs. Pour y parvenir, agissant à la demande des Etats Membres ou en accord avec eux, l'OIM mettra essentiellement l'accent sur les activités suivantes :

1. Fournir des services sûrs, fiables, souples et efficaces par rapport à leur coût aux personnes ayant besoin d'une assistance internationale en matière de migration.
2. Renforcer la gestion humaine et ordonnée des migrations et le respect effectif des droits humains des migrants, conformément au droit international.
3. Offrir aux Etats, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et à d'autres parties prenantes des conseils spécialisés et un appui en matière de recherche, de coopération technique et d'opérations, de façon à renforcer les capacités nationales et à faciliter la coopération internationale, régionale et bilatérale en matière migratoire.
4. Contribuer au développement économique et social des Etats par la recherche, le dialogue, la mise au point et la réalisation de programmes liés aux migrations et ayant pour objet de tirer tous les avantages possibles des migrations.
5. Aider les Etats, les migrants et les communautés à relever les défis de la migration irrégulière, notamment par la recherche et l'analyse des causes profondes, par le partage d'informations et la propagation des meilleures pratiques, et par la recherche de solutions privilégiant le développement.
6. Servir de pôle de référence essentiel en ce qui concerne l'information sur les migrations, la recherche, les meilleures pratiques, ainsi que la collecte, la compatibilité et l'échange de données.
7. Promouvoir, faciliter et appuyer le débat et le dialogue sur la migration à une échelle tant régionale que mondiale, notamment à l'occasion du Dialogue international sur la migration, aux fins de favoriser la compréhension des opportunités qu'elle offre et des défis qu'elle pose, d'aider à déterminer et à élaborer des politiques efficaces permettant de relever ces défis, et de recenser les approches globales et les mesures susceptibles de faire progresser la coopération internationale.
8. Aider les Etats à faciliter l'intégration des migrants dans leur nouvel environnement et à susciter l'engagement des diasporas, entre autres comme partenaires du développement.
9. Prendre part aux réponses humanitaires coordonnées dans le contexte des dispositions interinstitutions en la matière et fournir des services de migration dans d'autres situations de crise ou d'après-crise, s'il y a lieu, selon les attentes des personnes concernées, contribuant par là à leur protection¹.
10. Entreprendre des programmes facilitant le retour volontaire et la réintégration des réfugiés, des personnes déplacées, des migrants et autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, en coopération avec d'autres organisations internationales compétentes s'il y a lieu, et en tenant compte des besoins et des préoccupations des communautés locales.
11. Aider les Etats à mettre au point et à réaliser des programmes, des études et des expertises techniques visant à lutter contre le trafic illicite de migrants et la traite des personnes, notamment des femmes et des enfants, d'une manière conforme au droit international.
12. Appuyer les efforts des Etats dans le domaine de la migration de main-d'œuvre, notamment en ce qui concerne les mouvements de courte durée, et d'autres types de migration circulaire ».

¹ Même si l'OIM n'a pas de mandat de protection juridique, il n'en reste pas moins que ses activités contribuent à la protection des droits de l'homme, et qu'elles ont pour effet ou pour conséquence de protéger les personnes concernées par la migration.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

STRUCTURE

Siège

25. Le Siège est chargé de formuler la politique institutionnelle, d'élaborer des directives et de définir une stratégie, d'établir des normes et des procédures de contrôle de la qualité, et de gérer les connaissances. Selon la nouvelle structure organique, il est composé des quatre départements ci-après, placés sous l'autorité du Bureau du Directeur général :

- Département de la coopération internationale et des partenariats
- Département de la gestion des migrations
- Département des opérations et des situations d'urgence
- Département de la gestion des ressources.

26. Le Département de la coopération internationale et des partenariats est chargé d'appuyer et de coordonner les relations de l'Organisation avec ses Etats Membres, les organisations intergouvernementales, la société civile et les médias. En outre, il donne des conseils et apporte un appui en ce qui concerne les relations avec les donateurs gouvernementaux, multilatéraux et ceux du secteur privé. Le Département dirige et coordonne les activités de forum de l'OIM, notamment le Dialogue international sur la migration, le soutien apporté par l'OIM aux processus consultatifs mondiaux et régionaux, ainsi que la préparation des sessions annuelles des organes directeurs de l'Organisation. Il est également responsable des fonctions de communication et d'information de l'OIM. L'une des tâches principales du Département consiste à faire fonction de premier interlocuteur des partenaires extérieurs, répondant aux demandes de renseignements, organisant des réunions d'information et, plus généralement, fournissant des informations sur l'Organisation.

27. Le Département de la gestion des migrations définit les lignes d'action des bureaux extérieurs, formule les stratégies mondiales, fixe les normes et veille au contrôle de la qualité. En outre, il gère les connaissances relatives aux « grands » secteurs de la migration, dont la migration de main-d'œuvre et la migration assistée, le couple migration et développement, la lutte contre la traite, le retour volontaire assisté, la santé dans le contexte migratoire, l'aide aux migrants vulnérables, la gestion de l'immigration et des frontières, et le renforcement général des capacités en matière de gestion des migrations. Il gère aussi le Fonds de l'OIM pour le développement.

28. Le Département des opérations et des situations d'urgence est chargé de coordonner et de surveiller les activités de l'OIM dans le domaine des déplacements, de la logistique et des réactions aux situations d'urgence, ses activités d'après-crise et les processus électoraux. Il fait en sorte que les migrants et les gouvernements bénéficient de services sûrs, fiables, souples et d'un bon rapport coût-efficacité, et que les droits humains et le bien-être des migrants sont garantis conformément au droit international.

29. Le Département de la gestion des ressources est chargé de formuler et d'appliquer les politiques en matière de ressources humaines et financières et de technologie de l'information dont l'Organisation a besoin pour exécuter ses activités avec efficacité. Il conçoit et applique des mesures propres à garantir une gestion saine des finances et des ressources humaines ; formule des propositions financières et budgétaires en vue de leur diffusion auprès des parties prenantes internes et externes ; coordonne les politiques administratives et financières et celles concernant la technologie de l'information et les ressources humaines ; et assiste le Directeur général dans la prise de décisions concernant la gestion globale.

Hors Siège

30. Les bureaux extérieurs de l'Organisation se répartissaient en 2011 en trois grandes catégories :

- Les bureaux régionaux
- Les bureaux spéciaux de liaison
- Les bureaux de pays.

31. Huit bureaux régionaux supervisent, planifient, coordonnent et appuient les activités de l'OIM dans leur région. Ils seront chargés d'examiner et d'approuver les projets, et d'apporter un soutien technique aux bureaux de pays, notamment en matière d'élaboration des projets.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (SUITE)

32. Les deux bureaux extérieurs ci-après, chargés d'assurer la liaison avec des organismes multilatéraux, sont désignés bureaux spéciaux de liaison en reconnaissance de leur rôle important dans ce domaine : Addis-Abeba (Ethiopie), pour assurer la liaison avec l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, et l'Autorité intergouvernementale pour le développement ; et New York (Etats-Unis d'Amérique), en tant qu'observateur permanent auprès des Nations Unies.

33. L'OIM dispose d'un réseau mondial de bureaux de pays et de bureaux auxiliaires qui mettent en œuvre un large éventail de projets visant à répondre à des besoins migratoires spécifiques. Ces bureaux sont financés essentiellement par le budget des projets qu'ils mettent eux-mêmes en œuvre.

34. Pour garantir l'efficacité des appels de fonds et des relations avec les donateurs, certains bureaux de pays qui coordonnent dans une large mesure le financement des activités de l'OIM déployées dans le monde entier (Berlin (Allemagne) ; Helsinki (Finlande) ; Tokyo (Japon) ; et Washington, D.C. (Etats-Unis d'Amérique)) assumeront des responsabilités additionnelles aux fins de mobilisation des ressources.

35. Il existe, à l'intérieur des grandes régions géographiques couvertes par chaque bureau régional, des réalités migratoires sous-régionales. Certains bureaux auront le statut de bureaux de pays à fonctions de coordination pour s'occuper de ces dynamiques migratoires particulières. Les fonctions de coordination qui ont été identifiées couvriront la Corne de l'Afrique, l'Asie du Sud, l'Asie centrale, le Pacifique, l'Afrique du Nord et la Méditerranée, ainsi que les Caraïbes.

Centres administratifs

36. Les deux centres administratifs de l'OIM situés aux Philippines et à Panama sont considérés comme des annexes du Siège, en application de l'engagement pris par l'Administration de gérer la croissance de l'Organisation sans avoir à trop recourir à de nouvelles ressources.

37. Le Centre administratif de Manille, aux Philippines, joue le rôle de centre d'appui administratif et de technologie de l'information pour les activités de l'Organisation.

38. Le Centre administratif de Panama, à Panama, apporte un soutien administratif aux bureaux de l'hémisphère occidental, et fournit certains services de soutien à l'échelle mondiale, y compris un appui au personnel sur le terrain.

DESCRIPTION ET RECAPITULATION DES ACTIVITES

39. En 2011, comme les années précédentes, on dénombrerait sept secteurs de services : Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise ; Migration et santé ; Migration et développement ; Migration régulée ; Migration assistée ; Politiques migratoires et recherche ; et Programmes de réparation. Tous les projets de l'OIM, ainsi que les services et l'appui aux programmes de caractère général, entrent dans l'un de ces domaines d'activité.

40. **Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise** : Les projets relevant de ce secteur de services consistent à organiser les mouvements sûrs, ordonnés et financièrement avantageux des réfugiés, migrants, migrants de retour et autres personnes retenant l'attention de l'Organisation, et à veiller à ce que l'aide apportée aux migrants forcés et aux communautés d'accueil en matière de préparation aux situations d'urgence et de réponse aux catastrophes naturelles, de gestion et d'atténuation des conflits, de gestion des connaissances, de coordination au sein des groupes sectoriels et de gestion de la logistique suive une approche intégrée. L'un des principaux programmes de mouvements, mis en œuvre par l'OIM pour le compte du Gouvernement des Etats-Unis depuis le début des années 50, est le Programme de réinstallation de réfugiés (USRP). Les projets et programmes relevant de cette catégorie de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : aide à la réinstallation ; traitement à l'étranger ; aide au rapatriement ; stabilisation communautaire ; personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ; ex-combattants ; et soutien en matière électorale.

41. **Migration et santé** : Ces projets visent à répondre aux besoins des Etats Membres en matière de gestion des aspects sanitaires de la migration, et à favoriser l'adoption de politiques fondées sur des faits et des programmes intégrés de santé préventifs et curatifs qui profitent et sont accessibles de manière équitable aux migrants vulnérables et aux populations mobiles. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : évaluations sanitaires dans le contexte migratoire

DESCRIPTION ET RECAPITULATION DES ACTIVITES (suite)

et assistance sanitaire durant le voyage ; promotion de la santé et assistance sanitaire aux migrants ; et assistance sanitaire aux populations migrantes vivant une situation de crise.

42. **Migration et développement** : L'OIM s'emploie depuis longtemps à maximiser les liens positifs entre la migration et le développement dans son action. A une époque où la mobilité humaine atteint des niveaux jamais encore égalés, le besoin de mieux faire comprendre les liens entre la migration et le développement apparaît particulièrement urgent, tout comme celui d'agir de manière pratique pour renforcer les avantages que la migration offre dans une optique de développement et mettre au point des solutions durables face aux situations migratoires problématiques. Les projets et les programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : migration et développement économique/communautaire ; renforcement des capacités par le retour et la réintégration de nationaux qualifiés ; et rapatriement de fonds.

43. **Migration régulée** : Une approche exhaustive, transparente et cohérente de la gestion des migrations, faisant intervenir tous les pays situés sur le continuum migratoire, peut contribuer à remédier au problème de la migration irrégulière, et notamment au trafic illicite de migrants et à la traite des êtres humains, à réduire au minimum les répercussions négatives de la migration irrégulière et à préserver l'intégrité du phénomène migratoire en tant que processus social naturel. L'OIM aide les gouvernements à mettre au point et à appliquer des politiques, des législations et des mécanismes administratifs en matière migratoire capables de renforcer la gestion des migrations, tout en aidant les migrants par des moyens qui répondent à leurs besoins de protection et s'accordent avec les sensibilités relatives au genre et à l'âge, ainsi qu'avec le besoin d'autonomie. Les projets et les programmes relevant du domaine de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : aide au retour profitant à la fois aux migrants et aux gouvernements ; lutte contre la traite ; et coopération technique en matière de gestion et de renforcement des capacités dans le domaine migratoire.

44. **Migration assistée** : L'OIM fournit des conseils politiques et techniques aux gouvernements concernant la régulation de la migration de main-d'œuvre et autres mouvements migratoires, et élabore des programmes visant à aider les gouvernements et les migrants en matière de recrutement, de formation linguistique, d'orientation culturelle précédant le départ, de services de soutien pré-consulaires, d'accueil à l'arrivée, et d'intégration. Les projets et les programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : migration de main-d'œuvre ; et traitement des dossiers et intégration des migrants (y compris les services de soutien pré-consulaires et la formation des migrants).

45. **Politiques migratoires et recherche** : Les recherches effectuées par l'OIM sur les questions migratoires visent à améliorer la fourniture de programmes aux Etats Membres et à faire connaître et comprendre les questions relatives à la migration internationale. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : activités en matière de politiques migratoires ; et recherche et publications en matière migratoire.

46. **Programmes de réparation** : Ce sont des programmes spécialisés de portée mondiale, au titre desquels une compensation est versée aux demandeurs qui satisfont aux critères indiqués. L'OIM assure en outre des services d'assistance juridique et technique et de renforcement des capacités dans les domaines relatifs à la restitution des biens et aux dédommagements massifs des victimes, à l'intention des gouvernements nationaux et transitoires et des acteurs internationaux déployant des efforts de consolidation de la paix dans les situations d'après-conflit et de réadaptation à la suite de catastrophes naturelles.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2011
(en dollars E.-U.)

	Notes	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
ACTIF			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	481 369 026	435 941 114
Créances :			
– contributions volontaires	4	157 982 757	182 803 930
– contributions assignées	4	2 804 684	2 443 316
Créances – autres	4	45 607 839	40 470 521
Total de l'actif à court terme		687 764 306	661 658 881
Actif à long terme			
Créances :			
– contributions volontaires	4	13 737 631	15 895 994
– contributions assignées	4	5 444 386	4 160 241
Immobilisations corporelles – bâtiments	5	8 747 139	9 136 591
Autre actif à long terme – dépôts de garantie	4	4 632	230 950
Total de l'actif à long terme		27 933 788	29 423 776
A déduire : provision pour créances douteuses	4	(6 071 010)	(5 834 140)
TOTAL DE L'ACTIF		709 627 084	685 248 517
PASSIF			
Passif à court terme			
Produits différés			
– contributions volontaires	6	520 393 454	488 426 207
– contributions assignées	6	205 960	99 796
– autres	6	18 958 654	17 236 159
Sommes dues au titre des prestations versées au personnel	7	8 290 710	8 615 899
Sommes dues aux fournisseurs	8	24 083 308	33 905 205
Sommes dues au plan d'épargne du personnel	9	7 381 745	8 438 789
Emprunts – prêt immobilier	10	390 053	387 592
Autre passif à court terme	8	4 181 948	5 119 163
Total du passif à court terme		583 885 832	562 228 810
Passif à long terme			
Sommes dues au titre des prestations versées au personnel	7	72 784 925	61 971 142
Emprunts – prêt immobilier	10	8 191 141	8 527 053
Fonds de prêt aux réfugiés – capitaux propres des Etats-Unis	Append. 6	11 408 260	17 872 471
Fonds de dotation Sasakawa	11	2 000 000	2 000 000
Autre passif à long terme	8	1 402 354	2 651 028
Total du passif à long terme		95 786 680	93 021 694
TOTAL DU PASSIF		679 672 512	655 250 504
ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES			
Ressources reportées	12	17 843 353	11 125 941
Fonds de réponse rapide pour les transports	13	545 665	2 292 010
Emprunt – Etats Membres	14	1 680 400	1 680 400
Réserve pour imprévus	15	1 000 000	1 000 000
Compte d'opérations d'urgence	16	380 933	406 645
Excédents (déficit) cumulés (conversion monétaire)	17	8 192 668	13 181 464
Fonds de prêt aux réfugiés – capitaux propres de l'OIM	Append. 6	311 553	311 553
Total de l'actif net/capitaux propres		29 954 572	29 998 013
TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET/ CAPITAUX PROPRES		709 627 084	685 248 517

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2011
(en dollars E.-U.)

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011
(en dollars E.-U.)

	2011 dollars E.-U.		2010 dollars E.-U.			
	TOTAL	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMMES D'OPERATIONS	TOTAL	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMMES D'OPERATIONS
PRODUITS						
Contributions à affectation spéciale						
Contributions volontaires - à affectation spéciale	1 225 755 718		1 225 755 718	1 272 650 956		1 272 650 956
Contributions assignées	41 428 265	41 428 265	44 499 860	38 240 777	38 240 777	52 118 167
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres	44 499 860		44 499 860	52 118 167	(86 349)	
Solde du programme administratif de l'exercice précédent						
Total partiel - contributions à affectation spéciale	1 311 683 843	41 428 265	1 270 255 578	1 362 923 551	38 154 428	1 324 769 123
Contributions sans affectation spéciale						
Produits financiers et autres produits (nets) sans affectation spéciale	5 979 538		5 979 538	4 199 469		4 199 469
Contributions volontaires - sans affectation spéciale	2 167 022		2 167 022	2 290 480		2 290 480
Total partiel - contributions sans affectation spéciale	8 146 560		8 146 560	6 489 949		6 489 949
TOTAL DES PRODUITS	1 319 830 403	41 428 265	1 278 402 138	1 369 413 500	38 154 428	1 331 259 072
CHARGES						
Aide au transport	246 019 401		246 019 401	179 808 231		179 808 231
Assistance médicale	17 599 835		17 599 835	17 891 442		17 891 442
Aide directe aux bénéficiaires	199 428 129		199 428 129	194 101 765		194 101 765
Transferts des partenaires d'exécution	84 713 237		84 713 237	80 831 098		80 831 098
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	297 531 984	1 813 867	295 718 117	467 125 205	1 194 217	465 930 988
Traitements et prestations dus au personnel	300 522 925	35 918 720	264 604 205	274 915 887	30 546 156	244 369 731
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	29 406 372	1 555 732	27 850 640	25 269 394	1 065 379	24 204 015
Fournitures et produits de consommation	133 316 176	4 632 205	128 683 971	116 027 977	4 672 389	111 355 588
Créances douteuses	452 146	202 418	249 728	(484 167)	(580 973)	96 806
Autres charges	719 684	171 500	548 184	3 919 073	433 069	3 486 004
TOTAL DES CHARGES	1 309 709 889	44 294 442	1 265 415 447	1 359 405 905	37 330 237	1 322 075 669
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE avant les variations de change	10 120 514	(2 866 177)	12 986 691	10 007 595	824 191	9 183 403
Ajustement lié à la réévaluation du programme administratif	2 963 188	2 963 188	(1 392 206)	(429 714)	(429 714)	(2 675 252)
Profits/(pertes) de change	(1 392 206)		(1 392 206)	(2 675 252)		
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE après les variations de change	11 691 496	97 011	11 594 485	6 902 628	394 477	6 508 151
Y compris les soldes reportés suivants :						
Transfert vers excédents (déficit) cumulés (conversion monétaire)	(1 392 206)		(1 392 206)	(2 675 252)		(2 675 252)
Programme administratif	97 011	97 011	6 318 442	394 477	394 477	3 174 257
Réserve de revenus discrétionnaires	6 318 442		6 668 249	6 009 146		6 009 146
Sécurité du personnel	6 668 249		11 594 485	6 902 628	394 477	6 508 151
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE	11 691 496	97 011	11 594 485	6 902 628	394 477	6 508 151

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

**ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2011
(en dollars E.-U.)**

	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.	Augmentation/ (diminution) dollars E.-U.
Ressources reportées – excédent/(déficit)			
Programme administratif			
Ressources des exercices précédents	474 652	437 319	37 333
Ressources de l'exercice en cours	97 011	394 477	(297 466)
Programmes d'opérations – mécanisme de sécurité du personnel	6 668 249	6 009 146	659 103
Programmes d'opérations – réserve de revenus discrétionnaires	10 603 441	4 284 999	6 318 442
Total partiel : ressources reportées	17 843 353	11 125 941	6 717 412
Autres réserves			
Fonds de réponse rapide pour les transports	545 665	2 292 010	(1 746 345)
Emprunt – Etats Membres	1 680 400	1 680 400	
Réserve pour imprévus	1 000 000	1 000 000	
Compte d'opérations d'urgence	380 933	406 645	(25 712)
Réserve de conversion monétaire	8 192 668	13 181 464	(4 988 796)
Fonds de prêt aux réfugiés – capitaux propres de l'OIM	311 553	311 553	
Total partiel : autres réserves	12 111 219	18 872 072	(6 760 853)
Actif net/capitaux propres à la clôture de l'exercice	29 954 572	29 998 013	(43 441)

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011
 (en dollars E.-U.)

	Notes	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Solde pour l'exercice		11 691 496	6 902 628
Mouvements sans effet de trésorerie			
Effet des variations de change sur le solde de devises étrangères		1 047 293	2 455 086
Dépréciation	5	358 131	384 224
Augmentation (diminution) de la provision pour créances douteuses	4	452 147	(484 167)
(Augmentation) diminution des créances – contributions volontaires	4	26 979 536	(76 363 512)
(Augmentation) diminution des créances – contributions assignées	4	(1 860 790)	932 073
(Augmentation) diminution des créances – autres	4	(4 977 418)	1 957 009
(Augmentation) diminution des créances – intérêts courus	4	(159 900)	(146 228)
(Augmentation) diminution d'autres créances à long terme – dépôts de garantie	4	226 318	(28 751)
Augmentation (diminution) des sommes dues au titre des prestations versées au personnel	7	10 488 594	9 868 507
Augmentation (diminution) des produits différés – contributions volontaires	6	31 967 247	80 266 917
Augmentation (diminution) des produits différés – contributions assignées	6	106 164	(116 879)
Augmentation (diminution) des produits différés – autres	6	1 722 495	3 642 389
Augmentation (diminution) des sommes dues aux fournisseurs	8	(9 821 897)	(431 750)
Augmentation (diminution) de l'autre passif à court terme	8	(937 215)	2 398 287
Augmentation (diminution) de l'autre passif à long terme	8	(1 248 674)	(170 216)
Reports d'exercices précédents		(6 366 290)	(6 122 527)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		59 667 237	24 943 090
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Transferts depuis/(transferts vers) le plan d'épargne du personnel	9	(1 057 044)	(2 176 077)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		(1 057 044)	(2 176 077)
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Augmentation (diminution) des emprunts	10	(333 451)	325 880
Contributions provenant du/(remboursements au) Fonds de prêt aux réfugiés – capitaux propres des Etats-Unis	Appendice 6	(6 464 211)	13 450 012
Contributions/remboursements au/(transferts) du Fonds de réponse rapide pour les transports	13	(1 746 345)	4 575
Remboursements au/(transferts du) Compte d'opérations d'urgence	16	(25 712)	(6 960)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		(8 569 720)	13 773 507
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE		50 040 473	36 540 520
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE		435 941 114	402 097 537
Effet des variations de change sur le solde de devises étrangères – profits/(pertes)		(4 612 561)	(2 696 944)
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	3	481 369 026	435 941 114

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

**ETAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011 (PROGRAMMES D'OPERATIONS)
(en dollars E.-U.)**

	Montants budgétés			Montants réels retraités aux fins de comparaison
	Programme et Budget 2011 (MC/2297)	Révision du budget (MC/EX/710)	Réactualisation succincte du budget (MC/2316)	
	dollars E.-U.	dollars E.-U.	dollars E.-U.	
Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	320 395 700	558 994 500	815 478 800	774 149 712
Migration et santé	55 399 600	66 401 700	75 419 000	73 312 134
Migration et développement	30 926 400	41 188 000	126 025 000	106 334 904
Migration régulée	148 144 300	199 807 300	225 644 400	246 057 421
Migration assistée	48 422 800	55 420 500	58 522 600	52 236 742
Politiques migratoires et recherche	3 369 400	5 981 100	6 266 100	4 857 048
Programmes de réparation	352 900	352 900	6 271 300	3 712 379
Appui aux programmes de caractère général	12 016 600	12 259 000	13 834 800	17 290 199
Total	619 027 700	940 405 000	1 327 462 000	1 277 950 539

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

**ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGETAIRE
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)
(en francs suisses)***

	BUDGET 2011 francs suisses	2011 francs suisses	2010 francs suisses
PRODUITS			
Contributions assignées des Etats Membres		39 388 000	39 388 000
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres		10 280	
TOTAL DES PRODUITS		39 398 280	39 388 000
CHARGES			
Traitements et prestations dus au personnel	31 344 000	30 953 208	31 122 164
Paievements dus au personnel à la cessation de service (note 7)	700 000	577 668	692 243
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	1 031 000	1 053 915	1 126 241
Total des traitements et prestations dus au personnel et des indemnités pour frais de voyage et de représentation	33 075 000	32 584 791	32 940 648
Location et entretien des bâtiments	1 307 000	1 444 085	1 553 606
Equipement informatique et maintenance	2 114 000	2 144 320	2 103 210
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipements et véhicules	735 000	743 786	727 859
Total des frais généraux de bureaux	4 156 000	4 332 191	4 384 675
Formation	656 000	661 443	653 642
Services contractuels	595 000	656 450	629 121
Total des services contractuels	1 251 000	1 317 893	1 282 763
Communications	471 000	446 753	442 366
Secrétariat des réunions	435 000	433 691	435 843
Total partiel : charges avant provision pour créances douteuses	39 388 000	39 115 319	39 486 295
Augmentation/(diminution) de la provision pour créances douteuses (appendice 2)		191 285	(562 382)
TOTAL DES CHARGES		39 306 604	38 923 913
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE		91 676	464 087
Excédent de ressources/(dépenses) reporté en début d'exercice		0	(88 939)
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE		91 676	375 148

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

Note : L'excédent sera reporté pour être utilisé conformément à la résolution du Conseil n° 1077 du 4 décembre 2002 (Solution systématique à l'utilisation des excédents dégagés par la partie administrative du budget).

* Voir l'état consolidé de la performance financière pour les équivalences en dollars E.-U..

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1 : CADRE COMPTABLE

Entité présentant les états financiers

47. Outre les services relatifs aux migrations décrits plus haut et présentés dans ces états financiers, l'OIM fournit des services financiers aux Consultations intergouvernementales sur la migration, l'asile et les réfugiés et au Forum mondial sur la migration et le développement, qui font l'objet d'états financiers distincts présentés à leurs organes directeurs respectifs. Le Fonds fiduciaire du Guatemala relève d'un système comptable distinct, et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM – voir l'appendice 9.

Base utilisée pour l'établissement des états financiers

48. Sauf indication contraire, les états financiers et les tableaux et notes y afférents sont établis conformément à la méthode de la comptabilité d'exercice. Le Conseil a adopté en décembre 2008 la résolution n° 1177 modifiant le Règlement financier pour permettre notamment l'adoption des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), de façon à faciliter la justification et la comparabilité des états financiers de l'OIM et à les rendre plus transparents. L'OIM a entrepris d'adopter ces nouvelles normes de façon progressive.

49. Pour établir des états financiers conformément aux normes IPSAS, il faut recourir à des estimations et hypothèses qui se répercutent sur les montants de l'actif et du passif présentés à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges indiqués durant l'exercice considéré. Citons, à titre d'exemple, les hypothèses relatives à l'assurance médicale à prestations définies et à d'autres obligations en matière de prestations consécutives à l'emploi ; les risques financiers liés aux montants à recevoir ; ainsi que les estimations des produits et charges constatés par régularisation. Bien que ces estimations et hypothèses reposent sur la connaissance que possède la Direction des événements et actions en cours, il se peut que les résultats réels s'écartent finalement de ces estimations. Les changements d'estimations sont pris en compte dans l'exercice au cours duquel ils sont connus. Le cas échéant, les répartitions entre l'actif et le passif à court terme et à long terme (par exemple, les créances correspondant aux contributions assignées et volontaires, ou les provisions correspondant aux indemnités de cessation de service) sont estimées sur la base de données historiques de recouvrement/paiement.

50. Sauf indication contraire, les états financiers, les notes y afférentes, ainsi que les appendices consolident le programme administratif et les programmes d'opérations.

51. Des tableaux supplémentaires ont été ajoutés, notamment en ce qui concerne le programme administratif, dont le budget est libellé en francs suisses conformément au Règlement financier. Par ailleurs, un état supplémentaire de la performance financière concernant le programme administratif, exprimé en francs suisses, est également reproduit.

Base d'évaluation

52. Les principes comptables adoptés pour évaluer et présenter la performance financière et la situation financière conformément à la comptabilité d'exercice s'appuient, aux fins de l'établissement des présents états financiers, sur les coûts d'origine ou, selon le cas, la juste valeur.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE

53. L'OIM applique les méthodes comptables particulières énoncées ci-après qui influent dans une large mesure sur l'évaluation de la performance et de la situation financières.

Opérations en monnaies étrangères

54. Toutes les opérations conclues dans d'autres monnaies sont converties en dollars E.-U. sur la base des taux de change des Nations Unies en vigueur à la date de la transaction. Les profits et pertes réalisés ou non réalisés résultant de l'exécution de telles opérations ou de la conversion, à la date de clôture, d'actifs financiers et de passifs financiers libellés dans des devises autres que le dollar E.-U. sont enregistrés, dans un premier temps, dans l'état de la situation financière, puis inclus en tant qu'excédents (déficit) cumulés dans la réserve de conversion monétaire.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

55. Les contributions assignées réglées par les Etats Membres sont déterminées en francs suisses conformément au Règlement financier.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

56. La notion de trésorerie et d'équivalents de trésorerie englobe les fonds en caisse, les dépôts à vue ainsi que d'autres placements à court terme fortement liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. D'une manière générale, les disponibilités sont conservées dans des comptes contrôlés par le Siège pour maximiser le potentiel d'intérêts créditeurs. Des codes de projet distincts sont utilisés pour contrôler et présenter la performance financière d'activités entreprises par l'Organisation pour le compte d'Etats Membres et d'autres donateurs, de préférence à des comptes bancaires distincts, afin de bien rendre compte de toutes les dépenses liées aux projets. Conformément au Règlement financier, les fonds qui ne doivent pas être utilisés immédiatement sont placés ou investis à court terme, et les intérêts ainsi produits sont portés au crédit des programmes appropriés.

Créances

57. Les créances sont indiquées à leurs valeurs estimées de réalisation après provision pour créances douteuses et irrécouvrables. Une provision pour créances douteuses liée aux contributions assignées est enregistrée pour toutes les contributions restant dues depuis deux ans ou plus. Pour toutes les autres créances, une provision pour créances douteuses est constituée après examen des montants restant dus à la date de clôture.

58. Toutes avances (ou acomptes) versées par l'OIM à des fournisseurs, des partenaires d'exécution, des membres du personnel, etc. (par exemple, compagnies aériennes, compagnies d'assurances, organisations non gouvernementales locales (ONG)) sont enregistrées comme des créances envers l'Organisation jusqu'à ce que les biens soient remis, les services fournis ou les montants remboursés, selon le cas.

Immobilisations corporelles

59. La valeur des bâtiments est capitalisée et amortie. Les dépenses d'équipements fixes, d'installations, de véhicules et d'autres biens meubles sont encourues au moment de l'achat. Tout don en nature important est comptabilisé à sa juste valeur au moment du don (lorsque la valeur est de 5 000 dollars E.-U. ou plus), dès lors que ces biens auraient sinon été achetés par l'OIM.

Produits différés (versements effectués avant la remise/l'exécution)

60. Les contributions volontaires à affectation spéciale réservées par les donateurs à des programmes d'opérations sont considérées comme des produits différés et sont comptabilisées une fois que les services exigés conformément aux conditions énoncées dans les accords passés avec les donateurs de contributions volontaires sont exécutés.

61. Les contributions assignées reçues avant l'année à laquelle s'applique le barème des quotes-parts sont comptabilisées comme un élément de passif.

62. Certains répondants de migrants et certains migrants eux-mêmes versent d'avance des sommes destinées à couvrir les frais de transport et autres dépenses autorisées. Les montants ainsi reçus sont assimilés à des encaissements anticipés jusqu'à ce que les services visés soient fournis.

Prestations dues au personnel

63. Conformément à la résolution du Conseil n° 1130 du 2 décembre 2005 et à la résolution 61/240 de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Organisation est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et autres prestations connexes. La CCPPNU est un régime à prestations déterminées multi-employeurs.

64. Une évaluation actuarielle est réalisée tous les deux ans pour la CCPPNU selon l'approche globale avec entrants. Ce régime expose les organisations qui lui sont affiliées à des risques actuariels liés au personnel actif et à la retraite d'autres organisations, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable pour répartir les obligations, les actifs de régime et les coûts entre les diverses organisations affiliées. L'OIM, de même que les autres organisations affiliées, n'est pas en mesure de déterminer sa part de la situation financière et des résultats financiers du régime avec une fiabilité suffisante aux fins de comptabilité, si bien qu'elle a enregistré ce régime comme un régime à cotisations définies.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

65. L'obligation financière de l'Organisation envers la CCPNU consiste à verser sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que sa part de versement pour combler toute insuffisance actuarielle au cas où l'Assemblée générale des Nations Unies invoquerait les dispositions de l'article 26 des Statuts de la CCPNU s'il est constaté qu'un déficit doit être comblé. Une telle constatation serait fondée sur une évaluation actuarielle à la date d'évaluation. Aucune constatation de ce genre n'avait été faite à la date des états financiers actuels.

66. Les autres prestations dues au personnel sont notamment les suivantes :

- Prestations à court terme, comprenant les traitements, les indemnités, les indemnités d'entrée en fonction et les indemnités pour frais d'études des enfants à charge, les congés annuels rémunérés, les congés maladie rémunérés, l'assurance accident et l'assurance-vie, ainsi que la part échéant à court terme des prestations à long terme dues au personnel actif, comme les indemnités de cessation de service.
- Régimes à prestations définies, à savoir les plans d'assurance maladie après la cessation de service proposés aux fonctionnaires, aux employés en poste en Suisse, et au personnel des bureaux extérieurs à la retraite.
- Autres prestations à long terme, à savoir les indemnités de cessation de service comprenant les indemnités de rapatriement, les indemnités de licenciement et les sommes versées en lieu et place des congés annuels non utilisés.

67. Des provisions ont été constituées pour couvrir les engagements en cours au titre de ces prestations dues au personnel à la date de clôture. Aucune provision n'a été constituée pour les prestations dues à la cessation de service, dont le paiement dépend d'événements futurs incertains, y compris une indemnité due au personnel remplissant les conditions requises titulaire d'un contrat ordinaire ou à durée déterminée et dont l'Organisation met fin à l'engagement.

68. Dans le cadre du programme administratif, le montant estimatif des indemnités de cessation de service dues au personnel appelé à prendre sa retraite est financé moyennant une allocation annuelle. C'est pourquoi, aucune provision pour produits à recevoir n'est actuellement constituée pour le personnel actuel dans le cadre de ce programme.

Plan d'épargne du personnel (anciennement Caisse de prévoyance)

69. Avant d'être affiliée à la CCPNU, l'OIM gérait son propre régime, appelé Caisse de prévoyance, qui était ouvert à l'ensemble des fonctionnaires et à certains employés. La Caisse de prévoyance n'a plus admis de nouveaux membres à compter du 31 décembre 2006. La plupart des membres de la Caisse de prévoyance ont été contraints de participer à la CCPNU à partir du 1^{er} janvier 2007. Un petit nombre de membres ont pu continuer à y cotiser s'ils se trouvaient à cinq années de la retraite ou si leur contrat était sur le point de s'achever. La cotisation de l'OIM continue de s'élever à 15,8 % de la rémunération considérée aux fins de la pension, et celle des membres à 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension. La Caisse de prévoyance, appelée aujourd'hui Plan d'épargne, continue d'être administrée par l'OIM pour les membres du personnel qui sont toujours en activité et les autres membres qui étaient autorisés à ne pas retirer tout ou partie des fonds accumulés. Le Plan d'épargne est un régime à prestations déterminées.

Sommes dues aux fournisseurs

70. D'une manière générale, l'OIM paie les biens et les services après remise et exécution. Les biens et services sont enregistrés simultanément comme des charges et comme une obligation due au fournisseur. Cette catégorie de sommes dues englobe les provisions pour charges constatées constituées pour d'importants services liés à la consommation (par exemple les coûts des communications et des services essentiels) pour lesquels la facture est reçue après le 31 décembre, et dont le coût peut être estimé avec fiabilité sur la base de factures de fournisseurs récentes.

Coûts d'emprunt

71. Tous les coûts supportés dans le cadre d'un emprunt de fonds sont traités comme des charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus. Aucun coût d'emprunt n'a été capitalisé durant l'exercice considéré.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**Découverts**

72. L'OIM ne dispose pas de lignes de crédit confirmées mais a passé un nombre limité d'accords de découverts informels avec des banques qui possèdent des fonds de l'Organisation en dépôt. Ces accords peuvent être résiliés par les banques à tout moment.

Provisions

73. Une provision est généralement comptabilisée quand l'Organisation a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour honorer l'obligation et que le montant de celle-ci peut être estimé de manière fiable. Font exception à cet égard les prestations dues au personnel à la cessation de service dans le cadre du programme administratif, ainsi que la comptabilisation intégrale de la cotisation de l'OIM à l'assurance maladie pour le personnel retraité. Pour de plus amples informations, voir la note 7 – Sommes dues au titre des prestations versées au personnel.

Produits

74. Les produits des paiements effectués par les migrants pour couvrir leurs propres dépenses sont enregistrés à mesure que les services sont fournis. Les produits d'intérêt sont estimés à la valeur vénale de la contrepartie reçue ou à recevoir (sur la base du rendement estimé) et sont comptabilisés lorsqu'ils sont échus. Les contributions faisant l'objet d'accords passés avec des donateurs sont comptabilisées comme des produits à la date à laquelle l'accord devient contraignant, à moins que celui-ci énonce une condition de résultat qui exige que ces contributions soient comptabilisées comme des produits différés au passif. Dans ces cas, les produits sont comptabilisés dans la mesure dans laquelle l'exécution a été réalisée (c'est-à-dire que les activités de projet qui ont été convenues ont été entreprises) par un ajustement en clôture d'exercice. Cela s'applique à la majorité des contributions volontaires dans le cadre des programmes d'opérations. Les produits des contributions volontaires non assujetties à des accords contraignants sont comptabilisés à mesure que les fonds sont reçus. Les produits des factures remboursables sont comptabilisés à concurrence des coûts encourus.

75. Les contributions assignées sont comptabilisées en produits au début de l'exercice auquel se rapporte le barème des quotes-parts.

Charges

76. Les charges sont comptabilisées au moment où il est confirmé que les biens et les services (y compris les services convenus, fournis par les partenaires d'exécution) ont été remis ou exécutés.

77. L'OIM achète des articles non alimentaires et alimentaires avec les fonds provenant des donateurs en vue de les distribuer, généralement, lors d'interventions de secours consécutivement à des catastrophes naturelles et dans d'autres situations d'urgence analogues. En tant que tels, les stocks de l'OIM au 31 décembre de n'importe quelle année sont généralement distribués très peu de temps après (dans les trois mois suivant l'achat) ou ont une valeur négligeable. C'est pourquoi, ces articles sont passés en charge dès la remise à l'OIM. Les contributions en nature importantes sont évaluées à leur juste valeur au moment où elles sont données, dès lors qu'elles auraient été sinon achetées par l'Organisation. L'OIM est en outre mandatée par d'autres organisations (y compris des institutions des Nations Unies, des ONG, etc.) pour distribuer des articles en leur nom. Elle n'enregistre pas ces articles dans les comptes puisque ces fournitures et matériels ne lui permettent pas de tirer des avantages économiques et sont dépourvus de tout potentiel de service.

Contrats de location

78. Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple lorsqu'une part significative des risques et avantages attachés à la propriété revient au bailleur. Les paiements effectués au titre de contrats de location simple (nets de toutes mesures incitatives de la part du bailleur) sont comptabilisés dans l'état de la performance financière sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**Imposition**

79. L'OIM est une organisation intergouvernementale sans but lucratif qui est généralement exonérée de toute imposition dans les pays qui lui ont accordé l'ensemble des privilèges et immunités. Dans les autres pays, les impôts qui ont été payés peuvent être remboursés.

Risques financiers

80. L'Organisation perçoit des produits des contributions et de la rémunération des services, et doit supporter des charges dans des monnaies autres que le dollar E.-U. (la monnaie de présentation des états financiers de l'OIM). C'est pourquoi, elle est exposée aux risques de change découlant des fluctuations du taux de change entre ces monnaies et le dollar E.-U.. L'Administration utilise des instruments financiers dérivés (en l'occurrence des dépôts à double devise), dont le produit est crédité aux revenus divers.

81. L'Organisation possède des bureaux dans divers pays, dont l'actif et le passif sont libellés dans la monnaie locale. En outre, l'Administration a des dépôts dans d'autres devises, notamment en dollars australiens, en livres sterling, en dollars canadiens, en couronnes tchèques, en euros, en yens japonais, en couronnes norvégiennes, en couronnes suédoises et en francs suisses. L'Organisation a une réserve de conversion monétaire, qui est reportée et incluse dans l'actif net/capitaux propres. Cette réserve comprend les plus-values latentes résultant de la réévaluation des actifs et passifs en devises étrangères convertis en dollars E.-U., ainsi que tous profits ou pertes de change réalisés lors de l'achèvement de projets présentés dans une monnaie autre que le dollar E.-U..

82. L'Organisation est exposée au risque de crédit (dû au défaut de paiement ou d'exécution), ce qui a également des incidences sur la liquidité. Une provision pour créances douteuses a été constituée pour toute créance de deux ans ou plus découlant du non-paiement des contributions assignées dues par les Etats Membres. Il existe également des risques de crédit pour les montants à recouvrer auprès des donateurs au titre des programmes d'opérations (en cas de défaut de paiement) et pour les acomptes versés aux fournisseurs et aux partenaires d'exécution (en cas de non-exécution). Des provisions pour créances douteuses sont également constituées lorsque les contributions de donateurs sont incertaines à la date de clôture. Les créances sont contrôlées et suivies de manière permanente. Des acomptes sont versés lorsque cela est inévitable (par exemple au titre d'accords avec les compagnies aériennes), ou lorsque cela est financièrement viable. Les bureaux extérieurs sont tenus de surveiller les acomptes sur une base mensuelle.

Passif éventuel

83. Aux fins de transparence, des informations sur le passif éventuel sont communiquées dans les notes. Le passif éventuel se définit comme suit :

- a) Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ; ou
- b) Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée parce que :
 - i) il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service soit nécessaire pour éteindre l'obligation ; ou
 - ii) le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

NOTE 3 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

84. Des dépôts en espèces sont généralement détenus dans des comptes courants pour éteindre des obligations courantes. Les sommes qui ne doivent pas être immédiatement utilisées sont déposées sur des comptes portant intérêt ou placées à court terme (90 jours au maximum).

	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
Encaisse	813 274	1 046 930
Dépôts en banque – non soumis à des restrictions*	480 555 752	432 894 184
Total de l'encaisse non soumise à restrictions	481 369 026	433 941 114
Fonds de dotation Sasakawa (note 11)	2 000 000	2 000 000
Total de l'encaisse soumise à restrictions – fonds d'affectation spéciale	2 000 000	2 000 000
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	483 369 026	435 941 114

* Environ 75 % de la trésorerie détenue à la date de clôture étaient libellés dans des monnaies autres que le dollar E.-U. qui, pour la plupart, sont conservées dans des comptes contrôlés par le Siège.

NOTE 4 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CREANCES

85. Les contributions assignées dues représentent des sommes non recouvrées relevant du programme administratif. Le Conseil établit le budget et, par conséquent, les montants dus en francs suisses par chaque Etat Membre chaque année. Les créances ont été divisées entre créances à court terme (c'est-à-dire les contributions devant être normalement reçues au cours de l'exercice suivant) et à long terme (c'est-à-dire les contributions devant être normalement reçues après l'exercice suivant), et représentent les accords financiers passés avec les Etats Membres en vue du règlement des arriérés, y compris les plans de remboursement. Pour de plus amples informations, voir l'appendice 2 – Contributions assignées restant dues. Pour les contributions reçues d'avance, voir la note 6 – Produits différés.

86. Les contributions volontaires à recevoir au titre des programmes d'opérations sont échues dès la confirmation que les activités ont été menées à terme, par exemple par le biais de factures remboursables ou de la présentation des rapports aux donateurs. En 2011, les sommes à recevoir de gouvernements et d'institutions bénévoles au titre d'opérations ont reculé à 171,7 millions de dollars E.-U. (contre 198,7 millions de dollars E.-U. en 2010), dont 77,1 millions de dollars E.-U. (compte tenu des réévaluations) de créances facturées (contre 125,3 millions de dollars E.-U. en 2010) et 94,6 millions de dollars E.-U. de créances non facturées (contre 73,4 millions de dollars E.-U. en 2010). Sur les créances facturées au 31 décembre 2011, 38,5 millions de dollars E.-U. ont été reçus dans l'intervalle. Les créances facturées s'entendent des sommes à recevoir pour lesquelles une facture ou une demande de financement a été envoyée aux donateurs, alors que les créances non facturées correspondent aux activités exécutées sur la base d'un accord avec le donateur pour lesquelles l'OIM n'a pas encore soumis de facture ni de demande de financement. Les créances facturées les plus importantes au 31 décembre 2011 étaient à recevoir du Gouvernement du Royaume-Uni (10,2 millions de dollars E.-U.), du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (17 millions de dollars E.-U., dont 15,5 millions de dollars E.-U. reçus dans l'intervalle), du Gouvernement du Canada (9,6 millions de dollars E.-U., dont 4,3 millions de dollars E.-U. reçus dans l'intervalle), du Gouvernement de l'Argentine (6,7 millions de dollars E.-U., dont 4,2 millions de dollars E.-U. reçus dans l'intervalle), de la Commission européenne (6,4 millions de dollars E.-U., dont 4,1 millions de dollars E.-U. reçus dans l'intervalle), du Gouvernement de l'Australie (4,5 millions de dollars E.-U., dont 3,6 millions de dollars E.-U. reçus dans l'intervalle), et du Gouvernement de la Colombie (3,1 millions de dollars E.-U., dont 1,9 million de dollars E.-U. reçus dans l'intervalle).

87. L'Administration suit régulièrement avec les donateurs la question des sommes à recevoir. Des retards se produisent lorsque les donateurs exigent un rapport détaillé et/ou une vérification des comptes, ou lorsqu'ils mettent du temps à examiner le rapport et à donner leur accord.

88. L'Administration suit de près la question d'un montant à recevoir du Gouvernement de la Grèce de 257 000 dollars E.-U. pour un projet réalisé en Albanie, ainsi que pour un projet exécuté en Angola pour lequel une provision pour créances douteuses a été constituée l'année dernière.

NOTE 4 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CREANCES (suite)

89. Au 31 décembre 2011, les sommes à recevoir par l'OIM depuis plus d'un an s'élevaient à 9,1 millions de dollars E.-U. (contre 4 millions de dollars E.-U. en 2010), dont la plus grande part était due par UK Border Agency (6,8 millions de dollars E.-U.). Le tableau ci-dessous récapitule, par ordre croissant, les créances facturées, dont la majorité (74 %) sont à moins de 120 jours.

Ventilation des créances facturées, non compris les réévaluations (en dollars E.-U.)

< 30 jours	31 à 120 jours	121 à 365 jours	> 1 an	TOTAL
35,8 m	19,7 m	10,3 m	9,1 m	74,9 m
48%	26%	14%	12%	100%

90. Le tableau ci-après récapitule les sommes à recevoir et les provisions pour créances douteuses correspondantes.

	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
Créances à court terme		
Contributions assignées	2 804 684	2 443 316
Contributions volontaires – donateurs	157 982 757	182 803 930
Autres	45 212 441	40 235 023
Intérêts courus	395 398	235 498
Total partiel : créances à court terme	206 395 280	225 717 767
Créances à long terme		
Contributions assignées	5 444 386	4 160 241
Contributions volontaires – donateurs	13 737 631	15 895 994
Autres – dépôts de garantie	4 632	230 950
Total partiel : créances à long terme	19 186 649	20 287 185
A déduire : provisions pour créances douteuses		
Contributions assignées	(5 662 986)	(5 426 116)
Contributions volontaires	(408 024)	(408 024)
Total partiel : créances douteuses	(6 071 010)	(5 834 140)
Total des créances	219 510 919	240 170 812

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES**Bâtiments à usage du bureau des structures hors Siège**

91. L'Organisation possède cinq bâtiments à usage de bureaux en Argentine, en Australie, dans l'Etat plurinational de Bolivie, au Chili et au Pérou. Quatre de ces bâtiments sont entièrement amortis. Le cinquième, au Chili, est amorti au taux de 5 % par an.

	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
Bâtiments à usage de bureaux des structures hors Siège au prix coûtant	1 839 751	1 839 751
Amortissement cumulé	(1 673 805)	(1 617 805)
Valeur comptable nette	165 946	221 946

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)**Bâtiment du Siège**

92. Le bâtiment du Siège à Genève a été acquis en 1984 pour un coût de 18 millions de francs suisses. Il est situé sur un terrain loué au Canton de Genève sur une période de 99 ans pour un coût nominal de 1 franc suisse. L'achat du bâtiment est entièrement financé au moyen d'un prêt accordé par le Gouvernement suisse qui ne porte plus d'intérêts depuis le 1^{er} janvier 1996. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2011 a été de 368 600 francs suisses (comme en 2010). Le bâtiment est amorti sur la période du prêt, l'amortissement annuel étant équivalent aux remboursements du principal. Le bâtiment et le prêt correspondant en francs suisses sont convertis en dollars E.-U. au taux de change en vigueur en fin d'année, comme indiqué dans le tableau suivant.

	2011 francs suisses	2010 francs suisses
Bâtiment au prix coûtant	18 000 000	18 000 000
Amortissement cumulé	(9 890 772)	(9 522 172)
Valeur comptable nette en francs suisses	8 109 228	8 477 828
Valeur comptable nette en dollars E.-U.	8 581 193	8 914 645

Pour de plus amples informations sur le prêt correspondant, voir la note 10 – Emprunts.

NOTE 6 : PRODUITS DIFFERES (CONTRIBUTIONS RECUES D'AVANCE)

93. Les contributions reçues des donateurs, des migrants et des personnes couvrant leurs propres dépenses avant l'exécution ou la remise au titre des programmes d'opérations se sont élevées à 539 558 068 dollars E.-U. (contre 505 662 366 dollars E.-U. en 2010). Les contributions assignées reçues d'Etats Membres avant que ne prenne effet le barème des quotes-parts de l'année suivante au titre du programme administratif se sont élevées à 205 960 dollars E.-U., comme indiqué dans le tableau ci-après. Les Etats Membres figurant dans le tableau ci-dessous ont réglé d'avance leur contribution assignée.

Etats Membres	francs suisses
Bénin	33 905
Burkina Faso	30 834
Chili	31 269
Colombie	16 707
Costa Rica	100
Equateur	100
El Salvador	6 339
Irlande	66 974
Mongolie	1 332
Panama	2 241
Tadjikistan	1 000
Togo	476
Yémen	3 267
Zimbabwe	88
Total des produits différés – contributions assignées – francs suisses	194 632
Total des produits différés – contributions assignées – dollars E.-U. (au taux de 0,945)	205 960

NOTE 7 : SOMMES DUES AU TITRE DES PRESTATIONS VERSEES AU PERSONNEL

94. Les paiements dus aux membres du personnel à la cessation de service sont la somme des indemnités qui leur reviennent en application du contrat d'emploi ou tel que précisé dans le Statut et Règlement du personnel, et qui doivent leur être versées lorsqu'ils quittent l'Organisation. Ces paiements englobent : a) les indemnités de départ ou de licenciement, selon le cas ; b) la compensation financière des congés annuels non pris ; c) la part des primes d'assurance maladie du personnel à la retraite à la charge de l'OIM ; et d) d'autres indemnités dues, telles que la prime de rapatriement et l'indemnité pour frais de voyage pour les fonctionnaires.

95. Pour le personnel relevant de la partie administrative du budget, le Conseil a adopté à sa soixante-douzième session en novembre 1996 une méthode budgétaire de financement des indemnités dues au personnel à la cessation de service, selon laquelle les paiements dus à la cessation de service doivent être financés moyennant une allocation annuelle dans la partie administrative du budget qui est calculée sur la base d'une estimation des indemnités dues au personnel appelé à quitter l'Organisation au cours de l'année suivante. Pour 2011, le budget alloué au titre des indemnités pour cessation de service s'est élevé à 700 000 francs suisses, alors que les indemnités effectivement versées se sont élevées à 577 668 francs suisses (contre 692 243 francs suisses en 2010). Il n'est pas possible de prévoir avec précision, lors de l'établissement du budget, le nombre de membres du personnel qui quitteront l'Organisation au cours de l'année suivante, ainsi que les indemnités à leur verser. Au 31 décembre 2011, le total estimatif des engagements de paiement au titre des indemnités de départ et autres prestations dues aux membres du personnel lors d'un départ à la retraite ou d'une cessation de service s'élèverait, s'il était calculé sur la même base que les programmes d'opérations, à 8 346 370 dollars E.-U. (contre 9 761 899 dollars E.-U. en 2010).

96. Pour les programmes d'opérations, le total des besoins s'est élevé à 78 538 268 dollars E.-U. (contre 66 465 984 dollars E.-U. en 2010). La réserve de 80 872 139 dollars E.-U. constituée au 31 décembre 2011 (contre 68 100 157 dollars E.-U. en 2010) est donc jugée suffisante pour couvrir la charge à payer au titre des indemnités dues à la cessation de service.

97. Les résultats de la dernière évaluation actuarielle concernant la CCPPNU ont été communiqués au Comité de la Caisse à sa 57^e session, tenue en juillet 2010. Arrêtée au 31 décembre 2009, l'évaluation a fait apparaître un déficit de 0,38 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension. Dans le rapport qu'il a présenté ultérieurement à l'Assemblée générale (approuvé par celle-ci en décembre 2010), le Comité a relevé qu'il s'agissait du premier déficit constaté lors des sept dernières évaluations actuarielles et que, compte tenu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, le ratio de capitalisation à court terme étant supérieur à 100 % (se situant à 140 % au 31 décembre 2009), il n'était pas nécessaire que les organisations affiliées interviennent pour combler le déficit. Les cotisations dues par l'OIM et les membres du personnel à la CCPPNU s'élèvent respectivement à 15,8 % et à 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension. Les cotisations prélevées au cours d'un mois sont dues à la CCPPNU au début du mois suivant.

98. Tous les montants dus à/par un membre du personnel sont enregistrés lorsqu'ils sont exigibles (traitements et prestations non versés, remboursement des frais médicaux, etc.) ou à recevoir (avances de traitement, indemnités journalières, etc.).

99. Les sommes dues au titre des prestations versées au personnel sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
Sommes dues à court terme		
Paiements dus à la cessation de service – opérations	8 087 214	6 129 015
CCPPNU	(1 112 459)	530 780
Autres sommes à payer au personnel	1 315 955	1 956 104
Total partiel : sommes dues à court terme	8 290 710	8 615 899
Sommes dues à long terme		
Paiements dus à la cessation de service – opérations	72 784 925	61 971 142
Total partiel : sommes dues à long terme	72 784 925	61 971 142
Total des sommes dues au titre des prestations versées au personnel	81 075 635	70 587 041

NOTE 8 : MONTANTS A VERSER AUX FOURNISSEURS, AUX PARTENAIRES D'EXECUTION, AUX RESERVES DE CERTAINS ETATS MEMBRES, ETC.

100. Les montants dus aux fournisseurs, aux partenaires d'exécution, aux réserves de certains Etats Membres, etc., sont résumés dans le tableau ci-dessous.

	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
Montants à verser à court terme		
Montants à verser sur facture	23 044 778	32 310 489
Charges constatées	1 038 530	1 594 716
Total partiel : montants à verser aux fournisseurs et aux partenaires	24 083 308	33 905 205
Autres - passif à court terme	4 181 948	5 119 163
Total partiel : montants à verser à court terme	28 265 256	39 024 368
Montants à verser à long terme		
Autres - passif à long terme	1 402 354	2 651 028
Total partiel : montants à verser à long terme	1 402 354	2 651 028
Total des montants à verser aux fournisseurs, aux partenaires d'exécution, aux réserves de certains Etats Membres, etc.	29 667 610	41 675 396

NOTE 9 : TRANSFERTS VERS/DEPUIS LE PLAN D'EPARGNE

101. Le montant net à verser sur le Plan d'épargne, de 7 381 745 dollars E.-U. (contre 8 438 789 dollars E.-U. en 2010), apparaît dans les comptes du Plan d'épargne comme une somme à recouvrer auprès de l'OIM, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

			dollars E.-U.
Plan d'épargne en dollars E.-U.			6 365 520
Plan d'épargne en francs suisses	CHF	1 012 260	597 103
Plan d'épargne en euros	EUR	266 834	419 122
			7 381 745

102. Par sa résolution n° 1130 du 2 décembre 2005, le Conseil a approuvé la demande de l'Organisation d'adhérer à la CCPPNU. Cette affiliation est devenue effective le 1^{er} janvier 2007 après l'adoption, par l'Assemblée générale des Nations Unies, de la résolution 61/240. Un petit nombre de membres du personnel qui n'était pas tenu de rejoindre la CCPPNU a pu continuer à cotiser au Plan d'épargne, dont les comptes vérifiés sont mis à la disposition des membres participants sur demande.

NOTE 10 : EMPRUNTS

103. L'Organisation a emprunté des fonds au Canton de Genève pour acheter le bâtiment du Siège à Genève. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2011 a été de 368 600 francs suisses (comme en 2010). Le prêt en francs suisses est converti en dollars E.-U. au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Il ne porte pas d'intérêts, conformément à la décision du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse de ne pas exiger d'intérêts, seul le principal devant être remboursé. L'emprunt initial et les montants restant dus sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

	2011 francs suisses	2010 francs suisses
Prêt du Gouvernement suisse	18 000 000	18 000 000
Remboursements cumulés	(9 890 772)	(9 522 172)
Solde du prêt - francs suisses	8 109 228	8 477 828
Solde du prêt - dollars E.-U.	8 581 194	8 914 645
Remboursements à court terme	390 053	387 592
Remboursements à long terme	8 191 141	8 527 053
Solde du prêt - dollars E.-U.	8 581 194	8 914 645
Taux de change à la clôture de l'exercice (francs suisses/dollars E.-U.)	0.945	0.951

NOTE 11 : FONDS DE DOTATION SASAKAWA

104. Le Fonds de dotation Sasakawa a été créé en 1990 aux fins de promouvoir l'expansion des programmes de transfert de ressources humaines et autres activités de migration pour le développement. En vertu de l'accord de dotation conclu avec la Fondation, le capital du Fonds doit rester intact en tout temps, et seuls les intérêts qu'il produit peuvent être utilisés pour financer des activités.

	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
Solde de compte en fin d'exercice	2 000 000	2 000 000
Compte de produits		
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	25 000	4 000
<u>Transferts du Fonds aux projets suivants :</u>		
Protection et réintégration de femmes et d'enfants victimes de la traite en Afrique de l'Ouest	(25 000)	
Fourniture d'abris aux victimes de la traite en Malaisie		(4 000)
Solde du compte en fin d'exercice	0	0

NOTE 12 : RESSOURCES REPORTEES

105. Le résultat net des programmes d'opérations à la fin de l'exercice 2011 est le suivant :

- a) Un report de 6 668 249 dollars E.-U. au titre du mécanisme de sécurité du personnel (contre 6 009 146 dollars E.-U. en 2010) ;
- b) Une augmentation de la réserve de revenus discrétionnaires de 6 318 442 dollars E.-U. (contre 3 174 257 dollars E.-U. en 2010).

106. L'augmentation de la réserve de revenus discrétionnaires représente le solde restant après la couverture des dépenses imprévues. Le montant des revenus discrétionnaires n'est pas fiable ni prévisible. Il varie d'une année à l'autre, selon le niveau d'activités déployées. Ainsi, des fonds devront être retirés de cette réserve si le montant des revenus discrétionnaires disponibles à la fin de l'exercice financier est inférieur au budget approuvé après application de la moyenne triennale adoptée par les Etats Membres.

107. L'excédent de 91 676 francs suisses (97 011 dollars E.-U.) dégagé par le programme administratif sera reporté conformément à la résolution du Conseil n° 1077 du 4 décembre 2002 (Solution systématique à l'utilisation des excédents dégagés par la partie administrative du budget). Conformément à cette résolution, les Etats Membres ont approuvé l'utilisation de l'excédent cumulé de 557 251 francs suisses au 31 décembre 2008 pour financer des dépenses administratives exceptionnelles au Centre administratif de Manille. A ce jour, 311 559 francs suisses (352 474 dollars E.-U.) ont été utilisés.

108. Les ressources reportées sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	dollars E.-U.		
	2011	2010	Augmentation /(diminution)
Ressources reportées – excédent/(déficit)			
Programme administratif			
Ressources des exercices précédents	474 652	437 319	37 333
Ressources de l'exercice en cours	97 011	394 477	(297 466)
Programmes d'opérations – mécanisme de sécurité du personnel*	6 668 249	6 009 146	659 103
Programmes d'opérations – réserve de revenus discrétionnaires*	10 603 441	4 284 999	6 318 442
Total des ressources reportées	17 843 353	11 125 941	6 717 412

* Voir l'appendice 4.

NOTE 13 : FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS

109. Une note d'orientation a été signée le 31 mai 2000 entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur la coopération dans le domaine des transports. Pour permettre à l'OIM d'assumer ses responsabilités telles que précisées dans cette note d'orientation, le Fonds de réponse rapide pour les transports a été établi en conformité avec le Bulletin général de l'OIM n° 1277 du 27 décembre 2000.

110. Il sera fait appel à ce Fonds dans les situations d'urgence, lorsque le besoin se fera clairement sentir d'une évaluation immédiate et de l'engagement de dépenses aux fins du transport de personnes avant l'arrivée de fonds en provenance de bailleurs. Le HCR peut être amené à demander l'assistance de l'OIM en vue d'effectuer des transports lors d'opérations de rapatriement volontaire, de retour d'émigrés, de réinstallation de réfugiés et, dans des cas particuliers, d'évacuations organisées. L'OIM assumera la responsabilité d'organiser en temps opportun les transports par voie aérienne, maritime ou terrestre des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR.

111. Toute utilisation dûment autorisée du Fonds de réponse rapide pour les transports sera considérée comme une avance sur le financement des activités spécifiques exigeant une aide au transport. Tous les fonds avancés par le Fonds seront intégralement remboursés avant l'achèvement des opérations, au plus tard dans les six mois qui suivent l'autorisation.

FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice	2 292 010	2 287 435
<u>Contributions au Fonds</u>		
Intérêts créditeurs	980	4 575
Total des contributions au Fonds	980	4 575
<u>Transferts du Fonds aux projets suivants :</u>		
Aide au transport de ressortissants de pays tiers au Sénégal	(1 000 000)	
Aide au transport et aide médicale d'urgence au Kenya	(250 000)	
Aide aux réfugiés somaliens en Ethiopie	(250 000)	
Aide aux Ethiopiens en détresse au Yémen	(500 000)	
Rapatriement volontaire de la Zambie		(420 000)
Total des transferts du Fonds à des projets	(2 000 000)	(420 000)
<u>Remboursement des projets suivants au Fonds :</u>		
Aide au transport et aide médicale d'urgence au Kenya	250 000	
Aide aux Ethiopiens en détresse au Yémen	2 675	
Rapatriement volontaire de la Zambie		420 000
Total des remboursements de projets au Fonds	252 675	420 000
Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice	545 665	2 292 010

NOTE 14 : EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DES ETATS MEMBRES

112. Une réserve de caisse de 1 680 400 dollars E.-U., obtenue à l'aide de prêts sans intérêt consentis par les gouvernements des Etats Membres, a été constituée en vertu de la résolution n° 70 du 30 avril 1954. Les prêts ainsi consentis ont pour but de fournir à l'Organisation une réserve de caisse devant lui permettre de parer à d'éventuels problèmes temporaires de liquidités dans le cadre des programmes administratif ou d'opérations. La réserve de caisse est régie par l'article 14 du Règlement financier.

NOTE 15 : RESERVE POUR IMPREVUS

113. L'utilisation de la réserve pour imprévus, d'un montant de 1 000 000 dollars E.-U., est régie par la résolution du Conseil n° 413 du 17 novembre 1967.

NOTE 16 : COMPTE D'OPERATIONS D'URGENCE

114. Le compte d'opérations d'urgence (*Emergency Preparedness Account* – (EPA)) a été créé le 30 août 1993 en accord avec le Bulletin général n° 1054 de l'OIM. L'EPA doit servir dans les situations d'urgence où une évaluation immédiate et d'autres dépenses d'opérations s'imposent manifestement dans l'attente de fonds en provenance de l'extérieur. Tout usage autorisé de l'EPA est à considérer comme un prêt consenti sur l'opération pour laquelle il est mis à contribution, et toutes les dépenses effectuées à l'aide de ce compte doivent être intégralement remboursées aussitôt que possible, dès que l'opération en question est assurée d'un soutien financier.

	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
Solde d'ouverture de l'EPA en début d'exercice	406 645	413 605
Transferts de l'EPA aux projets suivants :		
Aide humanitaire et aide à l'évacuation des migrants au Japon	(100 000)	
Réponse aux inondations en Namibie	(87 000)	
Aide aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Côte d'Ivoire	(100 000)	
Rapatriement volontaire de réfugiés angolais	(100 000)	
Rapatriement volontaire en Angola depuis la République démocratique du Congo	(100 000)	
Gestion des camps et fourniture d'articles non alimentaires aux Philippines	(50 000)	
Programme d'aide psychosociale au Kirghizistan		(40 000)
Fourniture d'abris et d'articles non alimentaires aux populations touchées par les inondations au Pakistan		(75 000)
Enregistrement et participation hors du pays au référendum au Sud-Soudan		(99 500)
Suivi des déplacements des migrants urbains en Mongolie		(42 893)
Total des transferts de l'EPA à divers projets	(537 000)	(257 393)
Remboursements à l'EPA des projets suivants :		
Aide psychosociale au Kirghizistan	11 288	
Aide aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Côte d'Ivoire	100 000	
Aide humanitaire et aide à l'évacuation des migrants au Japon	100 000	
Réponse aux inondations en Namibie	50 000	
Rapatriement volontaire de réfugiés angolais	100 000	
Gestion des camps et fourniture d'articles non alimentaires aux Philippines	50 000	
Rapatriement volontaire en Angola depuis la République démocratique du Congo	100 000	
Mission d'évaluation de la situation des personnes déplacées dans leur propre pays autour du Mont Mayon aux Philippines		933
Enregistrement et participation hors du pays au référendum au Sud-Soudan		99 500
Intervention dans le nord de l'Ouganda en réponse aux inondations		75 000
Fourniture d'abris et d'articles non alimentaires aux populations victimes des inondations au Pakistan		75 000
Total des remboursements de divers projets à l'EPA	511 288	250 433
Bilan de clôture de l'EPA en fin d'exercice	380 933	406 645

NOTE 17 : EXCEDENTS (DEFICIT) CUMULES – RESERVE DE CONVERSION MONETAIRE

115. Les excédents (déficit) cumulés (conversion monétaire) de 8 192 668 dollars E.-U. (contre 13 181 464 dollars E.-U. en 2010) sont reportés de l'état de la performance financière et enregistrés sous « Actif net/capitaux propres » dans l'état de la situation financière. Ce montant représente la réévaluation cumulée non réalisée des actifs et des passifs monétaires en devises étrangères convertis en dollars E.-U., ainsi que les éventuels profits et pertes de change réalisés lors du règlement des montants à verser et à recevoir et de l'achèvement des projets enregistrés dans une devise autre que le dollar E.-U..

NOTE 18 : PASSIFS EVENTUELS

- Imposition sur le revenu par les autorités françaises

116. Le 15 octobre 2010, l'Ambassadeur de France et le Directeur général ont signé un échange de lettres concernant l'exemption fiscale des membres du personnel résidant en France voisine et travaillant au Siège. L'exemption d'impôt sur les salaires et émoluments versés par l'OIM sera accordée à cette catégorie du personnel et mettra un terme au risque, pour l'Organisation, de devoir rembourser les impôts prélevés. Cette exemption prendra effet dès que l'échange de lettres aura été approuvé par l'Assemblée nationale, ce qui pourrait prendre une année supplémentaire. Pendant ce temps, il n'est pas possible d'estimer le montant éventuel que l'OIM pourrait être tenue de verser.

- Cofinancement

117. Certains donateurs, et notamment la Commission européenne, s'engagent à financer uniquement un pourcentage fixe des dépenses totales de projet et exigent spécifiquement un cofinancement par d'autres sources pour couvrir le pourcentage restant de dépenses. L'OIM a signé des accords sans avoir eu d'emblée confirmation du cofinancement dans son intégralité, mais elle s'est engagée à assurer ce cofinancement pendant la durée du projet. A ce jour, elle a le plus souvent réussi à assurer ce cofinancement, principalement en recourant à un financement externe et en mettant certaines propositions relevant du Fonds de l'OIM pour le développement en accord avec ces besoins de cofinancement et, si nécessaire, en réduisant ou en mettant fin à certaines activités de projet. Cependant, ces engagements de cofinancement ont été dénoncés comme un risque pour l'OIM et ont été portés à l'attention des Etats Membres dans le document IC/2006/2 (Mécanisme de cofinancement) lors des consultations informelles sur les questions budgétaires et administratives, le 22 juin 2006. En outre, diverses mesures ont été mises en place au plan interne pour faire face à ce problème. Le groupe chargé de la question du cofinancement a été créé, constitué de membres du personnel du Siège et de Bruxelles, pour passer en revue la situation sur le plan des engagements pris, ainsi que les moyens permettant de financer ces engagements. Au 31 décembre 2011, l'OIM avait conclu 14 projets avec cette condition de cofinancement. Parmi ceux-ci, une confirmation de cofinancement intégral se faisait attendre pour 13 projets, ce qui représentait un engagement maximal potentiel de 2,9 millions de dollars E.-U.. Les chargés de projet compétents doivent activement rechercher des solutions pour satisfaire à l'exigence de cofinancement pendant la période de mise en œuvre du projet en question.

- Comptes gelés au Guatemala

118. Quatre comptes bancaires ouverts au nom de l'OIM ont été gelés par décision d'un tribunal guatémaltèque en 2008. Engagée à l'initiative de Tradeco, une société de construction mexicaine, cette mesure a été prise dans l'attente du règlement d'un litige impliquant Tradeco, FONAPAZ (le Fonds national pour la paix) et l'OIM. Ce litige concerne un projet de construction de route inachevé, administré par l'OIM avec des fonds du Gouvernement du Guatemala pour le compte de FONAPAZ (voir l'appendice 9). Des discussions sur les modalités d'un règlement de ce litige de longue date ont été engagées à un niveau politique élevé entre le Gouvernement du Guatemala, le Gouvernement du Mexique, Tradeco, ainsi que des fonctionnaires du Siège et des bureaux extérieurs. Aux taux de change en fin d'exercice, le montant des fonds de l'OIM actuellement gelés s'élève à 830 983 dollars E.-U.. Il convient de signaler que l'OIM a mis fin à toute coopération officielle avec FONAPAZ en 2010. Elle a clos 1 280 sous-projets financés par FONAPAZ. Trois sous-projets sont en instance de clôture, dont le plus important est celui dans lequel intervient Tradeco.

NOTE 18 : PASSIFS EVENTUELS (suite)

- Rejet de dépenses éventuel

119. A la suite d'une vérification comptable d'un projet financé par USAID et mis en œuvre par l'OIM en Afghanistan au titre de l'Accord de coopération concernant le Programme d'aide aux civils afghans, effectuée par le Bureau de l'Inspecteur général des Etats-Unis d'Amérique, USAID a rejeté certaines dépenses et a remis à l'OIM un effet à l'encaissement d'un montant de 3 437 000 dollars E.-U.. L'OIM conteste cette demande et a formé recours conformément aux procédures applicables. Bien que l'OIM considère fermement que les dépenses incriminées sont admissibles et qu'elle n'est pas tenue de rembourser cette somme, une décision finale devrait être rendue au printemps de 2012. Si elle est défavorable à l'OIM, l'Organisation devra également verser des intérêts au taux de 1 % par an pour la période allant d'octobre 2011 à la date de paiement.

NOTE 19 : PARTIES LIEES

120. L'Organisation est dirigée par un Conseil composé de représentants des 146 Etats Membres. Ils ne sont pas rémunérés par l'OIM. Les opérations entre l'OIM et ses Etats Membres revêtent la forme de contributions assignées, dont le montant est fixé conformément à un barème des quotes-parts approuvé chaque année par le Conseil. En outre, les Etats Membres versent des contributions volontaires destinées à différents programmes et projets exécutés dans le cadre normal des activités de l'OIM.

121. L'Organisation n'a aucune participation dans des associations ou des coentreprises.

122. Le Directeur général, le Directeur général adjoint, le Conseiller juridique, le Chef de Cabinet et les responsables des départements du Siège et du Centre administratif de Manille disposent de l'autorité et de la responsabilité en vue de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'OIM. Ces principaux dirigeants sont rémunérés par l'Organisation.

123. Les principaux dirigeants et leur enveloppe de rémunération (y compris les salaires, les indemnités, les cotisations à l'assurance maladie, les cotisations de retraite, etc.) sont indiqués dans le tableau suivant :

	2011		2010	
	Nombre de personnes	Rémunération globale (dollars E.-U.)	Nombre de personnes	Rémunération globale (dollars E.-U.)
Directeur général, Directeur général adjoint et autres fonctionnaires supérieurs du Bureau du Directeur général	4	1 460 840	4	1 286 114
Autres hauts responsables	5	1 560 147	5	1 520 211

124. Les principaux dirigeants et leurs proches parents n'ont pas bénéficié d'emprunts qui ne soient pas non plus mis à la disposition d'autres catégories de personnel. Ils jouissent des mêmes droits après la cessation de service (notamment en ce qui concerne les prestations de retraite et de santé) que les autres membres du personnel. Aucune autre rémunération ni indemnisation n'a été versée aux principaux dirigeants et à leurs proches parents.

NOTE 20 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS

125. Les documents budgétaires sont établis sur la base des financements confirmés connus et du niveau d'activités projeté jusqu'à la fin de l'exercice, comme suit :

- Programme et Budget – en août de l'année précédant l'exercice budgétaire ;
- Révision du Programme et Budget – en mars de l'exercice budgétaire ;
- Réactualisation succincte du Programme et Budget – en septembre de l'exercice budgétaire.

126. Le Conseil approuve les deux premiers documents budgétaires, et prend note de la réactualisation succincte.

NOTE 20 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS (suite)

127. L'OIM a reçu un financement additionnel confirmé pour des activités de près de 222 millions de dollars E.-U. lancées au cours des quatre derniers mois de l'exercice. En raison des réalités opérationnelles, la mise en œuvre effective des activités pendant le reste de l'année peut être tantôt plus rapide, tantôt plus lente qu'initialement prévu. Le Directeur général est autorisé, dans des circonstances exceptionnelles, à engager des dépenses et à effectuer des paiements pour des opérations non inscrites dans la partie opérationnelle du budget approuvé, sous réserve que certaines conditions soient remplies (article 4.7 du Règlement financier).

128. Les montants budgétés et les montants réels ont été établis selon la même méthode comptable (comptabilité d'exercice modifiée). Afin d'assurer une comparabilité parfaite, les montants réels correspondant à l'Appui aux programmes de caractère général ont été modifiés pour correspondre aux postes budgétaires du tableau VIII des Services/Appuis dans les documents MC/2297 et MC/EX/710 : Personnel détaché, Application relative aux services opérationnels et de gestion des migrants (MiMOSA), Personnel et services financés par les revenus divers, Fonds de dotation Sasakawa et Fonds de l'OIM pour le développement. Les montants indiqués dans l'état de la performance financière sont classés selon leur nature, alors que les montants budgétés sont présentés uniquement par secteur de services.

129. La comparaison des montants budgétés et des montants réels pour le programme administratif est présentée séparément en francs suisses, comme l'exige l'article 3.2 du Règlement financier – voir l'Etat de la performance financière (programme administratif). Les sources et l'application des revenus discrétionnaires, y compris les reports, sont présentés séparément, conformément à l'article 6.3 du Règlement financier – voir l'appendice 4.

CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011
(PROGRAMME ADMINISTRATIF)

	2011 francs suisses	2010 francs suisses
ETATS MEMBRES		
Afghanistan	1 694	433
Albanie	4 254	2 520
Algérie	54 671	35 712
Angola	4 254	1 260
Argentine	122 536	136 628
Arménie	2 127	827
Australie	825 336	751 140
Autriche	363 354	372 834
Azerbaïdjan	6 420	2 087
Bahamas	7 681	6 733
Bangladesh	4 254	4 213
Bélarus	17 922	8 426
Belgique	458 988	463 197
Belize	433	433
Bénin	1 300	433
Bolivie (Etat plurinational de)	2 993	2 520
Bosnie-Herzégovine	5 987	2 520
Brésil	687 833	368 227
Bulgarie	16 228	8 426
Burkina Faso	1 300	827
Burundi	433	433
Cambodge	1 300	433
Cameroun	4 687	3 780
Canada	1 369 284	1 251 350
Cap-Vert	433	433
Chili	100 755	67 684
Colombie	61 485	44 138
Congo	1 300	433
Costa Rica	14 534	13 466
Côte d'Ivoire	4 254	3 780
Croatie	41 397	21 026
Chypre	19 655	18 506
République tchèque	149 005	118 122
République démocratique du Congo	1 300	1 260
Danemark	314 237	310 623
République dominicaine	17 922	10 080
Equateur	17 094	8 820
Egypte	40 136	36 972
El Salvador	8 114	8 426
Estonie	17 094	6 733
Finlande	241 645	237 072
France	2 614 300	2 648 541
Gabon	5 987	3 347
Gambie	433	433
Géorgie	2 560	1 260
Allemagne	3 423 369	3 605 213
Ghana	2 560	1 693
Grèce	295 016	250 538
Guatemala	11 974	13 466
Guinée	867	433
Guinée-Bissau	433	433
Haïti	1 300	827
Honduras	3 427	2 087
Hongrie	124 230	102 570
Inde	228 017	189 153

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

	2011 francs suisses	2010 francs suisses
ETATS MEMBRES (suite)		
Iran (République islamique d')	99 494	75 677
Irlande	212 616	187 067
Israël	163 972	176 121
Italie	2 134 396	2 134 866
Jamaïque	5 987	4 213
Japon	5 349 639	6 987 531
Jordanie	5 987	5 040
Kazakhstan	32 456	12 206
Kenya	5 120	4 213
Kirghizistan	433	433
Lettonie	16 228	7 560
Libéria	433	433
Libye	55 064	26 066
Lituanie	27 769	13 033
Luxembourg	38 443	35 712
Madagascar	1 300	827
Mali	1 300	433
Malte	7 247	7 127
Mauritanie	433	433
Maurice	4 687	4 607
Mexique	1 005 930	948 681
Mongolie	867	433
Monténégro	1 694	433
Maroc	24 775	17 640
Namibie	3 427	2 520
Népal	2 560	1 260
Pays-Bas	792 014	787 286
Nouvelle-Zélande	116 549	107 610
Nicaragua	1 300	827
Niger	867	433
Nigéria	33 322	20 160
Norvège	371 901	328 695
Pakistan	35 016	24 806
Panama	9 374	9 686
Paraguay	2 993	2 087
Pérou	38 443	32 799
Philippines	38 443	32 799
Pologne	353 507	210 573
Portugal	218 170	221 519
République de Corée	964 927	913 401
République de Moldova	867	433
Roumanie	75 586	29 412
Rwanda	433	433
Sénégal	2 560	1 693
Serbie	15 795	8 820
Sierra Leone	433	433
Slovaquie	60 618	26 499
Slovénie	43 996	40 358
Somalie	433	433
Afrique du Sud	164 366	121 902
Espagne	1 356 444	1 247 570
Sri Lanka	8 114	6 733
Soudan	4 254	4 213

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

	2011 francs suisses	2010 francs suisses
ETATS MEMBRES (suite)		
Suède	454 301	450 165
Suisse	482 464	511 116
Tadjikistan	867	433
Thaïlande	89 253	78 197
Togo	433	433
Trinité-et-Tobago	18 788	11 340
Tunisie	12 801	13 033
Turquie	263 427	160 135
Ouganda	2 560	1 260
Ukraine	37 143	18 900
Royaume-Uni	2 819 669	2 791 862
République-Unie de Tanzanie	3 427	2 520
Etats-Unis d'Amérique	9 392 816	9 247 251
Uruguay	11 541	11 340
Venezuela (République bolivarienne du)	134 077	84 064
Viet Nam	14 101	10 080
Yémen	4 254	2 953
Zambie	1 694	433
Zimbabwe	1 300	3 347
Total partiel : Etats Membres – francs suisses	39 388 000	39 388 000
Total partiel : Etats Membres – dollars E.-U.	41 417 455	38 240 777

	2011 francs suisses	2010 francs suisses
NOUVEAUX ETATS MEMBRES		
Botswana	7 681	
République centrafricaine	433	
Lesotho	433	
Swaziland	1 300	
Timor-Leste	433	
Total partiel : nouveaux Etats Membres – francs suisses	10 280	
Total partiel : nouveaux Etats Membres – dollars E.-U.	10 810	

TOTAL – francs suisses	39 398 280	39 388 000
TOTAL – dollars E.-U.	41 428 265	38 240 777

Notes : A la fin de 2011, l'OIM comptait 146 Etats Membres (contre 132 à la fin de 2010).

Le Lesotho, la République centrafricaine, le Timor-Leste, le Botswana et le Swaziland ont été admis en qualité de Membres, respectivement en vertu des résolutions n^{os} 1193, 1194, 1195, 1196 et 1197 adoptées par le Conseil le 29 novembre 2010.

Djibouti, le Tchad, l'Ethiopie, les Maldives, le Guyana, Nauru, les Comores, Antigua-et-Barbuda, le Saint-Siège, les Etats fédérés de Micronésie, le Soudan du Sud, le Mozambique, les Seychelles et Vanuatu ont été admis en qualité de Membres, respectivement en vertu des résolutions n^{os} 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219 et 1220 adoptées par le Conseil le 5 décembre 2011.

CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2011 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)

Etats Membres	2010	2009	Exercices précédents	Total	2011	Total général
	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses
Belize					433	433
Bolivie (Etat plurinational de) ¹			210 370	210 370		210 370
Brésil*	368 227	362 900	2 206 176	2 937 303	687 833	3 625 136
Burundi*	433	425	9 892	10 750	433	11 183
Cameroun					1 429	1 429
Cap-Vert*	433	425	7 179	8 037	433	8 470
République centrafricaine					433	433
Côte d'Ivoire*	3 780	3 746	63 118	70 644	4 254	74 898
République démocratique du Congo*	1 260	1 236	8 268	10 764	1 300	12 064
Danemark					314 237	314 237
République dominicaine ¹			477 654	477 654	17 922	495 576
Gabon*	3 347	3 321	32 815	39 483	5 987	45 470
Gambie*	433	425	100 667	101 525	433	101 958
Géorgie ¹			22 104	22 104		22 104
Grèce	250 538			250 538	295 016	545 554
Guatemala					36	36
Guinée*	433	425	119 300	120 158	867	121 025
Guinée-Bissau*	433	425	143 665	144 523	433	144 956
Honduras					220	220
Iran (République islamique d')	75 677	15 628		91 305	99 494	190 799
Jamaïque					4 179	4 179
Jordanie					5 987	5 987
Kazakhstan					20 066	20 066
Kenya					333	333
Kirghizistan ¹			21 423	21 423	433	21 856
Libéria* ²	433	425	218 916	219 774	433	220 207
Libye*	26 066	25 681	6 640	58 387	55 064	113 451
Madagascar	566			566	1 300	1 866
Mali					159	159
Malte					7 247	7 247
Mauritanie*	433	425	8 929	9 787	433	10 220
Mexique					12 814	12 814
Monténégro					1 694	1 694
Népal					2 560	2 560
Nicaragua ¹			2 058	2 058		2 058
Niger*	433	425	56 904	57 762	867	58 629
Nigéria					2 054	2 054
Pakistan					22 266	22 266
Paraguay					2 993	2 993
Pérou	25 285			25 285	38 443	63 728
Portugal					218 170	218 170
République de Corée					291 614	291 614
Rwanda					433	433
Sénégal*	1 693	1 661	19 998	23 352	2 560	25 912
Serbie					15 795	15 795
Sierra Leone*	433	425	101 963	102 821	433	103 254
Somalie*	433	425	5 324	6 182	433	6 615
Afrique du Sud					120 143	120 143
Soudan* ²	4 213	4 132	16 659	25 004	4 254	29 258

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2011 (PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

Etats Membres	2010	2009	Exercices précédents	Total	2011	Total général
	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses
Timor-Leste					433	433
Ouganda ¹			176 338	176 338	2 560	178 898
Ukraine	7 406			7 406	37 143	44 549
République-Unie de Tanzanie					3 363	3 363
Uruguay					8 833	8 833
Venezuela (République bolivarienne du)					125 471	125 471
Zambie ¹			120 218	120 218	1 694	121 912
Total en francs suisses	772 388	422 555	4 156 578	5 351 521	2 443 850	7 795 371
Total en dollars E.-U. (au taux de 0,945)	819 469	449 274	4 398 495	5 662 985	2 588 213	8 249 070

* Etats Membres tombant sous le coup de l'article 4 de la Constitution (nombre total : 17).

¹ Etats Membres ayant conclu un plan de remboursement et satisfaisant aux obligations convenues (nombre total : 7).

² Etats Membres ayant conclu un plan de remboursement mais ne satisfaisant pas aux obligations convenues (nombre total : 2).

Provision pour créances douteuses

Conformément à la politique comptable de l'OIM, une provision complète pour créances douteuses est constituée aux fins de couvrir les contributions assignées restant dues depuis deux ans ou plus. La somme de 5 351 521 francs suisses (5 662 985 dollars E.-U.) a donc été réservée pour servir de provision en considération des créances correspondant aux contributions assignées restant dues pour 2010 et les années précédentes.

	francs suisses	dollars E.-U.
Provision au 1^{er} janvier 2010 (A)	5 722 618	5 555 940
Contributions assignées restant dues de 2009 au 1 ^{er} janvier 2010 (B)	1 574 547	1 528 686
Paiements reçus en 2010 au titre des contributions assignées restant dues pour 2009 et les années précédentes (C)	(2 136 929)	(2 120 045)
Diminution de la provision par suite du paiement de certains Etats Membres (B – C)	(562 382)	(591 359)
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (D)		461 535
Provision au 31 décembre 2010 (A + B – C + D)	5 160 236	5 426 116

	francs suisses	dollars E.-U.
Provision au 1^{er} janvier 2011 (E)	5 160 236	5 426 116
Contributions assignées restant dues de 2010 au 1 ^{er} janvier 2011 (F)	1 119 747	1 177 442
Paiements reçus en 2011 au titre des contributions assignées restant dues pour 2010 et les années précédentes (G)	(928 462)	(975 024)
Augmentation de la provision en raison du défaut de paiement de certains Etats Membres (F – G)	191 285	202 418
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (H)		34 451
Provision au 31 décembre 2011 (E + F – G + H)	5 351 521	5 662 985

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR SERVICE
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011
(en dollars E.-U.)

Etat de la performance financière par service
pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011 (en dollars E.-U.)

	Migration et développement	Migration et santé	Politiques migratoires et recherche	Programmes de réparation	Migration assistée	Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	Migration régulée	Appui aux programmes de caractère général/ Services	Programme administratif	Total
PRODUITS										
Contributions à affectation spéciale										
Report de l'exercice précédent										6 009 146
Contributions assignées										41 428 265
Contributions volontaires à affectation spéciale	105 587 080	56 267 156	4 161 013	3 672 539	32 249 053	777 219 396	244 609 416	1 990 065		1225 755 718
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, etc.	2 234 408	17 129 794	1 090 912	39 840	20 183 524	(3 515 218)	1 414 767	(87 313)		38 490 714
Virements d'un projet à l'autre	(1 486 584)	(84 810)	(377 964)		(195 834)	445 528	16 317	1 683 347		
Total partiel - contributions à affectation spéciale	106 334 904	73 312 140	4 873 961	3 712 379	52 236 743	774 149 706	246 040 500	9 595 245	41 428 265	1 311 683 843
Contributions sans affectation spéciale										
Produits financiers et autres produits (nets) sans affectation spéciale										5 979 538
Contributions volontaires sans affectation spéciale										2 167 022
Total partiel - contributions sans affectation spéciale	106 334 904	73 312 140	4 873 961	3 712 379	52 236 743	774 149 706	246 040 500	17 741 805	41 428 265	8 146 560
TOTAL DES PRODUITS	106 334 904	73 312 140	4 873 961	3 712 379	52 236 743	774 149 706	246 040 500	17 741 805	41 428 265	1 319 830 403
CHARGES										
Aide au transport	1 807 020	3 426 226	536 597	26 348	17 331 734	190 224 272	31 638 995	1 028 209		246 019 401
Assistance médicale	75 274	9 263 652	1 959	15 203	275 566	6 713 707	1 112 937	141 537		17 599 835
Aide directe aux bénéficiaires	23 146 332	964 422	40 699	11 881	1 772 785	116 249 205	57 498 825	(256 020)		199 428 129
Transferts des partenaires d'exécution	13 576 704	1 652 869	69 437	610 786	1 052 261	61 886 619	5 838 496	26 065		84 713 237
Services contractuels	59 114 243	8 399 362	886 041	962 499	13 003 471	146 754 422	53 757 916	12 840 163	1 813 867	297 531 984
Traitements et prestations dues au personnel	4 762 863	31 501 209	2 488 633	936 396	11 066 888	124 394 433	56 121 183	33 332 600	35 918 720	300 522 925
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	505 875	2 617 157	350 249	60 130	1 472 903	13 549 244	7 202 764	2 092 318	1 555 732	29 406 372
Fournitures et produits de consommation	2 748 583	10 975 050	254 486	887 816	3 742 973	77 542 305	24 582 645	7 950 113	4 632 205	133 316 176
Augmentation/(diminution) de la provision pour créances douteuses								249 728	202 418	452 146
Autres charges	31 618	151 825	10 396	16 610	622 663	317 473	(813 618)	211 217	171 500	719 684
Virements d'un projet à l'autre	566 392	4 360 362	218 551	184 710	1 895 498	36 518 032	9 117 278	(52 860 823)		
TOTAL DES CHARGES	106 334 904	73 312 134	4 857 048	3 712 379	52 236 742	774 149 712	246 057 421	4 755 107	44 294 442	1 309 709 889

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR REGION
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011
(en dollars E.-U.)

Etat de la performance financière par région
pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011 (en dollars E.-U.)

	Asie et Océanie	Europe	Afrique	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient	Amérique du Nord	Activités d'envergure mondiale	Programme administratif	Total
PRODUITS									
Contributions à affectation spéciale									
Report de l'exercice précédent							6 009 146		6 009 146
Contributions assignées								41 428 265	41 428 265
Contributions volontaires à affectation spéciale	298 668 229	142 583 950	195 937 380	365 161 278	140 542 167	31 586 832	51 275 882		1 225 755 718
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, etc.	12 971 003	12 019 245	8 696 517	12 842 069	1 487 629	609 345	(10 135 094)		38 490 714
Virements d'un projet à l'autre	226	(309 330)	(141 402)	(1 911 065)	394 647	1 871 487	95 437		
Total partiel - contributions à affectation spéciale	311 639 458	154 293 865	204 492 495	376 092 282	142 424 443	34 067 664	47 245 371	41 428 265	1 311 683 843
Contributions sans affectation spéciale									
Produits financiers et autres produits (nets)							5 979 538		5 979 538
Contributions volontaires sans affectation spéciale							2 167 022		2 167 022
Total partiel - contributions sans affectation spéciale							8 146 560		8 146 560
TOTAL DES PRODUITS	311 639 458	154 293 865	204 492 495	376 092 282	142 424 443	34 067 664	55 391 931	41 428 265	1 319 830 403
CHARGES									
Aide au transport	64 695 300	29 996 225	37 611 997	16 814 975	65 000 983	24 428 250	7 471 671		246 019 401
Assistance médicale	3 808 305	691 633	1 793 871	5 223 942	972 281	76 832	5 032 971		17 599 835
Aide directe aux bénéficiaires	74 226 478	32 887 184	24 400 343	43 328 981	18 262 133	522 918	5 800 092		199 428 129
Transferts des partenaires d'exécution	26 399 194	4 048 568	6 340 697	45 336 996	2 140 089	179 311	268 382		84 713 237
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	38 811 704	14 171 435	36 067 715	178 425 677	14 603 816	914 803	12 722 967	1 813 867	297 631 984
Traitements et prestations dus au personnel	60 505 618	49 723 099	45 224 171	42 795 698	19 104 056	5 445 340	41 806 223	35 918 720	300 522 925
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	5 157 386	3 367 907	8 676 065	2 907 042	3 947 148	241 514	3 553 578	1 555 732	29 406 372
Fournitures et produits de consommation	24 658 495	13 892 531	34 935 947	30 211 839	12 725 310	1 406 780	10 853 068	4 632 206	133 316 176
Augmentation/(diminution) de la provision pour créances douteuses							249 729	202 417	452 146
Autres charges	331 619	(691 962)	759 434	(189 310)	93 374	33 249	211 781	171 499	719 684
Virements d'un projet à l'autre	11 946 803	6 138 253	9 632 018	11 236 445	5 600 464	818 667	(45 372 650)		
TOTAL DES CHARGES	310 540 902	154 224 873	205 442 258	376 092 285	142 449 654	34 067 664	42 597 812	44 294 441	1 309 709 889

Note : L'appendice 3 récapitule les dépenses par projet au sein de chaque région. L'appendice 5 récapitule les dépenses par pays/lieu. Etant donné que les projets peuvent s'étendre sur plusieurs pays/lieux, la ventilation des dépenses dans ces deux appendices n'est pas comparable.

**SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DISCRETIONNAIRES
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011**

I. GENERAL

		Budget révisé pour 2011 dollars E.-U.	Revenu réel dollars E.-U.	Ecart dollars E.-U.
Revenus discrétionnaires reportés de 2010 (général) (a)				
Revenus discrétionnaires reportés de 2010 (sécurité du personnel) (b)			6 009 146	
SOURCES EN 2011				
Commission pour frais d'administration liés aux projets				
Frais généraux (c)		28 600 000	39 893 952	(11 293 952)
Frais généraux destinés à assurer la sécurité du personnel (d)		6 800 000	9 816 621	(3 016 621)
Total de la commission pour frais d'administration liés aux projets		35 400 000	49 710 573	(14 310 573)
Revenus divers				
Contributions sans affectation spéciale		2 729 000	2 167 022	561 978
Intérêts créditeurs et autres		5 571 000	5 979 538	(408 538)
Total des revenus divers (e)		8 300 000	8 146 560	153 440
TOTAL		43 700 000	57 857 132	(14 157 132)
APPLICATION EN 2011				
Application de la commission pour frais d'administration liés aux projets				
Personnel et services au Siège		7 200 000	7 157 444	42 556
Personnel et services des bureaux régionaux		8 292 000	8 710 609	(418 609)
Personnel et services du Centre administratif de Manille		4 023 000	4 058 825	(35 825)
Personnel et services du Centre administratif de Panama		775 000	699 778	75 222
Personnel et services des bureaux spéciaux de liaison		2 366 000	2 599 731	(233 731)
Centre africain de renforcement des capacités		378 000	373 623	4 377
Activités et appuis à l'échelle mondiale		2 596 000	2 651 226	(55 226)
PRISM		2 400 000	2 471 887	(71 887)
Rotation		400 000	391 324	8 676
Activités et structures non inscrites au budget (voir para. 18)		170 000	781 600	(611 600)
Application de la commission pour frais d'administration liés aux projets, à l'exclusion de la sécurité du personnel (f)		28 600 000	29 896 044	(1 296 044)
Sécurité du personnel (g)		6 800 000	9 157 518	(2 357 518)
Application de la commission pour frais d'administration liés aux projets		35 400 000	39 053 562	(3 653 562)
Application des revenus divers				
Personnel et services des bureaux de pays		2 250 000	2 480 181	(230 181)
Fonds de l'OIM pour le développement – première ligne de crédit		1 400 000	1 400 000	
Fonds de l'OIM pour le développement – deuxième ligne de crédit		4 100 000	6 746 560	(2 646 560)
Activités et appuis à l'échelle mondiale		220 000	356 586	(136 586)
Activités et structures non inscrites au budget (voir para. 18)		330 000	842 698	(512 698)
Application des revenus divers (h)		8 300 000	11 826 025	(3 526 025)
TOTAL		43 700 000	50 879 588	(7 179 588)

REPORTS SUR 2012

Réserve de revenus discrétionnaires (a + c + e – f – h) ¹	6 318 442
Sécurité du personnel (b + d – g)	6 668 249
Total des reports	<u><u>12 986 691</u></u>

¹ La réserve de revenus discrétionnaires s'élève désormais à 10 603 410 dollars E.-U. (2010 : 4 284 999 dollars E.-U.).

II. MECANISME DE SECURITE DU PERSONNEL

La résolution du Conseil n° 1076 du 4 décembre 2002 a eu pour effet de modifier le taux de la commission pour frais d'administration liés à des projets qui, de 9,5 % est passée à 12 %, en commençant par tous les projets et programmes spéciaux entrepris après l'adoption de ladite résolution, avec une période de transition raisonnable pour l'application du nouveau taux aux projets en cours et aux programmes spéciaux ayant été soit élargis soit prorogés. Les recettes provenant de cette augmentation du taux de la commission pour frais généraux sont destinées à financer les obligations financières de l'Organisation au titre de sa participation au Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (DSS). La même résolution demandait en outre au Directeur général de mettre sur pied un mécanisme chargé de surveiller les recettes découlant de cette augmentation de 2,5 % de la commission pour frais généraux liés aux projets, ainsi que les paiements effectués, et d'en rendre compte au CPPF.

La résolution du Conseil n° 1111 du 3 décembre 2004 précise que cette augmentation de 2,5 % des recettes provenant de la commission pour frais d'administration liés à des projets doit être utilisée pour couvrir les frais de participation au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité ou à tout mécanisme des Nations Unies devant prendre le relais de ce dernier et, dans les limites des ressources disponibles, la mise en conformité avec les Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS), ainsi que les autres dépenses de sécurité du personnel.

La résolution du Conseil n° 1129 du 2 décembre 2005 a révisé le pourcentage des recettes provenant de la commission pour frais d'administration liés à des projets et qui devaient être utilisées pour financer les dépenses de sécurité du personnel, lequel pourcentage a été ramené à 1 % du nouveau taux de la commission, qui est à présent de 5 % sur l'ensemble des dépenses.

Etat financier du mécanisme de sécurité du personnel pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011

	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
Bilan initial reporté en début d'exercice	6 009 146	6 213 121
Produits		
Commission (2,5 et 1 %) pour frais d'administration liés aux projets	9 816 621	8 793 237
Total des contributions au Fonds	15 825 767	15 005 358
Charges		
Redevance du DSS		
Assurance contre les actes de malveillance	199 682	296 694
Dépenses sur le terrain	5 886 620	6 090 875
Redevance totale du DSS	6 086 302	6 387 569
Exigences MOSS et autres dépenses de sécurité du personnel	3 071 216	2 609 643
Total des charges	9 157 518	8 997 212
Bilan de clôture reporté en fin d'exercice	6 668 249	6 009 146

III. FONDS DE L'OIM POUR LE DEVELOPPEMENT (anciennement Fonds 1035)

Ce mécanisme de financement, précédemment dénommé Fonds 1035, a été mis en place par la résolution du Conseil n° 1035 du 29 novembre 2000 qui demande au Directeur général d'allouer des revenus discrétionnaires au titre de l'élaboration de projets de migration en faveur des Etats Membres en développement et de ceux dont l'économie est en transition. Depuis 2001, un montant de 1,4 million de dollars E.-U. prélevé sur les revenus discrétionnaires a été alloué chaque année à ce mécanisme (appelé désormais première ligne de crédit du Fonds de l'OIM pour le développement).

En réponse à la demande des Etats Membres concernant un financement plus important pour le Fonds, ce mécanisme de financement a été élargi par le Conseil à sa quatre-vingt-treizième session (extraordinaire) de juin 2007, avec l'adoption de la résolution n° 1150. Cette résolution approuve le document de stratégie de l'OIM proposant qu'« un apport supplémentaire de 25 % des revenus discrétionnaires (non compris l'allocation pour les dépenses de sécurité) au-delà de l'estimation de 20,5 millions de dollars E.-U. contenue dans le Programme et Budget pour 2007 sera réservé au Fonds 1035 élargi qui sera instauré à compter de 2008 » (appelé désormais deuxième ligne de crédit du Fonds de l'OIM pour le développement).

Sur la base des revenus discrétionnaires de 2011, qui s'élevaient à 48 millions de dollars E.-U. (contre 43,3 millions de dollars E.-U. en 2010), 6,8 millions de dollars E.-U. supplémentaires (contre 5,1 millions de dollars E.-U. en 2010) ont été alloués à la deuxième ligne de crédit du Fonds, pour être utilisés en 2012. Cette somme vient s'ajouter à celle de 1,4 million de dollars E.-U. allouée chaque année à la première ligne de crédit. Le montant total alloué a été plafonné à 8,1 millions de dollars E.-U., correspondant au montant total des revenus divers produits, comme le dispose la résolution du Conseil n° 1150.

		2011 dollars E.-U.
Première ligne de crédit		1 400 000
Deuxième ligne de crédit		
	Revenus discrétionnaires réels en 2011	48 040 511
	Base des revenus discrétionnaires	20 500 000
	Différence	<u>27 540 511</u>
	Allocation à la deuxième ligne de crédit (25 % de 27 540 511 dollars E.-U.) pour utilisation en 2012	6 885 128
	A déduire : le montant supérieur aux revenus divers	<u>(138 568)</u>
	Allocation totale des revenus discrétionnaires de 2011 (équivalents au montant total des revenus divers)	6 746 560
		8 146 560

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011
(en dollars E.-U.)

	Programmes d'opérations dollars E.-U.	Programme administratif dollars E.-U.	Total dollars E.-U.
ASIE ET PACIFIQUE			
Afghanistan	58 914 474		58 914 474
Australie - COCF	5 507 949		5 507 949
Bangladesh	16 568 761		16 568 761
Cambodge	1 949 558		1 949 558
Chine	903 536		903 536
Chine, région administrative spéciale de Hong Kong	368 373		368 373
Inde	935 953		935 953
Indonésie	28 061 290		28 061 290
Iran (République islamique d')	3 644 855		3 644 855
Japon - CORMF	8 994 850		8 994 850
République démocratique populaire lao	732 314		732 314
Malaisie	10 161 308		10 161 308
Micronésie (Etats fédérés de)	24 959		24 959
Mongolie	19 724		19 724
Myanmar	5 687 350		5 687 350
Népal	33 784 711		33 784 711
Pakistan	63 136 551		63 136 551
Papouasie-Nouvelle-Guinée	926 314		926 314
Philippines - Centre administratif	14 376 593	1 991 276	16 367 870
République de Corée	686 260		686 260
Iles Salomon	218 216		218 216
Sri Lanka	9 091 424		9 091 424
Thaïlande - BR	28 707 456	1 067 590	29 775 046
Timor-Leste	3 101 686		3 101 686
Vanuatu	155 683		155 683
Viet Nam	4 702 494		4 702 494
TOTAL ASIE ET PACIFIQUE	301 362 641	3 058 866	304 421 508
AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE			
Burkina Faso	173 193		173 193
Cameroun	139 351		139 351
Cap-Vert	13 777		13 777
Tchad	6 734 091		6 734 091
Congo	298 644		298 644
Côte d'Ivoire	2 276 734		2 276 734
Gambie	39 098		39 098
Ghana	4 986 516		4 986 516
Guinée	1 958 584		1 958 584
Libéria	730 388		730 388
Mali	596 836		596 836
Mauritanie	1 002 211		1 002 211
Niger	2 375 748		2 375 748
Nigéria	3 964 519		3 964 519
Sénégal - BR	1 878 544	821 251	2 699 796
Sierra Leone	758 598		758 598
TOTAL AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE	27 926 834	821 251	28 748 086

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011
(en dollars E.-U.) (suite)

	Programmes d'opérations dollars E.-U.	Programme administratif dollars E.-U.	Total dollars E.-U.
AFRIQUE AUSTRALE ET AFRIQUE DE L'EST			
Angola	3 033 049		3 033 049
République démocratique du Congo	26 842 575		26 842 575
Djibouti	2 733		2 733
Ethiopie - SLO	12 180 532		12 180 532
Kenya - COCF	42 680 032		42 680 032
Maurice	30 105		30 105
Mozambique	701 152		701 152
Rwanda	30 557		30 557
Somalie	5 692 997		5 692 997
Afrique du Sud (BR)	7 847 662	861 295	8 708 957
Soudan du Sud	1 214 781		1 214 781
Ouganda	5 404 112		5 404 112
République-Unie de Tanzanie	4 577 393		4 577 393
Zambie	2 644 568		2 644 568
Zimbabwe	11 866 329		11 866 329
TOTAL AFRIQUE AUSTRALE ET AFRIQUE DE L'EST	124 748 576	861 295	125 609 871
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD			
Algérie	534 140		534 140
Egypte - BR	44 465 035	655 482	45 120 517
Iraq	38 838 359		38 838 359
Jordanie	14 691 503		14 691 503
Koweït	390 922		390 922
Liban	1 260 518		1 260 518
Libye	5 858 550		5 858 550
Maroc	2 293 150		2 293 150
Arabie saoudite	218 596		218 596
Soudan	42 192 884		42 192 884
République arabe syrienne	13 395 557		13 395 557
Tunisie	22 567 636		22 567 636
Yémen	17 184 200		17 184 200
TOTAL MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	203 891 048	655 482	204 546 530
AMERIQUE CENTRALE, AMERIQUE DU NORD ET CARAIBES			
Canada	543 759		543 759
Costa Rica - BR	4 071 930	863 439	4 935 368
République dominicaine	1 822 028		1 822 028
El Salvador	735 771		735 771
Guatemala	2 431 586		2 431 586
Guyana - COCF	369 153		369 153
Haïti	85 336 720		85 336 720
Honduras	2 570 099		2 570 099
Jamaïque	201 249		201 249
Mexique	3 281 500		3 281 500
Nicaragua	522 443		522 443
Panama - Centre administratif	3 408 581	237 391	3 645 972
Trinité-et-Tobago	55 396		55 396
Etats-Unis - Comté d'Orange	577 583		577 583
Etats-Unis - Chicago	2 003 636		2 003 636
Etats-Unis - Aéroport JFK	6 771 891		6 771 891
Etats-Unis - Los Angeles	4 025 611		4 025 611
Etats-Unis - Miami	2 062 119		2 062 119
Etats-Unis - New York - SLO	3 523 721	207 135	3 730 856
Etats-Unis - Newark	3 091 710		3 091 710
Etats-Unis - Washington D.C. - CORMF	5 771 636	92 094	5 863 730
TOTAL AMERIQUE CENTRALE, AMERIQUE DU NORD ET CARAIBES	133 178 119	1 400 059	134 578 178

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011
(en dollars E.-U.) (suite)

	Programmes d'opérations dollars E.-U.	Programme administratif dollars E.-U.	Total dollars E.-U.
AMERIQUE DU SUD			
Argentine - BR	47 615 449	547 941	48 163 390
Bolivie (Etat plurinational de)	2 922 356		2 922 356
Chili	3 348 307		3 348 307
Colombie	120 598 337		120 598 337
Equateur	9 111 605		9 111 605
Paraguay	49 004		49 004
Pérou	77 923 331		77 923 331
Uruguay	695 762		695 762
Venezuela (République bolivarienne du)	905 084		905 084
TOTAL AMERIQUE DU SUD	263 169 237	547 941	263 717 178
ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN			
Belgique - BR	25 061 579	1 129 570	26 191 149
Bulgarie	631 479		631 479
République tchèque	479 817		479 817
Danemark	123 318		123 318
Estonie	468 303		468 303
Finlande - CORMF	3 856 019		3 856 019
France	1 085 958		1 085 958
Allemagne - CORMF	7 832 653		7 832 653
Grèce	1 746 142		1 746 142
Hongrie	1 503 239		1 503 239
Irlande	1 779 816		1 779 816
Italie - COCF	7 125 761		7 125 761
Lettonie	338 901		338 901
Lituanie	631 176		631 176
Malte	857 676		857 676
Pays-Bas	16 612 883		16 612 883
Norvège	10 823 309		10 823 309
Pologne	1 930 828		1 930 828
Portugal	1 298 754		1 298 754
Roumanie	1 586 775		1 586 775
Slovaquie	1 479 190		1 479 190
Slovénie	88 451		88 451
Espagne	1 773 322		1 773 322
Suisse	5 528 513		5 528 513
Royaume-Uni	13 531 771		13 531 771
TOTAL ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN	108 175 634	1 129 570	109 305 204
EUROPE DE L'EST ET DU SUD-EST ET ASIE CENTRALE			
Albanie	1 040 354		1 040 354
Arménie	621 565		621 565
Autriche - BR	5 253 629	821 515	6 075 145
Azerbaïdjan	1 258 614		1 258 614
Bélarus	1 697 806		1 697 806
Bosnie-Herzégovine	3 385 710		3 385 710
Croatie	107 171		107 171
Géorgie	3 609 803		3 609 803
Kazakhstan - COCF	3 275 598		3 275 598
Kirghizistan	2 009 695		2 009 695
Monténégro	1 415 411		1 415 411
République de Moldova	3 564 901		3 564 901
Fédération de Russie	8 877 576		8 877 576
Serbie	4 393 591		4 393 591
Kosovo sous administration des Nations Unies (Résolution 1244 du Conseil de sécurité)	5 200 853		5 200 853
Tadjikistan	2 859 941		2 859 941
Ex-République yougoslave de Macédoine	434 087		434 087

DÉPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2011
(en dollars E.-U.) (suite)

	Programmes d'opérations dollars E.-U.	Programme administratif dollars E.-U.	Total dollars E.-U.
EUROPE DE L'EST ET DU SUD-EST ET ASIE CENTRALE (suite)			
Turquie	6 574 493		6 574 493
Turkménistan	399 872		399 872
Ukraine	9 037 014		9 037 014
Ouzbékistan	562 531		562 531
TOTAL EUROPE DE L'EST ET DU SUD-EST ET ASIE CENTRALE	65 580 214	821 515	66 401 730
TOTAL BUREAUX EXTERIEURS	1 228 032 304	9 295 981	1 237 328 285
TOTAL SIEGE DE GENEVE	37 383 143	34 998 461	72 381 604
TOTAL GENERAL	1 265 415 447	44 294 442	1 309 709 889

Le découpage régional ci-dessus est conforme au Programme et Budget pour 2011.

COCF : Bureau de pays à fonctions de coordination ; CORMF : Bureau de pays à fonctions de mobilisation des ressources ;
BR : bureau régional ; SLO : Bureau spécial de liaison.

FONDS DE PRET AUX REFUGIES

Le Fonds de prêt aux réfugiés, créé en application de la résolution n° 210 du 12 mai 1960, sert à financer, en tout ou partie, les coûts de transport des réfugiés et des services connexes, sous la forme de prêts sans intérêt accordés à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leurs répondants.

Autrefois, il existait deux fonds. A sa 61^e session, le 28 novembre 1990, le Conseil a approuvé la fusion, à compter du 1^{er} janvier 1991, du Fonds de prêt aux réfugiés et du Fonds de prêt aux réfugiés hors d'Europe.

En 2011, 52 087 mouvements (contre 72 978 en 2010) ont eu lieu grâce au Fonds de prêt aux réfugiés.

Etat du Fonds pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011

	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
Solde d'ouverture en début d'exercice		
Solde des fonds du Gouvernement des Etats-Unis	17 872 471	4 422 457
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
Solde d'ouverture en début d'exercice	18 184 024	4 734 010
Contributions au Fonds		
Contributions du Gouvernement des Etats-Unis	104 688 043	145 647 246
Contributions de migrants russes et ukrainiens	26 727	39 309
Remboursements des billets à ordre	42 808 223	35 668 160
Intérêts créditeurs	14 630	20 402
Revenus divers	53 845	22 457
Total des contributions au Fonds	147 591 468	181 397 574
Transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations		
Afrique	(44 808 459)	(49 320 013)
Moyen-Orient	(15 875 677)	(29 978 521)
Amérique latine	(2 211 213)	(3 529 241)
Amérique du Nord	(845 093)	(948 213)
Asie et Océanie	(75 012 873)	(66 393 727)
Europe	(15 287 734)	(17 757 443)
Total des transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations	(154 041 049)	(167 927 158)
Intérêts versés au Gouvernement des Etats-Unis	(14 630)	(20 402)
Solde de clôture en fin d'exercice	11 719 813	18 184 024
Solde de clôture en fin d'exercice		
Solde des fonds versés par le Gouvernement des Etats-Unis	11 408 260	17 872 471
Solde des fonds en provenance du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
TOTAL	11 719 813	18 184 024

FONDS DE PRET AUX REFUGIES (suite)

Comptabilité et évaluation des billets à ordre

On attend des réfugiés bénéficiant du Fonds de prêt qu'ils contribuent ultérieurement aux frais de leur transport. Le coût total de transport est dans un premier temps entièrement pris en charge par l'Organisation, qui prélève le montant nécessaire sur le Fonds, mais chaque réfugié (ou unité familiale) doit signer une promesse de remboursement correspondant à ce coût. Lorsque les réfugiés sont réinstallés, on attend d'eux qu'ils honorent leur promesse de remboursement.

Le recouvrement, par l'OIM agissant sur mandat du Gouvernement des Etats-Unis, des sommes dues indiquées sur les billets à ordre est effectué par diverses agences bénévoles, qui sont autorisées à prélever 25 % de ces sommes pour couvrir leurs propres dépenses. Le solde de 75 % est transféré à l'OIM et crédité au compte du Fonds de prêt.

La valeur totale des futurs recouvrements de billets à ordre représente un montant important pour le Fonds de prêt et sa valeur doit donc être évaluée pour pouvoir être prise en compte dans le rapport financier. Une évaluation exacte n'est pas possible, car les recouvrements futurs dépendent des efforts soutenus de collecte, lesquels peuvent aussi subir les influences des événements politiques ou économiques.

La méthode pratique et prudente d'évaluer la valeur future des recouvrements de billets à ordre consiste à faire une estimation sur la base des recouvrements antérieurs. Un calcul du taux moyen de recouvrement réalisé au 31 décembre 2011 pour les prêts émis en 2001 et les années précédentes a donné un taux de 70 %. Ce taux a servi à prévoir la valeur des recouvrements des nouveaux billets à ordre émis en 2011 dans le relevé ci-après. La valeur des recouvrements des billets à ordre émis auparavant n'a pas été révisée de manière significative.

	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
Valeur estimative des recouvrements au début de l'exercice	82 400 000	77 300 000
Valeur estimative des nouveaux billets à ordre émis durant l'exercice	33 190 099	40 507 275
Révision de la valeur estimative des recouvrements	318 124	260 885
Recouvrements perçus durant l'exercice	(42 808 223)	(35 688 160)
Valeur estimative des recouvrements à la fin de l'exercice *	73 100 000	82 400 000

* Valeur estimative des recouvrements pour le Gouvernement des Etats-Unis.

A titre de rappel, il convient de noter que le taux moyen de recouvrement des prêts remboursables depuis cinq ans ou plus a constamment augmenté ces dernières années, passant d'une moyenne de 44 % en 1996 à 78 % en 2011. L'amélioration du taux de recouvrement reflète les activités de collecte du Comté d'Orange aux Etats-Unis et les meilleures techniques de recouvrement de dettes appliquées par les agences spécialisées.

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR (PROGRAMMES D'OPERATIONS)

	Contributions sans affectation spéciale (dollars E.-U.)	Contributions à affectation spéciale (dollars E.-U.)	Total (dollars E.-U.)
ETATS MEMBRES			
Argentine		58 781 269	58 781 269
Australie		56 340 824	56 340 824
Autriche	139 973	2 906 165	3 046 165
Bangladesh		36 914 472	36 914 472
Bélarus		72 622	72 622
Belgique	844 000	14 057 043	14 901 043
Bulgarie		140 952	140 952
Canada		35 074 782	35 074 782
Cap-Vert		(6 696)	(6 696)
Tchad		32 668	32 668
Chili		373 000	373 000
Colombie		94 644 338	94 644 338
République tchèque		1 843 654	1 843 654
Danemark		1 889 926	1 889 926
République dominicaine		11 372	11 372
Equateur		(91 000)	(91 000)
El Salvador		171 312	171 312
Estonie		844 558	844 558
Finlande		5 630 265	5 630 265
France		4 368 118	4 368 118
Allemagne		10 965 851	10 965 851
Grèce		1 917 746	1 917 746
Guatemala		45 413	45 413
Honduras		3 374 379	3 374 379
Hongrie		552 950	552 950
Irlande		3 302 642	3 302 642
Israël		702 500	702 500
Italie		10 452 720	10 452 720
Jamaïque		4 809	4 809
Japon		6 242 281	6 242 281
Kenya		2 951 890	2 951 890
Lettonie		307 075	307 075
Lituanie		285 836	285 836
Luxembourg		419 805	419 805
Malte		564 329	564 329
Mexique		2 233 960	2 233 960
Pays-Bas		20 482 549	20 482 549
Nouvelle-Zélande		769 885	769 885
Nicaragua		11 100	11 100
Norvège		25 689 487	25 689 487
Panama		14 248	14 248
Pérou		59 730 223	59 730 223
Philippines		71 610	71 610
Pologne		2 328 241	2 328 241
Portugal		1 369 010	1 369 010
République de Corée		1 239 815	1 239 815
Roumanie		632 779	632 779
Slovaquie		1 115 172	1 115 172
Slovénie		66 011	66 011
Afrique du Sud		166 980	166 980
Espagne		3 218 828	3 218 828
Suède		17 933 475	17 933 475
Suisse		13 026 534	13 026 534
Trinité-et-Tobago		34 140	34 140
Turquie		556 044	556 044
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		34 598 810	34 598 810
Etats-Unis d'Amérique	1 183 049	376 367 517	377 550 566
Uruguay		30 000	30 000
Total des Etats Membres	2 167 022	917 776 315	919 943 337
ETATS NON MEMBRES, AGENCES ET AUTRES			
Etats non membres		1 573 205	1 573 205
Commission européenne		106 740 553	106 740 553
Organismes des Nations Unies		147 667 177	147 667 177
Secteur privé		5 156 192	5 156 192
Autres organisations		21 245 529	21 245 529
Total des Etats non membres, agences et autres		282 382 657	282 382 657
Remboursements de billets à ordre		42 808 223	42 808 223
Intérêts nets et autres produits	5 979 538	-	5 979 538
Refugiés, migrants, répondants et autres		44 499 860	44 499 860
Réajustements comptables nets en fin d'exercice		(17 211 476)	(17 211 476)
TOTAL GENERAL DES CONTRIBUTIONS	8 146 560	1 270 255 579	1 278 402 138

Note : Les contributions des Etats membres de l'Union européenne et de la Commission européenne se sont élevées à 249 919 062 dollars E.-U..

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
MEMBER STATES		
ARGENTINA		
Administrative and technical assistance to government programmes – Argentina		38 370 957
Assistance for Río Negro to develop and execute programmes for native and migrant labour – Argentina		5 003 942
Assistance to small producers in the province of Río Negro – Argentina		4 616 409
Technical assistance to the ministry of science, technology and productive innovation		2 676 337
Technical cooperation to the ministry of science, technology and productive innovation, linking entrepreneurs worldwide and promoting return of experts		1 891 081
Administrative and technical assistance to the interior ministry – Argentina		1 678 000
Identification and formulation of international policies to reverse rural to urban migration – Argentina		1 594 518
Technical cooperation among developing countries		1 379 386
Administrative and technical assistance to the national directorate of migration (DNM) programme		837 321
Administrative assistance to Río Negro: Development and implementation of initiatives to support productive modernization		397 046
Assistance to support the programme of transport infrastructure and sustainable development – Argentina		200 000
Economic assistance to Río Negro by slowing down population movements		101 761
Technical cooperation among developing countries (TCADC)		34 512
Total: Argentina – Earmarked		58 781 269
AUSTRALIA		
Care and voluntary return of irregular migrants – Indonesia		13 996 738
Libya evacuation stabilization project		6 766 178
Technical assistance in travel document issuance for Afghanistan – phase III		4 285 162
Assisted passage, medical and related services for movements to Australia		4 189 893
Socio-economic transitions and rehabilitation programme for Sri Lanka (ACRP 3)		2 582 665
Reinforcing management of irregular migration in Indonesia		2 476 947
Health assessment for Australia-bound migrants (visa class 200 to 204)		2 430 949
Australian cultural orientation (AUSCO global 2)		2 309 338
Management and care of intercepted irregular immigrants project for Indonesia – phase II		2 070 393
Immigration information and counselling services in Australia		1 870 527
Pre-departure medical screening for Australian government-funded cases		1 550 404
Imigrasi quarantine support project (IQS) for Indonesia		1 063 983
Disaster risk reduction in Timor-Leste – phase II (DRMP 2)		1 031 992
Disaster management, community stabilization and development initiative in Sri Lanka		1 021 450
Enhanced counselling and care for irregular migrants in Indonesia		973 464
Partnership in migration management and border control in Papua New Guinea (PMMBC)		641 110
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking in persons and related transnational crime		630 811
Imigrasi information technology training support project (IITSP) for Indonesia		620 338
Humanitarian assistance to internally displaced persons and returnees in Afghanistan		547 889
Emergency humanitarian action plan for Côte d'Ivoire and neighbouring countries		524 109
Reducing vulnerability of displaced persons and access to social health services – Thailand – phase II		458 911
Irregular migration: Threat assessment and risk analysis capacity-building workshop in Africa		419 359
Reintegration assistance for irregular migrant (asylum-seeker) returnees from Australia		372 855
Case management, counselling and reintegration planning for Christmas Island in Australia		360 531
Solomon Islands border strengthening programme		357 508
Community liaison to promote Australian government messaging to potential irregular immigrants – Indonesia		354 210
Assistance for Iraqi migrant women in Jordan: Empowerment and awareness-raising on migrants' rights and vulnerabilities		353 714
Imigrasi information technology in-house consultancy project (IITICP) for Indonesia		349 780
Vanuatu border capability improvement programme (BCIP) – Australia		326 505
Providing livelihood assistance and improving living conditions for vulnerable Iraqis displaced in Lebanon		318 807
System design, requirement specifications and preparation of tender document for biometrics in Sri Lanka – net of subsequent refund		173 053
Enhancement of response capacity to reduce vulnerability and displacement of population – Indonesia		162 024
Public information campaign to curb irregular migration and people smuggling from Indonesia to Australia		161 034
Post-arrival assistance for Afghan nationals returned from Australia		138 195
Technical cooperation for migration management and capacity-building – Afghanistan		137 767
Papua New Guinea border management system project and related initiatives		86 279
The world migration report 2011 – Australian-funded		75 000
Capacity-building workshop – Pakistan		73 499
Sri Lankan integrated inquiry management system		65 300

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
AUSTRALIA (continued)		
Roof and floor construction project at Suan Plu immigration processing facility – Thailand		62 710
Timor-Leste project development and support activities		58 580
2011 global consultation of chairs and secretariats of regional consultative processes on migration		50 000
International workshop: Economic cycles, demographic change and migration		50 000
Capacity-building workshop – Afghanistan		15 358
Funds received in 2011 – to be allocated		12 299
Technical support to the migration assistance process of the Australian government – Iraq		7 870
Reintegration assistance to Vietnamese nationals returned to Viet Nam		7 783
Return assistance to third-country nationals in the Pacific Islands		5 318
Document verification services for the Department of Immigration and Citizenship in West Africa		3 186
Support for the provision of document examination training for Afghan officials – refund		(5 304)
Information campaign against irregular migration from Sri Lanka to Australia (ICLA) – refund		(7 414)
IOM regional support for assisted voluntary return to Iraq – refund		(34 791)
Psychosocial needs of Iraqi children and youth displaced in Jordan and their host communities – refund		(213 443)
Total: Australia – Earmarked		56 340 824
AUSTRIA		
Unearmarked income	139 973	
Voluntary repatriation from Austria – net of subsequent refund		1 178 381
Austrian voluntary contribution		385 000
Libya evacuation stabilization project		357 654
Return and reintegration assistance for voluntary returnees to UNSC resolution 1244-administered Kosovo – phase II (RRAV II)		302 827
Voluntary return and reintegration assistance for Nigerian nationals		212 150
Assisted voluntary return and reintegration of returnees to the Russian Federation (Chechen Republic)		165 451
Support for a reintegration mechanism in the Republic of Moldova for readmitted and returned Moldovan nationals – phase III		141 443
Assistance for the voluntary return and reintegration of returnees to Georgia		121 649
Assisted voluntary return and reintegration for Nigerian nationals in Austria (AVRR)		65 310
Associate expert – Geneva		19 339
Models for integration and prevention of exclusion: Empowering migrant youth – IYouth, Finland		13 680
Enhancement of effective implementation of counter-trafficking policies and cooperation in Austria		12 857
Return and reintegration assistance for voluntary returnees to UNSC resolution 1244-administered Kosovo		7 064
Processing of requests for country-specific information on health care for the Austrian ministry of interior – net of subsequent refund		1 934
Development of guidelines for the collection of data on trafficking – Austria – refund		(78 548)
Total: Austria – Unearmarked and earmarked	139 973	2 906 192
BANGLADESH		
The repatriation and reintegration of Bangladeshi returnees from Libya		36 914 472
Total: Bangladesh – Earmarked		36 914 472
BELARUS		
Assisted voluntary return programme in Belarus		72 622
Total: Belarus – Earmarked		72 622
BELGIUM		
Unearmarked Income	844 000	
Return assistance from Belgium (REAB 2011)		5 664 351
Return assistance from Belgium (REAB 2010) – net of subsequent refund		3 102 932
Migration for development in Africa (MIDA) – Great Lakes IV		1 371 742
Assisted voluntary return and reintegration in Morocco and reintegration into countries of origin		1 098 901
Reintegration assistance from Belgium (REAB 2011)		609 090
Enhanced assisted voluntary return and reintegration support from Belgium		553 348
Reintegration assistance (REAB 2010)		478 041
A comprehensive assisted voluntary return and reintegration approach to targeted countries – Belgium		284 520
Staff and office expenses – Brussels		259 144
Capacity-building for stakeholders in assisted voluntary return and reintegration – Belgium		215 937
Exchange of information and practices in six EU member states on assisted voluntary return and reintegration of persons with mental and physical disabilities		136 248
Assistance to internally displaced population: Preventing trafficking in persons in Colombia – phase II		127 820

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
BELGIUM (continued)		
Awareness campaign to mitigate irregular migration from the Chechen Republic (Russian Federation) to Belgium		66 619
Travel and visa services for the global forum on migration and development – Mexico		40 620
Support for Georgian authorities to implement the EU readmission agreement		32 294
Cooperation on services for refugee resettlement – Brussels		23 764
Information campaign on the risks of irregular migration, Jalandhar district of Punjab – India – refund		(8 328)
Total: Belgium – Unearmarked and earmarked	844 000	14 057 043
BULGARIA		
Network of information centres for immigrants in Bulgaria		85 032
Assisted voluntary return and reintegration of persons in their countries of origin – Bulgaria		34 043
Assisted voluntary return of third-country nationals – Bulgaria		33 333
Assisted voluntary return of third-country nationals – Bulgaria		28 239
Creation of a network of information centres for immigrants in Bulgaria – refund		(39 695)
Total: Bulgaria – Earmarked		140 952
CANADA		
Canadian resettlement programme		14 002 119
Libya evacuation stabilization project		3 730 565
Shelters and land tenure to facilitate safe return for internally displaced persons and earthquake-affected population – Haiti		2 114 136
Mass communications, health and coordination support for flood-affected population – Pakistan		1 838 987
Canadian orientation abroad		1 799 555
Reconstruction of police commissariats for the endangered population of earthquake-affected areas – Haiti		1 529 052
Reinforcing the capacity of military and justice systems and protecting the population from violence – Democratic Republic of the Congo		1 287 055
Assistance for Afghans immigration processing and settlement in Canada		1 004 834
Capacity-building to address security threats at Juba International Airport, South Sudan		833 434
Construction of a slipway and workshop at the Killick coast guard facility in Haiti		826 989
Preventive public health information and education for internally displaced person communities – Haiti		813 018
2011 Pakistan monsoon rains and flood appeal – Emergency shelter and non-food items in Sindh, Pakistan		743 310
Capacity-building in migration management (CBMM) – phase II		714 092
Improving labour migration administration in Central America and the Dominican Republic (ILMA-CA-DR)		623 412
Canadian immigration medical examination and pre-departure screening of Bhutanese in Nepal (CIMEP)		426 767
Rehabilitation of border facilities in Haiti		426 669
Enhancement of anti-terrorism procedures and prevention of irregular migration in Sri Lanka		364 401
Haitian national police perimeter wall construction to reduce risk of displacement due to earthquake damage – Haiti		321 156
Dialogue on solutions to the Palestinian refugee problem (DSPR)		273 944
Support to the land restitution policy to internally displaced persons in Colombia		250 018
Emergency psychosocial assistance – return and reintegration – Haiti		214 207
Capacity-building for migration and law enforcement officers in the Plurinational State of Bolivia, Colombia, Ecuador and Peru		132 850
Socio-judicial analysis of personal files of demobilized persons within justice and peace process		103 144
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		93 000
Pre-consular support services for Alberta province – Canada (CSSA)		90 694
Preventing corruption by building capacities of prosecutors to tackle trafficking and migrant smuggling – Peru		75 716
Pre-departure malaria treatment protocol		65 795
Strengthening immigration management systems to combat terrorism and irregular migration – Bangladesh		61 632
Document verification services in China for the Manitoba province of Canada		58 505
Assistance to address irregular migration and smuggling through Togo		58 500
Conducting and transmitting resettlement needs surveys for Bhutanese refugees in Nepal		44 261
The modernization of a legal counter-trafficking framework to strengthen enforcement in El Salvador		42 421
Enhancing the capacity of the Cambodian government to combat migrant smuggling and related crimes – net of subsequent refund		39 789
Border control and migration needs assessment mission in Nepal		30 830
Administrative and logistical support services in Kyiv – net of subsequent refund		26 918
The process of land seizures in one subregion of Colombia and its effect on the peasant movement during armed violence		26 329

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
CANADA (continued)		
Enhancing the capacity of national authorities to detect false travel documents in Central America and Mexico		25 484
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico (RCM)		15 000
Reinforcing management of irregular migration in Indonesia		10 816
Fostering school enrolment and studies validation for migrant children in Tapachula, Chiapas – Mexico		8 306
Administrative and logistical services for Quebec immigration campaign in the Republic of Moldova – net of subsequent refund		7 183
Support to conflict-affected communities in Aceh – Indonesia – refund		(3 180)
Support to the national commission for reparation and reconciliation (CNRR) – Colombia (NPGR) – refund		(5 382)
Support to the independent international group of eminent persons (IIGEP) – Sri Lanka – refund		(17 030)
Support to the independent international group of eminent persons (IIGEP) – Sri Lanka – refund		(54 520)
Total: Canada – Earmarked		35 074 782
CAPE VERDE		
Diaspora for development of Cape Verde – refund		(6 696)
Total: Cape Verde – Earmarked		(6 696)
CHAD		
Libya evacuation stabilization project		32 668
Total: Chad – Earmarked		32 668
CHILE		
Towards a migratory policy in Chile (TMPC)		358 000
Libya evacuation stabilization project		15 000
Total: Chile – Earmarked		373 000
COLOMBIA		
Protecting children at risk of illegal armed groups recruitment in Colombia		15 430 518
Protection of children's rights and prevention of displacement caused by violence		13 007 788
Family welfare to support internally displaced persons – Colombia		12 625 047
Improving the living standards of children in the department of Chocó – Colombia		11 572 532
Logistical support to guarantee the rights of the population and mitigate displacement – Colombia		4 876 986
Technical support for access to goods, rural development and prosperity for displaced/vulnerable families		4 834 157
Improving educational infrastructure for the population displaced by natural disasters – Colombia		4 376 406
Protection of the land and property of internally displaced persons in Colombia (PTPD – GOC)		3 222 111
Action plan to improve educational infrastructures affected by floods – Colombia		2 663 825
Support to the implementation of policies of social protection for the vulnerable population – Colombia		2 224 252
Red Juntos project to reduce poverty and promote equity – Colombia		2 027 258
Educational infrastructure projects in Colombia		1 996 869
Institutional strengthening for victims of forced displacement – Colombia		1 922 952
Response to the Niña phenomenon: Shelter, water, sanitation and hygiene and education – Colombia		1 873 938
Economic and social stabilization for promoting returns (AESE) – net of subsequent refund		1 514 916
Policies for Afro-Colombian communities towards improving their living conditions – Colombia		1 290 323
Promoting healthy lifestyles for educated and non-educated populations affected by displacement – Colombia		1 057 850
Technical assistance to rehabilitate displaced children through the home infrastructure – Colombia		1 051 511
Support to the youth penal criminal system in Colombia		888 708
Mobile offices for families – Colombia		826 374
Support to the land restitution policy for internally displaced persons in Colombia		799 148
Protecting children from being recruited by illegal armed groups in Colombia		766 968
Protecting children at risk of illegal armed groups recruitment in Colombia		731 210
Support to the land restitution policy in Colombia		711 874
Development of the inter-institutional information system of justice and peace in Colombia – phase III		702 820
Support to rural women – Colombia		624 025
Actions towards strengthening the territorial authorities' capacity to combat trafficking in persons – Colombia		594 017
Improving the living standards of children in the department of Chocó – Colombia		511 535
Strengthening the institutional capacity of local authorities on internal displacements – Colombia		400 026
Peace and development in Colombia		376 585
Construction of new infrastructure in 14 municipalities of the department of Chocó		183 985

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
COLOMBIA (continued)		
Educational infrastructure to prevent illegal recruitment of young children – Colombia		146 510
Technical cooperation among developing countries (TCDC) – Colombia		122 896
Lessons learned for the implementation of reparation policies towards victims and internally displaced persons – Colombia		114 556
Acquisition of new housing in support for 300 displaced families in Cúcuta – Colombia		109 890
Implementation of the policy on income generation with psychosocial support in Colombia (PIGPA) – net of subsequent refund		86 607
Supporting education for displaced and vulnerable persons in Colombia		78 003
Comprehensive protection and public policy for the department of Meta (IPPP) – net of subsequent refund		63 560
Improving educational infrastructures in vulnerable regions affected by natural disasters in Colombia		57 557
Improving employment opportunities for former combatants via the process of reintegration – Colombia		41 833
Rural development in displaced population zones for restitution and formalization of properties – Colombia – net of subsequent refund		38 233
Implementation of networks of Colombians living abroad (INCLA)		37 447
Income-generation project in Bogota (INGEN)		32 141
Educational and community strategy for dengue prevention among the population in Cúcuta – Colombia		31 966
Promoting peace and reconciliation in violence-affected communities in Colombia		19 946
Effective education for competitiveness in Colombia (EEC) – refund		(542)
Management, facilitation and mediation in land conflicts – Uraba region, Colombia – net of subsequent refund		(706)
Support for land-titling processes in 14 municipalities of the northern Santander department – refund		(4 782)
Cooperation for young children in Bogota – Colombia – refund		(6 122)
Assistance for youth to prevent their recruitment by illegal groups – Colombia (CACAY) – net of subsequent refund		(2 011 169)
Total: Colombia – Earmarked		94 644 338
CZECH REPUBLIC		
Reintegration of returning Georgian migrants and the implementation of the EU readmission agreement		1 151 677
Provision of infrastructure to protect the displaced population from risks of flood and erosion – Pakistan		280 426
Assisted voluntary returns in the Czech Republic		168 919
Libya evacuation stabilization project		143 513
Continuation of the implementation of return counselling in 2011 – Czech Republic		25 788
Funds received in 2011 – to be allocated		21 773
Capacity-building of institutions involved in migration management and reintegration in Serbia		19 670
Support to migration management in Central Asia – 2009: Returns and reintegration		11 268
Support to migration management in the Republic of Moldova with emphasis on labour migration – phase II		8 937
Reintegration support for populations vulnerable to migration and capacity-building for Georgia		8 091
Support to migration management in Georgia – 2009		4 644
Verification of documents in Czech project selection of qualified foreign workers – Ukraine		3 214
Reintegration project for Moldovan migrants on remittances and financial literacy – refund		(77)
Support for migration management in Central Asia – 2008 (MMCA 2008) – net of subsequent refund		(4 188)
Total: Czech Republic – Earmarked		1 843 654
DENMARK		
Programme against human trafficking in Eastern and South-Eastern Europe 2009–2011 (AHTESE II)		862 641
Quota cases to Denmark (QCDK)		636 998
Family reunification in Denmark (FRDK)		289 916
Associate expert – Addis Ababa		95 839
Travel and visa services for the GFMD – Mexico		93 517
Funds received in 2011 – to be allocated		59 630
Voluntary return assistance from Denmark (RADE)		45 172
Integration: A multi-faith approach – Europe		6 842
Return, reception and reintegration of Afghan nationals to Afghanistan – refund		(26 124)
Information and assisted voluntary return and reintegration assistance for vulnerable migrants from Denmark – refund		(65 448)
Prevention and protection of victims of human trafficking in Bangladesh (PPVHTB) – refund		(109 057)
Total: Denmark – Earmarked		1 889 926

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
DOMINICAN REPUBLIC		
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico		6 372
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		5 000
Total: Dominican Republic – Earmarked		11 372
ECUADOR		
Modernization of passport issuance system for Ecuador – refund		(91 000)
Total: Ecuador – Earmarked		(91 000)
EL SALVADOR		
Thematic meeting of GFMD 2011 – SV10		70 600
Funds received in 2011 – to be allocated		48 200
Return of Salvadoran migrants from Mexico and Guatemala		32 512
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		10 000
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico		10 000
Total: El Salvador – Earmarked		171 312
ESTONIA		
Minimum standards for the reception and protection of asylum-seekers in Estonia – phase V		267 985
Voluntary assisted return and reintegration for Estonia (VARRE II)		181 422
Voluntary Assisted Return and Reintegration Programme from Estonia (VARRE III)		125 532
Capacity-building of stakeholders in asylum processes: Procedures for cultural orientation – Estonia		121 222
Cultural diversity, psychological reactions and best practices in return processes – Estonia		76 785
Public awareness-raising in Estonia: Refugees and migrants (PAREM)		55 854
Public awareness-raising: Refugees, asylum-seekers and other migrants: Who and why? (PARE) – Estonia – net of subsequent refund		31 954
Minimum standards for the reception and protection of asylum-seekers in Estonia – 4 (MINAS 4)		9 159
Voluntary assisted return and reintegration for Estonia (VARRE) – refund		(25 355)
Total: Estonia – Earmarked		844 558
FINLAND		
Capacity-building for border management in the United Republic of Tanzania – borders with Burundi, Kenya, Rwanda and Uganda		715 308
Libya evacuation stabilization project		712 251
Quota refugee and family reunification resettlement – Finland		682 981
Support to flood-affected displaced populations of Punjab and Sindh communities – Pakistan		681 199
Funds received in 2011 – to be allocated		666 667
Developing assisted voluntary return in Finland (DAVRiF II)		648 458
Promoting better health and well-being among migrants transiting through Egypt and Yemen		400 000
Institutional health improvement through temporary return of Somali health professionals – Finland – phase II		311 111
Associate expert – Geneva		177 234
Continued capacity-building programme on migration management for the Afghan national assembly		170 940
Developing assisted voluntary return in Finland (DAVRiF) – indirect costs		123 348
Staff and office costs – Helsinki office		113 566
IOM Helsinki service fee project		82 999
Developing assisted voluntary return in Finland (DAVRiF)		57 034
Assess repatriations for victims of forced displacement and human rights violations in former Yugoslavia		39 375
Developing assisted voluntary return in Finland (DAVRiF)		26 968
Models for integration and prevention of exclusion: Empowering migrant youth – IYouth – Finland		20 576
Assisted voluntary return and reintegration dialogue in Somalia (Somaliland) – Finland, Norway and Sweden		10 994
Prevention of trafficking in Cambodia – net of subsequent refund		(10 744)
Total: Finland – Earmarked		5 630 265
FRANCE		
Reintegration and assistance return programme (ARER)		3 325 763
Transportation of refugees from Liboi to Dadaab refugee camps – Kenya		685 871
Cooperation on transfer and reception in France of displaced Iraqi citizens and other refugees		137 363
Partnership for management of labour migration – EU, Benin, Cameroon, Mali and Senegal (PML)		62 284
Migrant women: Information, advocacy, support – France		55 571
Funds received in 2011 – to be allocated		52 501
Enhancing Guinea's migration management capacities – net of subsequent refund		42 237
European local cooperation for integration (ELCI) – France		27 285

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
FRANCE (continued)		
Analysing remittances of Cambodian migrant workers in Thailand and local communities in Cambodia – refund		(20 757)
Total: France – Earmarked		4 368 118
GERMANY		
Reintegration and emigration programme for asylum-seekers in Germany/GARP Germany 2011 – net of subsequent refund		6 851 158
Evacuation from Misurata to Benghazi and provision of humanitarian aid to Misurata		1 431 100
Evacuation and humanitarian assistance – Libya/Chad		714 226
Reintegration and emigration programme for asylum-seekers in Germany (REAG)/GARP 2010 Germany		314 284
Reintegration and emigration programme for asylum-seekers in Germany (REAG)/GARP 2010 Germany – net of subsequent refund		268 709
Health assistance to vulnerable flood-affected and displaced persons, including migrant workers in Thailand		205 198
Associate expert – Geneva		186 369
Associate expert – Geneva		155 166
Identification and protection of victims of trafficking in human beings in the asylum system – Germany – net of subsequent refund		132 769
Berlin alliance against trafficking for labour exploitation (BAAT)		119 037
Counselling ZIRF – Individual return – related enquiries 2011 – Germany – net of subsequent refund		103 843
Relocation of persons with international protection from Malta to Germany (2011)		103 075
Prevention of irregular migration in the Republic of Moldova and support to Moldovans in Ukraine		98 294
Strengthening counter-terrorism capacities: Effective border control and law enforcement – Mauritania		89 329
IOM information and return counselling centre at the foreigner's office in Berlin		68 900
Counselling 2011 – country fact sheets (ZIRF)		57 214
Strengthening reintegration and rehabilitation of human trafficking victims in Belarus, the Republic of Moldova and Ukraine		32 667
Funds received in 2011 – to be allocated		30 967
IOM centre for returnee information and counselling in cooperation with Berlin		20 974
Integration dialogue in religious communities in Finland, Denmark, France, Germany, Latvia, Lithuania and Spain		16 636
Integrated experts programme (GAPPO)		10 047
Prevention of irregular migration and trafficking in persons – Republic of Moldova – net of subsequent refund		-
Staff and office expenses – Germany – refund		(1 376)
Counselling 2010 – country fact sheets (ZIRF) – refund		(1 665)
Reintegration of victims of trafficking: Strengthening of national supporters – Germany – refund		(2 747)
Capacity-building, information and awareness-raising in the Western Balkans – refund		(7 080)
Counter-terrorism and migration: Challenges and the way forward – Libya – refund		(12 278)
Individual return-related enquiries 2010 (ZIRF 2010) – net of subsequent refund		(18 967)
Total: Germany – Earmarked		10 965 851
GREECE		
Voluntary return of third-country nationals and reception in their countries of origin – Greece		853 696
Voluntary return of third-country nationals and reception in their countries of origin – Greece		628 169
Information campaign on voluntary return possibilities – Greece		158 326
International school of culture and communication – Greece		125 563
Information centre Greece – support activities (ICGSA)		80 461
Libya evacuation stabilization project		71 531
Total: Greece – Earmarked		1 917 746
GUATEMALA		
Port infrastructure in the port of Champerico – Guatemala		18 642
FONAPAZ project		14 951
Urban and rural community support programme – Guatemala		11 820
Total: Guatemala – Earmarked		45 413
HONDURAS		
Institutional strengthening – Honduras (ISMI)		3 374 379
Total: Honduras – Earmarked		3 374 379

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
HUNGARY		
Hungarian assisted return and reintegration programme III (HARRP III)		283 638
Capacity-building for Hungarian assisted voluntary return practitioners		56 083
Kosovo fact-finding mission on sustainable return – Hungary		54 947
Awareness-raising information programme on assisted voluntary return in Hungary		50 808
Capacity-building of assisted voluntary return practitioners through a study tour in Germany		42 800
Exchange of best practices on integration through a study tour		25 721
Capacity-building for assisted voluntary return practitioners in Hungary		22 695
Assessment of assisted voluntary return programmes – Hungary		9 438
Assisted voluntary returns of irregular migrants in Turkey		6 821
Total: Hungary – Earmarked		552 950
IRELAND		
Libya evacuation stabilization project		1 419 533
Voluntary assisted return and reintegration programme for non-EEA nationals (2011) – Ireland		1 258 950
Voluntary assisted return and reintegration programme (VARRP 2010)		488 872
Leave? Remain? Leading factors in voluntary return or remaining in Ireland		125 435
Development of a thematic training support handbook on counter-trafficking – Ireland		9 853
Total: Ireland – Earmarked		3 302 642
ISRAEL		
Facilitating overseas employment of workers from Thailand		700 000
Funds received in 2011 – to be allocated		2 500
Total: Israel – Earmarked		702 500
ITALY		
Psychosocial assistance for crisis-affected children and youth and their families in Libya		1 937 157
Libya evacuation stabilization project		712 251
Regional assisted voluntary return and reintegration programme for stranded migrants in Egypt and Libya (RAVEL)		683 995
Integrated border approach for sexually abused migrant minors in Cambodia		673 561
Prevention and management of irregular migration flows from Sahara Desert to Mediterranean Sea		644 187
Family-tracing activities and assisted voluntary returns of unaccompanied foreign minors – Italy		633 220
NIGERIMM – challenges of migration in Niger		624 684
Managing mixed migratory flows in the regions of Calabria, Sicily, Campania, among others – Italy		513 473
Assisted voluntary return and reintegration in countries of origin for vulnerable groups (PARTIR III) – Italy		512 960
Humanitarian emergency from North Africa – assisted voluntary return scheme		493 748
Addressing the negative effects of migration on minors and families left behind – Republic of Moldova		463 642
Consolidation of the capacity to receive and manage mixed migratory flows on Italian territory		286 123
Family-tracing activities and assisted voluntary return of unaccompanied foreign minors – Italy		284 378
Urgent assistance for stranded migrants in Libya		272 319
Education and training for Egyptian youth in the Fayoum governorate to promote regular migration		248 043
Re-employment of unemployed migrants – module II, Italy		218 281
Re-employment of unemployed migrants – module I, Italy		218 281
Ethiopian reintegration assistance to stranded migrants in Libya		150 244
IOM core activities in migration management – Rome		143 062
Repatriation of non-EU citizens from Italy		125 968
Capacity-building for migration management in China – phase II		109 439
ARTEMIS: The community migrants health operators networks – Italy		99 793
RE-FORM II – Exchange of practices and training of experts in assisted voluntary return in Italy – phase II		62 756
Assisted voluntary return to North Africa (RIVAN II)		54 667
Tuberculosis among migrants in Italy: Applied research		52 167
PARIVUL – Programme to support the voluntary return of vulnerable migrants – Italy		47 065
Common approach to assist asylum-seekers in Italy and Malta		45 779
Mapping foreign communities and dissemination of information on assisted voluntary return and reintegration schemes – Italy		32 004
Across Sahara II – regional cooperation and capacity-building on border and migration management		30 756
Assisted voluntary return of migrants from North Africa to Italy (RIVAN)		30 320
Knowledge network enhancement – NIKE		22 722
Travel and visa services for the GFMD – Mexico		16 264
Intervention for a modular strategy on AIDS (PRISMA 2)		4 643

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
ITALY (continued)		
Voluntary return of Albanian citizens from Italy and Greece to their countries of origin		4 626
Across Sahara - assessment of the migration phenomenon		2 954
Integrarsi local networks for the integration in Italy of asylum-seekers and refugees - net of subsequent refund		(2 812)
Total: Italy - Earmarked		10 452 720
JAMAICA		
IOM Washington project support - net of subsequent refund		4 809
Total: Jamaica - Earmarked		4 809
JAPAN		
Automation of the border management system for conflict prevention and peacebuilding - Kyrgyzstan		1 612 705
Reintegration and reconciliation assistance to northern conflict-affected communities - Sri Lanka		1 577 858
Libya evacuation stabilization project		1 000 000
Emergency grant aid to Pakistan in response to the flood disaster		1 000 000
Return and reintegration assistance to trafficked victims in Japan		278 152
Preparation of the pilot project for refugee resettlement to Japan		221 326
Associate expert - Bishkek		142 966
Associate expert - Yangon		136 427
Associate expert - Kathmandu		133 025
Funds received in 2011 - to be allocated		129 822
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking in persons and related transnational crime		10 000
Total: Japan - Earmarked		6 242 281
KENYA		
Restoration of farm infrastructure in Kenya - net of subsequent refund		2 951 890
Total: Kenya - Earmarked		2 951 890
LATVIA		
Consolidation of voluntary return and reintegration in Latvia		127 145
Security and tolerance towards successful integration of immigrants in Latvia - phase II		78 532
Implementation of reintegration assistance system in Latvia		59 087
Implementation of assisted voluntary return system in Latvia - net of subsequent refund		42 312
Total: Latvia - Earmarked		307 075
LITHUANIA		
Return home - phase III - Lithuania		84 343
Asylum system in Lithuania: Theoretic and practical evaluation of effectiveness		50 968
European migration network: National contact point for Lithuania (2011)		47 179
Reintegration: Towards sustainable return - Lithuania		39 845
Assisted voluntary return for vulnerable persons - phase III - Lithuania		21 962
Effective return mechanism - capacity-building for officials (ERMO)		21 364
Capacity-building for practitioners: Promoting awareness of best return practices - phase II - Lithuania		13 043
Reintegration - a new opportunity in the homeland (RANO)		12 540
Voluntary return for vulnerable persons (VRVP) - refund		(198)
Return home - refund		(593)
Safe trip home: Assisted voluntary return of persons applying for asylum in Lithuania - refund		(2 054)
Safe trip home: Assisted voluntary return of persons applying for asylum in Lithuania - phase II - refund		(2 563)
Total: Lithuania - Earmarked		285 836
LUXEMBOURG		
Assisted voluntary return and reintegration from Luxembourg		312 159
Assisted voluntary return and reintegration: Luxembourg convention - AVRRL 2010		107 646
Total: Luxembourg - Earmarked		419 805
MALTA		
Voluntary return and sustainable reintegration in the country of origin - RESTART II - Malta		223 672
Pilot project for intra-EU relocation from Malta (EUREMA)		208 965
Funds received in 2011 - to be allocated		53 333
Voluntary return and sustainable reintegration in the country of origin - Malta		45 400

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
MALTA (continued)		
Common approach to assist asylum-seekers in Italy and Malta		26 248
Cooperation between Malta and African countries to enhance migration dialogue and development		6 711
Total: Malta – Earmarked		564 329
MEXICO		
Assisted voluntary return from Mexico – net of subsequent refund		1 978 672
Kidnapping prevention for migrants in transit in Chiapas and care for victims of kidnapping – Mexico		153 686
Capacity-building in prevention of migrant kidnapping and assistance to victims in Mexico		35 112
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		33 364
Study: Migration flows and education experiences of children of Mexican agricultural labour migrants		26 045
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico		7 080
Total: Mexico – Earmarked		2 233 960
NETHERLANDS		
Return and emigration of aliens from the Netherlands (REAN 2011)		8 691 395
Return and reintegration regulation 2010 (HRT 2010)		2 728 513
Enhancing community security through former combatant employment – South Sudan		1 595 479
Libya evacuation stabilization project		1 250 000
Livelihood, psychosocial, and other support to internally displaced persons, returnee female-headed household and youth – Iraq		1 250 000
Temporary return of qualified nationals (TRQN) II		1 024 129
Assisted voluntary return and reintegration of families with children – Netherlands		892 857
Assisted voluntary return from detention II (AVRN 2)		768 575
Reintegration assistance for former combatants and conflict-associated vulnerable groups in Sri Lanka		403 768
Invited refugees in the Netherlands (IREN)		377 442
Post-arrival reintegration for Angolan unaccompanied minors returning from the Netherlands		263 925
Cultural orientation for Netherlands-bound family reunion cases departing from Addis Ababa		207 761
MIDA Ghana health III		195 464
Return and reintegration regulation 2008 (HRT 2008)		192 491
Post-arrival assistance to Azerbaijani nationals returned from the Netherlands		167 147
Assisted voluntary return for irregular migrants in Turkey		130 614
Post-arrival assistance to Afghan nationals returned from the Netherlands		114 099
Strengthening shelter coalition – UNSC resolution 1244-administered Kosovo		87 041
Cultural orientation programme for refugees selected for resettlement on a dossier basis (NLCO)		68 213
Support for Georgian authorities to implement the EU readmission agreement		64 588
Developing a handbook on engaging diaspora in development activities in host and home countries		53 181
Capacity-building in migration management for the regional immigration training academy in Moshi, United Republic of Tanzania		50 000
Assisting victims of political violence through enhanced information management and humanitarian assistance – Zimbabwe		43 078
Funds received in 2011 – to be allocated		38 775
Supporting Gulf Cooperation Council governments' efforts to protect temporary contract workers		36 800
Strengthening the capacity of the Kuwaiti government to provide direct assist to victims of trafficking – phase II		36 000
Ensuring peaceful migration across the 1-1-56 border in post-2011 Sudan (EPMS)		13 868
Miscellaneous income – Netherlands		8 045
Facilitating labour mobility in Kuwait: Opportunities and challenges		7 105
Pre-consular support to the Netherlands embassy in Addis Ababa, Ethiopia (NPCS) – refund		(10 500)
Strengthening integrated border management in the Western Balkans and Turkey – refund		(40 495)
Post-arrival reintegration assistance to Georgian nationals returned from the Netherlands (RAGNA) – refund		(66 719)
Return and emigration of aliens from the Netherlands (REAN 2008) – refund		(160 089)
Total: Netherlands – Earmarked		20 482 549
NEW ZEALAND		
Movements to New Zealand		737 954
Consular support service for New Zealand		29 517
Book proposal on foundations of international migration law		2 414
Total: New Zealand – Earmarked		769 885

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
NICARAGUA		
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		10 000
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico		1 100
Total: Nicaragua – Earmarked		11 100
NORWAY		
Voluntary assisted return programme from Norway		4 222 545
Libya evacuation stabilization project		3 953 598
Financial support for assisted voluntary returnees		3 846 850
Information on return and reintegration of Iraqi nationals to Iraq (IRRINI)		3 529 035
Norway – contributions and invoicing		1 122 364
Information on return and reintegration of Afghan nationals to Afghanistan (IRRANA I)		1 044 517
Coordinated response to human trafficking in Uganda (CRTU)		781 657
Cultural orientation programme for Norway-bound refugees		695 563
Rehabilitation and reintegration of victims of trafficking – Republic of Moldova		693 361
Voluntary return assistance for asylum-seekers		686 569
Reintegration and rehabilitation of victims of trafficking in Ukraine – phase II		682 361
Reintegration and rehabilitation of victims of trafficking in Ukraine		654 214
Quota cases to Norway – refugees from Europe – Norway (REN)		535 446
Reintegration of former combatants and conflict-associated vulnerable groups in Sri Lanka		511 771
Outreach voluntary return 2011 – Norway		464 201
Combating trafficking in persons in Kyrgyzstan		425 134
Family reunification in Norway – refugees from the Middle East and Africa (RMEA)		407 603
Post-arrival training in countries of origin for residents of return centres – Norway		310 544
Post-arrival reintegration assistance to Afghan nationals (PRAN III)		286 695
Combating trafficking in persons in Turkmenistan		260 616
Cooperation between government and non-governmental organizations in combating trafficking – Kazakhstan		247 356
Construction of an assembly hall in Maimana city of Faryab province in Afghanistan (CAH)		155 359
Travel and visa services for the GFMD – Mexico		97 583
Return and reintegration assistance for victims of trafficking from Norway		97 543
Information, counselling, return and reintegration of unaccompanied minor asylum-seekers – Norway		85 040
Assisted voluntary return and reintegration dialogue in Somalia (Somaliland) – Finland, Norway and Sweden		10 982
Voluntary repatriation from Norway		9 587
GFMD support unit – net of subsequent refund		-
Immediate humanitarian assistance to vulnerable populations in Afghanistan – refund		(6 619)
Prevention and protection of victims of human trafficking in Bangladesh (PPVHTB) – refund		(121 984)
Total: Norway – Earmarked		25 689 487
PANAMA		
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		10 000
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico		4 248
Total: Panama – Earmarked		14 248
PERU		
Technical assistance project for EsSalud's work management services – Peru – net of subsequent refund		45 840 794
Technical support for Lima's town hall work execution services		7 386 551
Programme to reorganize and modernize the public ministry		4 799 463
Management of funds to transfer qualified human resources and humanitarian mobilization		1 151 064
Strengthening the management system of Lima's town hall		522 352
Technical cooperation among developing countries		30 000
Total: Peru – Earmarked		59 730 223
PHILIPPINES		
Repatriation of Filipino migrants from Egypt		71 610
Total: Philippines – Earmarked		71 610

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
POLAND		
Assisted voluntary return from Poland and reintegration		619 521
Assisted voluntary return from Poland and reintegration		396 031
Information, travel and reintegration – assisted voluntary returns from Poland – phase III		370 024
Funds received in 2011 – to be allocated		298 700
Assistance in voluntary return and reintegration – Poland – phase I		167 385
An intercultural school in multicultural society – Poland – phase II		76 949
Information, travel and reintegration – assisted voluntary return from Poland – phase I		67 906
Increasing efficiency of actions in the field of voluntary return – Poland		62 711
Educational campaign to improve health and medical care for asylum-seekers in Poland – phase II		61 245
Assistance in voluntary return and reintegration from Poland for irregular migrants – phase II		54 615
Cooperation – the path to integration – phase III – Poland		29 313
Strengthening cooperation with eastern partnership countries to combat trafficking – Poland		22 406
Educational campaign to improve health and medical care for asylum-seekers – phase II		22 113
Poland assisted voluntary returns programme 2006		21 745
Campaign to improve medical services for asylum-seekers in Poland		19 964
Cooperation – the path to integration – Poland		17 702
Intercultural school in a multicultural society in Poland		11 975
Cooperation as the way for integration in Poland (CPI)		7 935
Total: Poland – Earmarked		2 328 241
PORTUGAL		
Assisted voluntary return and reintegration project in Portugal		642 484
Assisted voluntary return and reintegration programme (ARVoRE II) – Portugal		497 654
Strengthening the capacity of Cape Verde to manage labour and return migration		68 320
IPAD-MFA expert in bilateral cooperation, migration and development		45 070
Programme for voluntary return from Portugal		38 958
Electoral participation of foreigners in Portugal – Emigrants and immigrants		31 234
Travel and visa services for the GFMD – Mexico		20 330
Certification and monitoring of a temporary installation centre (CIT) in Porto		12 396
Mapping migrant communities and their information means in Portugal		8 110
Programme for voluntary return from Portugal		4 455
Total: Portugal – Earmarked		1 369 010
REPUBLIC OF KOREA		
Kahriz rehabilitation project in Azerbaijan		602 036
Support for migration research and a training centre		337 779
Libya evacuation stabilization project		300 000
Total: Republic of Korea – Earmarked		1 239 815
ROMANIA		
Assistance for third-country nationals in Romania		263 491
Support for assisted voluntary return and reintegration programmes in Romania – net of subsequent refund		235 827
Strengthening of assisted voluntary return programmes in Romania		76 287
Assisted humanitarian voluntary returns from Romania (AHVR)		57 174
Total: Romania – Earmarked		632 779
SLOVAKIA		
Return of unsuccessful asylum-seekers and irregular migrants from Slovakia to their countries of origin – phase III		460 380
Information centre to support social, economic and cultural integration of migrants in Slovakia – phase IV		271 169
Trafficking in human beings – Slovakia		102 395
Individual integration to ensure effective integration from Guantanamo Bay, Cuba, to Slovakia		96 455
Return and reintegration assistance for unsuccessful asylum-seekers and irregular migrants from Slovakia		56 927
European migration network: National contact point for Slovakia		43 179
Development of the film “It cannot happen to me II” and its use in preventing trafficking in human beings – Slovakia		29 932
Return and reintegration assistance for unsuccessful asylum-seekers and irregular migrants from Slovakia		21 947
Contribution towards rent premises – Bratislava, Slovakia		13 934
Networking and training to enhance intercultural competencies of professionals working with migrants		13 521

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
SLOVAKIA (continued)		
Information centre to support social, economic and cultural integration of migrants in Slovakia – phase III		7 117
Assistance to organizations on return and reintegration of trafficked persons in Slovakia – 2010 – net of subsequent refund		(1 785)
Total: Slovakia – Earmarked		1 115 172
SLOVENIA		
Programme for voluntary return of foreigners from Slovenia and reintegration programmes		38 447
Voluntary return programmes for foreigners from Slovenia and reintegration programmes		27 564
Total: Slovenia – Earmarked		66 011
SOUTH AFRICA		
Research on health vulnerabilities of mobile populations and affected communities in ports in South Africa		124 997
Capacity-building for the South African police service in document examination – South Africa		27 682
Southern African migration project (SAMP) – Migration dialogue for Southern Africa (MIDSA)		14 301
Total: South Africa – Earmarked		166 980
SPAIN		
Livelihoods promotion and poverty reduction – Haiti		1 333 333
Assisted voluntary return of migrants from Spain – PREVIE 2011		704 225
Programme for managing migratory flows, assisting integration and preventing irregular flows in Spain		581 395
Assisted voluntary return of migrants from Catalonia, Spain – PREVICAT 2010		333 333
Administrative and technical assistance for the ministry of foreign affairs – MREC – Argentina		213 915
Banking and remittances: Access to financial services and small businesses – Nicaragua		50 000
Return support from the community of Madrid		35 765
Co-development project for Costa Rica and Nicaragua (CECN)		16 881
Building resilience to natural hazards in north-eastern Cambodia (RVNH) – refund		(191)
Co-development project for Costa Rica and Nicaragua – refund		(49 830)
Total: Spain – Earmarked		3 218 828
SWEDEN		
Partnership on health and mobility in East and Southern Africa (PHAMESA)		3 400 858
Reintegration grants to voluntary returnees from Sweden to Afghanistan		2 957 847
Support for the protection of cluster projects in South Sudan		2 300 680
Quota cases to Sweden – refugees from Europe – Sweden (RFES)		2 014 785
Support for the protection, assistance and sustainable return and relocation of internally displaced persons in the framework of CCCM		1 792 829
Camp management support and service provision to internally displaced persons in western Côte d'Ivoire and around Abidjan		800 256
Trafficking in human beings in Belarus – phase IV (THBP)		747 197
Prevention and response to sexual and gender-based violence in internally displaced person camps in Port-au-Prince, Haiti		597 610
Humanitarian assistance for returned migrants and mobile populations in Beitbridge, Zimbabwe		574 729
Humanitarian, recovery and livelihood assistance for populations affected by displacement – Zimbabwe		409 506
Supporting efforts to formulate and implement an overall policy framework to manage migration – Turkey		390 682
Medical teams for Bosnia and Herzegovina		334 678
Internally displaced persons protection, assistance and durable solutions – CAP Zimbabwe 2011		300 893
Assistance for returned migrants and migration-affected communities in border regions in Beitbridge, Zimbabwe		300 893
Support to the flood-affected population of Pakistan (SFLAP)		260 703
Comprehensive assistance for returnees and migration-affected communities in border regions in Plumtree, Zimbabwe		188 058
Associate expert – Dar es Salaam		166 761
Family reunification resettlement cases to Sweden		162 941
Improving emergency reproductive health services in Zimbabwe, CAP 2011		138 909
Associate expert – Dar es Salaam		121 165
Associate expert – Bogota		115 256
Strengthening IOM to contribute to international migration policy development (SCIMP)		95 960
Voluntary return assistance from Sweden		85 701
Travel and visa services for the GFMD – Mexico		73 187

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
SWEDEN (continued)		
Combating trafficking in human beings through legal assistance and judicial cooperation – Turkey		39 555
Support for combating trafficking in human beings in Turkey 2006–2008 (2008–2009)		19 254
Capacity-building for stakeholders in combating the demand side of human trafficking – the former Yugoslav Republic of Macedonia		18 860
Improving emergency reproductive health and strengthening service delivery and referral systems – Zimbabwe		11 538
The Söderköping process website management and translation facilitation – Ukraine		4 710
The Söderköping process – Ukraine		2 079
Capacity-building in migration management in Afghanistan – net of subsequent refund		31 410
Evaluation of the national plan of consolidation in Colombia – net of subsequent refund		(18 219)
Combating trafficking in human beings in Ukraine phase out – refund		(32)
Strengthening the regional strategy for victims assistance – Colombia – refund		(173)
Partnership on HIV/AIDS and mobility in Southern Africa – phase II – refund		(4 748)
Protection of lands and patrimony of internally displaced persons in Colombia – refund		(31 248)
Associate expert – Kampala – refund		(51 334)
Supporting capacities of law enforcement and local authorities on victim identification in Turkey – refund		(110 326)
Reception and reintegration of Afghan nationals in Afghanistan (Sweden) – refund		(158 860)
Combating trafficking: Russian Federation's Barents region and Saint Petersburg area – refund		(200 451)
Funds received in 2011 – to be allocated		49 375
Total: Sweden – Earmarked		17 933 475
SWITZERLAND		
Libya evacuation stabilization project		1 654 932
Assisted voluntary return and reintegration from Switzerland to Nigeria (AVRSN 5)		1 580 058
IOM Bern office costs		1 516 141
Reimbursable movements to/from Switzerland – SwissREPAT – IOM movements (SIM)		1 058 231
Assisted voluntary return from Switzerland to Iraq		800 000
Reintegration assistance from Switzerland to countries of origin all over the world		652 601
Reintegration assistance from Switzerland to various countries worldwide		600 000
Improving the protection of vulnerable migrants travelling through Djibouti and Somalia (Somaliland, Puntland)		521 173
Egypt: Promoting better health protection for detained migrants in Sinai		521 173
Reimbursable movements from/to Switzerland – Federal Office for Migration		405 376
Funds received in 2011 – to be allocated		329 813
Increasing awareness on trafficking in persons in Armenia, Azerbaijan and Georgia through education		325 733
Secondary school education in Armenia, Azerbaijan and Georgia to prevent trafficking in persons		236 523
Assisted voluntary return to Georgia (AVRGE)		221 901
Facilitating internally displaced persons transition via community-based planning and access to basic social services – Zimbabwe		217 155
Emergency assisted voluntary return of stranded Ethiopians in Yemen		193 268
Prevention of human trafficking through social work and community mobilization in Ukraine – phase I		180 059
Organization of the GFMD thematic meeting in West Africa – Nigeria		151 174
Support to the immigration management system of Bosnia and Herzegovina		146 092
Communication network for the general directorate of migration in Katanga, Democratic Republic of the Congo – phase II		141 036
Secondary school education in Armenia, Azerbaijan and Georgia to prevent trafficking in persons		129 867
Pilot project between IOM Bern and the canton of Vaud – assisted voluntary return and reintegration		120 556
Economic development and income generation in Nakhchivan rural communities – Azerbaijan		110 273
Reintegration assistance from Switzerland 2012		107 504
Improving protection of vulnerable groups travelling through Djibouti and Somalia (Somaliland, Puntland)		104 408
Assisted voluntary returns from Switzerland to Guinea		90 000
Emergency health response for victims of cyclone Giri – Myanmar		74 449
GFMD 2011 thematic meeting in Dhaka		72 249
Strengthening the national referral system in the Republic of Moldova		65 789
International seminar: Mainstreaming migration into strategic policy development in Chisinau, Republic of Moldova		62 603
Linking the Nigerian diaspora to the development of Nigeria		61 960
Pilot project between IOM Bern and the canton of Vaud – assisted voluntary return and reintegration		61 275
Producing fact sheets and organizing round tables on trafficking in human beings		55 804
Joint programme of UNHCR, UNODC and IOM to combat human trafficking in Serbia		53 579

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
SWITZERLAND (continued)		
Migration profiles as a tool for informed policymaking, reintegration and emergency response		48 000
Pilot project between IOM Bern and the canton of Vaud – assisted voluntary return and reintegration		44 136
EU election observation mission to Sudan – phase II (2010–2011)		43 635
Addressing mixed migration and protecting vulnerable victims of trafficking along the Gulf of Aden route		29 618
Facilitating assisted voluntary return and reintegration (SIREADA) – Russian Federation and Ukraine		28 289
Joint programme of UNHCR, UNODC and IOM to combat human trafficking in Serbia (JPCT)		26 421
Workshop on migration profiles: Developing evidence-based migration and development policies (New York) – net of subsequent refund		24 561
Reintegration and protection assistance for victims and witnesses of human trafficking from Bulgaria		22 641
Global consultation of chairs and secretariats of regional consultative processes on migration (2011)		20 789
Return information fund (RIF)		20 000
Developing a handbook on engaging diaspora in development activities in host and home countries		20 000
EU election observation mission in Tunisia 2011		19 100
Water, sanitation and hygiene promotion for rural and displaced populations in Zimbabwe		17 460
Reimbursable movements to/from Switzerland – Sozialhilfe Stadt Basel		11 364
Legal empowerment for migrant households headed by women – Tajikistan		8 347
Reimbursable movements to/from Switzerland – Sozialamt Schaffhausen		7 837
Reimbursable movements to/from Switzerland – Sozialamt Zug		6 760
Reimbursable movements to/from Switzerland – Department of Health and Social Affairs		5 657
International centre for migration policy development (ICMPD) – Linking emigrant communities		5 580
Urgent assistance for migrant families in Egypt		5 181
Microenterprise development in Conakry, Guinea		4 876
Migrant women and men working together to stop violence against women – Viet Nam		4 808
Reimbursable movements to/from Switzerland – Regionaler Sozialdienst Chur		3 560
Reimbursable movements to/from Switzerland – Sozialarbeiterin FH		1 125
Reimbursable movements to/from Switzerland – Kanton Nidwalden		1 118
Reimbursable movements to/from Switzerland – Sozialdienst des Bezirks Kulm		1 083
Reimbursable movements to/from Switzerland – Sozialbehörde Eglisau		1 038
Employment assistance services for returnees from Switzerland and their communities in UNSC resolution 1244-administered Kosovo – net of subsequent refund		(29 204)
Total: Switzerland – Earmarked		13 026 534
TRINIDAD AND TOBAGO		
Maintaining technical cooperation on migration in Trinidad and Tobago (MTCM)		34 140
Total: Trinidad and Tobago – Earmarked		34 140
TURKEY		
Institutionalization of counter-trafficking efforts (ICTE)		356 044
Funds received in 2011 – to be allocated		200 000
Total: Turkey – Earmarked		556 044
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND		
Libya evacuation stabilization project		9 679 930
Voluntary return and reintegration for detained migrants (VRR-DM) in the United Kingdom – net of subsequent refund		8 669 676
Emergency and early recovery shelter support to flood-affected populations in Sindh, Pakistan		4 025 765
Central Asia regional migration programme (CARM)		2 294 800
Support for emergency shelter, non-food items and support to the flood-affected population – Pakistan		2 029 221
Combined VARRP, AVRIM and AVRFC programme in Great Britain (indirect costs)		1 916 119
Post-arrival reception and reintegration assistance to Afghan nationals from the United Kingdom		802 059
Mass communication to flood-affected persons to support cash compensation schemes – Pakistan		681 090
Rehabilitation of the Lukusa training centre – Democratic Republic of the Congo		633 914
Post-arrival reintegration assistance to returned Afghan nationals		490 923
Voluntary assisted return and reintegration programme (VARRP) 2007–2008 – United Kingdom		398 714
Contingency planning support for disaster-affected populations in Pakistan		357 521
Voluntary assisted return and reintegration programme (VARRP) – direct costs 2009–2010		295 454
Reintegration of former combatants and conflict-associated vulnerable groups – Sri Lanka		289 976
Post-arrival reintegration assistance for returned Afghan nationals		256 192
Enhancing border security and migration along Sudan's borders with Eritrea, Ethiopia, Kenya and Uganda		240 770

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND (continued)		
Addressing irregular migration in the Calais area, northern France – phase II		201 488
Capacity-building for migrant resource centre and information/sensitization campaign		179 001
Strengthening the Nigerian immigration service to detect fraud and irregular migration to Europe		173 611
Reintegration and economic recovery support to vulnerable communities resettled in villages in Sri Lanka		156 986
Support to governments of Pakistan and Sri Lanka – readmission agreement with the European Community		142 534
Combating illegal migration through fraud detection (FAIM)		129 958
Capacity-building for migration management in South Sudan		125 000
Technical assistance for Mogadishu border points in Kenya		103 317
Assisted voluntary return and reintegration from the United Kingdom to Afghanistan – net of subsequent refund		101 395
Programme for assisted voluntary returns for irregular migrants in Turkey – extension		83 443
Assistance for resettlement of discharged ministry of defense personnel in Bosnia and Herzegovina		76 156
Post-arrival assistance to returned Afghan nationals in Afghanistan		66 171
Post-arrival assistance to Afghan nationals – Afghanistan – net of subsequent refund		61 814
Refugee resettlement programme (II)		55 308
Capacity-building in migration management repair and maintenance for PIRS-installed sites – Somalia		36 644
Study to address better border cooperation between Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro and Serbia		29 690
Travel and visa services for the GFMD – Mexico		28 462
Palestinian Israeli claims mechanisms (PICM)		25 258
Rehabilitation of border posts in Kamvira, Democratic Republic of the Congo		24 900
Funds received in 2011 – to be allocated		18 147
Strengthening the capacity of the migration management cell (ministry of interior) – Pakistan		16 745
Minimizing the social exclusion of mobile and vulnerable persons in Zimbabwe		16 115
Expert support in the development of the institutional reform plan on migration – Ukraine		9 791
Connecting NCB with the Montenegrin law enforcement agency to assist with irregular migrants – Montenegro		9 325
Developing a framework for risk analysis as part of an integrated border management strategy – Turkey		6 511
Capacity-building for the migration management cell: Immediate support for three interns – Pakistan		1 079
Post-arrival assistance to Afghan nationals – United Kingdom – net of subsequent refund		
Global Calais project – France – refund		(342 163)
Total: United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland – Earmarked		34 598 810
UNITED STATES OF AMERICA		
Unearmarked income	1 183 049	
United States refugee programme		111 178 980
Libya evacuation stabilization project		27 100 000
Afghan civilian assistance programme (ACAP) – Afghanistan		25 180 403
Federally administered tribal areas transition initiative (FTI) in Pakistan		14 730 098
Programme of community-oriented reintegration of former combatants in Colombia		14 650 000
Construction of health and education facilities (CHEF) – Kabul, Afghanistan		13 711 854
Integrated humanitarian support to internally displaced persons and vulnerable groups in Colombia		13 050 000
Yemen transition initiative (YTI)		10 515 672
Resettlement and canal cleaning following the earthquake in Haiti (RCC)		10 344 955
Community revitalization programme for the displaced communities in Iraq – phase I		10 000 000
Emergency shelter and non-food items support to the flood-affected vulnerable population in Pakistan		7 227 740
Cholera prevention and response in vulnerable communities (logistics) – Haiti		6 948 886
Municipal support, infrastructure development and health services programme on the borders of Ecuador		5 991 802
Humanitarian assistance to vulnerable populations in Iraq		5 865 085
Rapid humanitarian response – Afghanistan – phase I		5 648 411
Haiti transition initiative		4 185 183
Haiti stabilization initiative – community-building in Martissant (HSI-MAR)		4 045 160
Programme to support children used by illegal armed groups and prevent recruitment of minors – Colombia		3 785 000
Cholera prevention and response in vulnerable communities (health) – Haiti		3 273 043
Humanitarian support for disaster-affected persons in South Sudan		3 111 005
Emergency shelter, non-food items and health support to flood-affected populations in Pakistan		3 074 843
South Sudan referendum out-of-country registration and voting – USAID		3 000 000
Transition initiative for Somalia (STS)		2 861 467
Preparedness plan for population movements during the South Sudan referendum period		2 824 238

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
UNITED STATES OF AMERICA (continued)		
Rapid response assistance to those affected by natural and man-made disasters – South Sudan		2 547 338
Capacity-building for the ministry of refugees and repatriation – Afghanistan		2 429 694
Human resources, logistical and procurement support for flood-affected vulnerable populations in Pakistan		2 383 533
Darien initiative – support to local governance and at-risk youth in the Darien		2 162 166
Response and facilitation of durable solutions for mobile and vulnerable populations in Zimbabwe		2 052 195
Assistance programme: Persons in search of international protection along the Colombian border with Ecuador, Panama and the Bolivarian Republic of Venezuela		2 000 000
Migrant support programme 2010–2011 (MOC 2)		1 942 266
Strengthening local capacities for disaster risk reduction and preparedness – Haiti		1 841 637
Emergency response and support to vulnerable groups affected by displacement in Zimbabwe (YRC)		1 661 928
Partnership on HIV/AIDS and mobility in Southern Africa (PHAMSA) – Ripfumelo project		1 585 993
Economic empowerment of internally displaced persons and unemployed in Georgia (EEG)		1 557 662
Income tax reimbursement		1 439 011
Development of the border directorate of the Congolese national police in Ituri, Democratic Republic of the Congo		1 430 000
Overcoming land tenure issues related to returns and reconstruction in Port-au-Prince, Haiti		1 391 456
IOM Dominican Republic – Haiti assisted voluntary return and reintegration and conflict mitigation		1 250 000
Emergency shelter and non-food items assistance to internally displaced persons and returnees Yemen		1 248 896
Strengthening the integrated approach to EU-complaint training for Ukraine's state border guard service		1 200 000
Programme for resettlement of discharged ministry of defense personnel in Bosnia and Herzegovina		1 193 070
Counter-trafficking project in Central Asia		1 130 446
Counter-trafficking in persons in Ukraine		1 124 846
Enhancing the police academy of Georgia through building a mock port of entry (MPOE)		1 000 000
Mitigation, relief and reconstruction – Marshall Islands and Federated States of Micronesia		969 011
Return, reintegration and family reunification for victims of trafficking in the United States		958 000
Programme for rehabilitation and reintegration of marginalized youth – Morocco		912 026
Horn of Africa, Gulf of Aden, Yemen: Improving protection of migrants (including Ethiopians) – phase II		900 000
Direct assistance for the Thai government – Department of disaster preparedness and mitigation of Thailand		869 907
Addressing protection issues in irregular migration flows to South Africa from Southern African countries		800 000
Transportation of refugees from Liboi to Dadaab refugee camps – Kenya, PRM Funds		750 000
Immediate humanitarian assistance to the drought-affected Somali refugees in Ethiopia		750 000
Emergency preparedness and response plan under the international response to the crisis in Côte d'Ivoire		700 000
Population baselines, population tracking and return assessment in north and south Darfur		687 238
Health assessments of US-bound refugees in Manila, Geneva, Nairobi, Ho Chi Minh City and Moscow		622 464
Regional programme to strengthen capacities to protect and assist vulnerable migrants in Mesoamerica		610 000
Immediate shelter and non-food items assistance to vulnerable earthquake victims (ISAVE)		596 751
Comprehensive socio-economic reintegration of Haitian returnees from the United States of America		572 318
Follow-up survey of Iraqi population in Jordan		557 266
Kosovo anti-trafficking programme (KAP) for UNSC resolution 1244-administered Kosovo		544 105
Supporting police, ensuring safe elections, preventing conflict and reducing displaced populations – Democratic Republic of the Congo		522 048
Provision of water, sanitation and hygiene promotion among refugees in western Equatoria state in South Sudan		500 000
Prosecution Support Cell project to assist criminal justice authorities in the Democratic Republic of the Congo to reduce population displacement		500 000
Security response to internally displaced persons and victims and survivors of gender-based violence in Haiti		500 000
Countering trafficking in persons – Belarus – phase III		469 849
Community revitalization through an information, counselling and referral service in Sri Lanka		457 143
Addressing the risks and needs of vulnerable migrants in Myanmar, Thailand and Viet Nam		450 000
Albanian follow-on anti-trafficking efforts (AATE)		449 298
Responding to population movements in the pre- and post-referenda period in northern Sudan		418 350
Combating trafficking in children in Haiti		413 944
Reintegration of repatriated Guatemalan citizens: Protection, assistance and local development		406 343
Regional reintegration of returnees to CARICOM countries		343 057
Awareness-raising on migrants and welfare in Thailand		342 125
Stabilization of internally displaced persons through market assistance – Somalia		329 032
Harmonization of protocols for tuberculosis diagnosis and treatment of Bhutanese refugees in Nepal		325 301
Logistical support: Earthquake- and tsunami-affected Mentawai Islands – Indonesia		306 992
Supporting Congolese police, enhancing security in border areas and decreasing displaced populations – Democratic Republic of the Congo		303 116

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
UNITED STATES OF AMERICA (continued)		
Improving the operational management of border guard field divisions in Ukraine – phase II		300 000
Addressing the risks and needs of vulnerable migrants in Cambodia, the Lao People's Democratic Republic and Malaysia		300 000
Building national response capacity to combat human trafficking in Zimbabwe		277 988
Reviewing and revising the current state and needs of former tenancy rights holders – Serbia		277 288
Prevention of human trafficking in vulnerable provinces of Afghanistan		274 997
Enhancing measures against trafficking through strengthening technical assistance in Azerbaijan – phase II		269 400
IOM response to emergency-related migration between Haiti and the Dominican Republic		250 000
Promoting peace and reconciliation in violence-affected communities in Colombia		220 000
Ensuring the safety of victims and witnesses in criminal cases related to trafficking in persons – Ukraine		214 388
Combating human trafficking through government and civil society partnerships – Indonesia		209 329
Combating human trafficking in Haiti and the Dominican Republic		207 046
Technical assistance to the government of Tajikistan on combating trafficking in persons		200 000
Capacity-building and infrastructure improvements to reduce drug demand in Georgia – phase II		200 000
Counter-trafficking in the Dominican Republic: Strengthening government capacity-building		190 373
Capacity-building to operationalize anti-trafficking legislation in Zambia		186 769
Capacity-building for improved coordination and relocation management centres in flood-affected areas		174 152
Supporting the government of the Democratic Republic of the Congo's efforts to combat trafficking		173 784
Strengthening the capacities of law enforcement and the judiciary to prosecute labour trafficking in Ukraine		168 784
Profiling traffickers – a resource for police investigation in Costa Rica (ARPIC)		160 217
Horn of Africa, Gulf of Aden, Yemen: Improving protection of migrants – Kenya		157 454
Strengthening the capacities of law enforcement organizations of Turkmenistan in combating trafficking		150 000
Capacity-building for law enforcement in trafficking cases and prosecuting traffickers – Uzbekistan		150 000
Capacity-building for Georgian law enforcement personnel – phase III		150 000
Strengthening migration management capacity in the Caribbean region, Dominican Republic and the Bahamas		144 764
Combating trafficking in human beings in Papua New Guinea		144 000
Capacity-building for non-governmental organizations in combating trafficking in persons – Kyrgyzstan		141 527
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		141 400
International programmes to combat trafficking through protection efforts in Djibouti – 2009		140 130
Supporting the government of Egypt's effort to combat human trafficking		138 747
Strengthening the capacity of government agencies to protect victims of trafficking in Indonesia (CGAP)		135 450
Associate expert – Nairobi		132 121
Global health and human trafficking programme – Building capacity among health providers (GHTP)		127 626
Restoration of karez systems for displaced families in Khormal, Sulaymaniyah, Iraq		125 000
Restoration of karez systems in the districts of Pishdar and Halabja for the benefit of displaced families in Iraq		125 000
Counter-trafficking in Niamey and border areas – Niger		121 960
Creation of counter-trafficking district task forces – Pakistan		121 950
Capacity-building in identification and protection of victims of trafficking in Senegal		119 796
Strengthening Chad's capacity to prevent and combat trafficking in persons		113 335
Combating illegal migration in the Republic of Moldova: Renovation of facilities of the internal affairs cynology center		110 000
Annual tripartite consultations/working group on resettlement		109 818
Strengthening the capacity of state border guard services of Ukraine to combat trafficking in persons		108 533
Building a support network for child victims of trafficking in Guinea-Bissau		107 896
Transportation for non-food item common pipeline for Darfur and the rest of northern Sudan		107 891
Enhancing border management in Ituri through integrated support to Kasenyi port activities		106 320
Capacity-building for district police to manage effective databases and combat trafficking in Dhaka		103 315
Associate expert – San José		102 879
Capacity-building in identifying and assessing human trafficking and protection – Syrian Arab Republic		102 694
Building capacity to enhance Georgia's international law enforcement in field of counter-trafficking		100 000
Enhancing capacity to manage mixed migration flows in China and the Republic of Korea		100 000
Combating trafficking in persons and strengthening prosecutions in Sri Lanka		93 651
Counter-trafficking technical assistance and training: A global rapid response project		91 583
Strengthening capacity to prevent trafficking, protect victims and prosecute traffickers – Belize		90 661
Awareness-raising and capacity-building to counter trafficking in persons and protect victims – Jordan		88 179
Preventing corruption and impunity in the fight against trafficking (CIFAT)		85 317
Responding to trafficking of men in the fishing industry and other high-risk employment sectors in Mekong		80 391

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
UNITED STATES OF AMERICA (continued)		
Supporting conflict-induced internally displaced persons and the humanitarian community in Pakistan		80 183
Programme of assistance for the protection and reintegration of trafficked women and children		80 000
Addressing human trafficking and slavery-related practices in northern Mali		79 149
Combating trafficking in persons in Ecuador		78 480
Colloquiums on addressing the protracted Somali refugee situation in the Horn of Africa – Kenya		77 490
Strengthening Burkina Faso's referral system to protect victims of trafficking		75 635
Advanced training on counter-trafficking for officers in Argentina		71 300
Counter-trafficking in persons in Sri Lanka – strengthening prosecution and victim protection – phase II		69 122
Enhancing judicial capacities to address human trafficking – Libya		65 151
Training and awareness on counter-trafficking for peacekeepers (TACTIK)		64 812
EU-compliant training standards of the state border guard service of Ukraine (SBGS)		61 286
Gender and disaster workshops in Latin America and the Caribbean: 2011 international workshop		61 022
Assessment: Exploitation and trafficking of children and students in the cotton fields of Tajikistan		56 500
Humanitarian assistance for the people affected by the landslide in the city of La Paz		50 000
Building the capacity of prosecutors and judges to combat trafficking in persons – Kazakhstan		47 334
2011 Global consultation of chairs and secretariats of regional consultative processes on migration		45 000
Combating illegal migration through fraud detection (FAIM)		44 908
Addressing internal and labour trafficking in Viet Nam		42 327
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico (RCM)		40 000
Travel and visa services for the GFMD – Mexico		36 593
Prevention campaign and implementation of a national action plan against human trafficking 2009–2010		31 747
Better analysis, better programmes: Evidence-based interventions in combating human trafficking		26 918
Fourth international conference on gender equity in disaster risk management – 2011		25 288
Capacity-building for the “One Million Voices Foundation” in Colombia		25 126
Immediate shelter and non-food items assistance for vulnerable earthquake victims in Haiti – health (ISAVEH)		24 339
Personal identification and registration system (PIRS) and migration assessment – Costa Rica		22 517
Strengthening Peruvian capacity to fight trafficking in high-risk situations in informal mining and logging activities		21 100
Logistical assistance in the Federated States of Micronesia and the Marshall Islands		19 914
Training on counter-trafficking for international law enforcement academies (ILEA)		15 833
Assistance to victims of trafficking in the tri-border area between Argentina, Brazil and Paraguay		15 710
Support for the commission for the resolution of real property disputes (CRRPD) – Iraq		10 831
Emergency shelter assistance: Shelter and non-food items support and free trucking programme – Pakistan		10 470
Strengthening state border guard service of Ukraine: A risk and criminal analysis training system		8 846
Continuation of training on counter-trafficking at international law enforcement academies (ILEA)		5 831
Strengthening government capacity to provide assistance to victims of trafficking in Indonesia		5 324
Prevention of trafficking in persons during the 2010 FIFA world cup in South Africa		4 305
Supporting the study of migration and development at universities – Czech Republic		3 887
Emergency winterization assistance and capacity-building in Afghanistan		3 866
Shelter and non-food items support, temporary settlements support unit and district focal points		1 507
Support programme for former combatant children – Colombia – net of subsequent refund		(17 220)
Women's memories of war, peace and resistance: Case studies from the northern coast of Colombia – refund		(47)
Internally displaced persons and peace grant follow-up – Colombia – refund		(4 078)
Conference on protection of unaccompanied and separated children – Virginia, United States – refund		(6 591)
Preventing trafficking in persons and protecting victims of the trade in Angola – refund		(6 649)
Combating trafficking in persons in Afghanistan: Capacity-building for the Ministry of Interior – refund		(14 410)
Prevention and response to gender-based violence – Colombia, Panama, Bolivarian Republic of Venezuela and Ecuador – refund		(23 851)
Emergency assistance programme across Colombian border with Ecuador, Panama and the Bolivarian Republic of Venezuela – refund		(24 063)
Proposal and operational guidelines on migration, asylum and refugees (IGC) – refund		(38 207)
Emergency assistance programme across the Colombian border with Ecuador, Panama and the Bolivarian Republic of Venezuela – refund		(55 036)
Funds received in 2011 – to be allocated		812 468
Total: United States of America – Unearmarked and earmarked	1 183 049	376 367 517

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
URUGUAY		
Funds received in 2011 – to be allocated		30 000
Total: Uruguay – Earmarked		30 000
Subtotal: MEMBER STATES	2 167 022	917 776 315
NON-MEMBER STATES		
CHINA		
Training on the use of tools to identify victims of trafficking for law officers, Macao, China		7 506
Total: China – Earmarked		7 506
ICELAND		
Resettlement of quota refugees to Iceland (QRR)		8 286
Total: Iceland – Earmarked		8 286
INDONESIA		
Towards sustainable economic growth for displaced groups, Bener and Tengah districts, Indonesia		863 705
Preparation costs for AEDFF project in Aceh province, Indonesia		110 070
Combating human trafficking through government and civil society partnerships – Indonesia		11 972
Total: Indonesia – Earmarked		985 747
KUWAIT		
Kuwait initiative: IOM Kuwait office and operations		515 750
Training course for law enforcement officials of Kuwait on human trafficking		61 365
Countering trafficking through prevention and reintegration in An Giang and Mekong Delta in Viet Nam		47 250
Conference on human rights international conventions, immigration organization and counter-trafficking – Kuwait		20 000
Total: Kuwait – Earmarked		644 365
UNITED ARAB EMIRATES		
Temporary contractual employment from India and the Philippines to the United Arab Emirates – refund		(214 033)
Total: United Arab Emirates – Earmarked		(214 033)
Subtotal: NON-MEMBER STATES		1 431 870
UNSC RESOLUTION 1244-ADMINISTERED KOSOVO		
Community stabilization programme (EU-CSP) – UNSC resolution 1244-administered Kosovo		141 335
Subtotal: UNSC RESOLUTION 1244-ADMINISTERED KOSOVO		141 335
EUROPEAN COMMISSION		
Humanitarian assistance, including evacuation assistance to migrants affected by the crisis in Libya		23 125 969
Civilian police capacity-building in Afghanistan		12 135 919
National police reform and human resource management – Democratic Republic of the Congo – phase III		7 155 864
Stabilizing communities and enhancing migration management for smooth transitions in Egypt, Tunisia and Libya		6 261 843
Shelter support for flood-affected population in Khyber Pakhtunkhwa, Sindh and Punjab Provinces – Pakistan		5 256 242
Humanitarian support for Chadian returnees and third-country nationals who fled Libya		3 994 294
Integrated migration programming: Locating, assessing and assisting returnees and internally displaced persons in South Sudan		2 837 653
Beautiful Kosovo project for the benefit of marginalized groups in targeted communities		2 584 355
Improving electoral environment, security and stability in Kinshasa, Democratic Republic of the Congo		2 419 313
Funds received in 2011 – to be allocated		2 389 953
Return and reintegration in UNSC resolution 1244-administered Kosovo – phase III (EU-RRK III)		2 065 957
Regional assisted voluntary return and reintegration programme for stranded migrants in Libya		2 063 733
Combating irregular migration and establishing a border management system in the United Republic of Tanzania, Malawi, Mozambique and Zambia		1 776 177

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
EUROPEAN COMMISSION (continued)		
Regional assisted voluntary return and reintegration programme for stranded migrants in Egypt and Libya (RAVEL)		1 774 725
Emergency shelter and cluster coordination support for the flood-affected population of Pakistan		1 641 587
Support for national police to implement the community policing strategy – Indonesia		1 621 147
Promoting better management of migration in Nigeria		1 615 333
Protection and safe water for exposed and vulnerable households in cyclone Giri-affected areas – Myanmar		1 390 748
Surviving and recovering from disaster and displacement – Ethiopia (SARDD)		1 371 429
Community livelihood support project in the Ampara district – Sri Lanka		1 197 129
Emergency and unmet humanitarian needs in communities highly affected by displacement crises – Zimbabwe		1 162 791
Migration for development in the Western Balkans (MIDWEB)		1 024 971
Facilitating assisted voluntary return and reintegration (SIREADA) – Russian Federation and Ukraine		1 016 277
Support for border management in Mauritania		1 011 931
EU migration and development component – Republic of Moldova mobility partnership		937 315
Empowering the government and civil society in Yemen to address mixed migration		887 967
Improved education and training of the population to include potential migrant workers – Kyrgyzstan		887 112
Community stabilization programme (EU-CSP) – UNSC resolution 1244-administered Kosovo		833 810
Independent network of labour migration and integration experts (LINET) – Belgium		826 867
Support for the consolidation of police reform in Aceh		824 547
Best practices on collecting and sharing labour migration data		806 985
Emergency assistance to internally displaced persons in Côte d'Ivoire		801 144
Emergency assistance to typhoon-affected families in region 10 – Philippines		746 667
Emergency relief assist to typhoon and flood-affected population in regions 2 and 3 – Philippines		746 667
Supporting regional integration through improved migration management in Central America		681 953
Regional programme and dialogue on facilitating safe and legal migration from South Asia		680 616
Enhancing the health status of uprooted people and host communities in Mon State, Myanmar		570 318
Regional assisted voluntary return and reintegration programme for stranded migrants in Libya and Morocco		567 845
Technical assistance for EU support to the Philippine justice system		511 136
Support for the reform and management of the Congolese national police – phase II – Democratic Republic of the Congo		500 712
Improving local organizations to protect victims of political violence and internally displaced persons through protection monitoring – Zimbabwe		496 355
Models for integration and prevention of exclusion: Empowering migrant youth – IYouth, Finland		467 655
Locating, assessing and assisting returnees and emergency displaced in southern Kordofan, Sudan		460 165
Support for Georgian authorities to implement the EU readmission agreement		459 184
Linking in EU resettlement – connecting (local) resettlement practitioners – Belgium		436 564
Enhancing aid efficiency in Darfur through registration and verification of beneficiaries – Sudan		426 667
European migration network: National contact point for Austria		389 686
Improving the quality of guardianship and care for unaccompanied minor asylum-seekers in Central European countries		323 816
Preparedness for and control of communicable disease of epidemic and life-threatening proportions among internally displaced persons – Indonesia		296 296
Provision of technical assistance for the referendum and related processes in Sudan		290 874
Technical cooperation and capacity-building for Ukraine and the Republic of Moldova (GUMIRA)		243 410
Capacity-building and training to assist South Africa to prevent and react to human trafficking		239 056
Integrated programme for the enhancement of transit and prevention of irregular migration in Tunisia (DOME)		230 388
Reinforcing the state border guard service of Ukraine		229 595
Camp management support and emergency non-food items distribution for flood-affected families in Camarines Sur, Philippines		219 479
Geological disasters emergency response – Mentawai Islands and Mount Merapi, Indonesia		199 890
European migration network: National contact point for Lithuania (2011)		194 761
Transitional shelter and livelihood support: Typhoon-affected displaced persons – Philippines		180 741
European migration network: National contact point for Slovakia		165 951
Addressing migration and human trafficking in Viet Nam: Capacity-building and technical assistance		153 940
Shelter repair and livelihood rehabilitation support to typhoon-affected populations in Cagayan, Philippines		139 904
Provision of housing and income-generation support to refugees and internally displaced persons – Serbia		128 481
Independent network of labour migration and integration experts (I-LISNET) – Belgium		116 438
Reducing vulnerability of internally displaced persons in relation to public health risks in priority camps – Port-au-Prince, Haiti		114 123

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
EUROPEAN COMMISSION (continued)		
Camp management support and non-food items distribution to flood-affected families in Cotabato, Philippines		114 123
Strengthening the role of civil society in eliminating human trafficking in Zimbabwe (ROCSE)		112 682
Development of administrative mechanisms of readmission agreements for migrants in the Russian Federation – net of subsequent refund		97 642
Provision of housing and income-generation support to refugees and internally displaced persons – Serbia		95 254
Integration: A multi-faith approach – Europe		94 739
Response to internally displaced persons in Gambella through improved data collection and direct assistance – Ethiopia		88 983
Assistance to improve capacities in the fight against organized crime and human trafficking – Skopje		87 491
Raising awareness on unaccompanied minors' rights		77 708
Enhancement of the management of the Russian Federation border checkpoints		73 781
Cholera emergency surveillance and response in 10 affected border areas		60 566
Assisting internally displaced persons to return to communities of origin in Maguindanao, Philippines		59 259
Humanitarian assistance and protection for communities highly affected by internal displacement – Zimbabwe		43 899
Supporting migration management in Montenegro		37 466
Combating irregular migration in Albania and the wider region – Support for readmission		27 333
European migration network: National contact point for Slovakia (2010)		22 593
EU election observation mission to Sudan – phase II (2010–2011)		18 603
Assistance to dependants of integrated brigades in the Democratic Republic of the Congo		14 634
EU election observation mission to Sudan 2010		7 482
Harmonizing standards for the voluntary return of irregular migrants in Central European member states – net of subsequent refund		5 468
Increasing public health safety along the new Eastern European border (PHBLM)		4 224
Protection and monitoring of returnees and internally displaced persons registration in Darfur, Sudan		3 822
Facilitating a coherent migration management approach in Ghana, Nigeria, Senegal and Libya		2 811
Return home – refund		(1 775.62)
European migration network: National contact point for Lithuania – refund		(8 080)
Improving information on remittance corridors and development through regional dialogue in South-East Asia and Europe – refund		(11 015)
Migration management and assistance for returning labour migrants – Sri Lanka – refund		(15 727)
Voluntary assisted repatriation and return for irregular vulnerable Nigerians in Ireland and the Netherlands		(45 766)
Transport and logistical assistance for refugees from the Democratic Republic of the Congo returning from Zambia – refund		(50 060)
Assisted voluntary return of irregular migrants with reintegration assistance for vulnerable returnees 2006–2007 – refund		(115 788)
Enhanced and integrated approach to information on return and reintegration in countries of origin – net of subsequent refund		(143 096)
Capacity-building for migration management in China – refund		(339 009)
Support to Afghanistan provincial governance – refund		(990 113)
Subtotal: EUROPEAN COMMISSION		106 740 553
UNITED NATIONS ORGANIZATIONS		
CAPE VERDE TRANSITION FUND		
Migration House in Cape Verde		97 927
Total: Cape Verde Transition Fund – Earmarked		97 927
CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND		
Return of highly vulnerable and stranded internally displaced persons from Khartoum to South Sudan		6 491 958
Emergency assistance for stranded returnees in South Sudan		4 491 389
Assistance including evacuation of migrants affected by the crisis in Libya and stranded in Niger		2 574 869
Life-saving response to the cholera outbreak in internally displaced persons camps and high-risk spontaneous sites – Haiti		1 997 860
Emergency assistance to conflicted-affected internally displaced persons in South Sudan		1 850 973
Emergency evacuation assistance to third-country nationals stranded at the Libyan border with Tunisia		1 801 078
Emergency shelter support to the most vulnerable population of Sindh following the 2011 floods – Pakistan		1 500 043
Camp coordination and management and non-food items distribution support to flood-affected central Mindanao		1 499 985
Emergency assistance to stranded African migrants in Haradh, Yemen		1 270 465

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND (continued)		
Emergency shelter assistance to typhoon-affected families in region 10, Philippines		1 000 025
Emergency shelter and non-food items assistance to internally displaced person households in Khyber Pakhtunkhwa, Pakistan		1 000 003
Emergency rehabilitation assistance to storm-affected schools – Zimbabwe		977 054
Emergency assistance to internally displaced persons from Abyan governorate – Yemen		884 770
Support to drought-affected pastoral communities in Borena zone, Oromiya region, Ethiopia		800 000
Provision of semi-durable shelter and water sanitation to internally displaced persons, returnees and communities – Côte d'Ivoire		750 100
Multi-sector assistance to internally displaced persons in Ethiopia		749 999
Life-saving care for acute malnutrition in drought-affected areas – Zimbabwe		666 996
Emergency livelihood restoration for vulnerable communities in drought-affected areas in Matebeleland, Zimbabwe		600 000
Life-saving assistance through provision of non-food items to flood-affected households – Sri Lanka		600 000
Delivery of life-saving care for acute malnutrition – Zimbabwe		529 187
Rapid relief assistance and psychosocial support to earthquake-displaced households in eastern Turkey		503 542
Continued life-saving humanitarian assistance for refugees and asylum-seekers – Zimbabwe		500 532
Provision of emergency assistance to the most vulnerable internally displaced persons in Zimbabwe		500 002
Shelter assistance for returnees in Mullaitivu district, Sri Lanka		500 000
Supporting host communities affected by the 2011 drought and spillover effects of the massive refugee influx in north eastern Kenya		399 988
Camp management support and service provision to internally displaced persons in western Côte d'Ivoire and around Abidjan		365 766
Providing and improving emergency shelter and non-food items to displaced families in La Paz, Plurinational State of Bolivia		353 742
Rapid humanitarian assistance to flood-displaced households in Cambodia		342 379
Establishing basic living and sanitary shelters for those affected by tropical depression E-12 – Guatemala		321 723
Support for collective centre for management, shelter and non-food items for internally displaced persons – El Salvador		303 950
Emergency and basic livelihoods restoration for vulnerable populations in drought-prone areas – Zimbabwe		299 937
Life-saving response for stranded refugees, asylum-seekers and irregular migrants in Cabo Delgado		275 370
Life-saving primary, maternal and child health care for disease prevention and control for movement-affected populations – Myanmar		269 714
Life-saving humanitarian response for refugees and asylum-seekers – Zimbabwe		250 000
Life-saving evacuation of the most vulnerable third-country nationals from conflict areas in the Syrian Arab Republic		247 421
Shelter assistance for returnees in Mullaitivu district – Sri Lanka		199 995
Health assistance to families in conflict-affected areas and displaced persons in Mindanao, Philippines		186 983
Livestock for refugee-hosting communities affected by protracted and extreme climatic conditions in Kenya		180 001
Support for collective centres, shelter and non-food item distribution for flood-affected population in Nicaragua		179 386
Assistance to strengthen preparedness and response to diarrhoea outbreaks in drought-affected areas of Turkana		115 373
Transportation and medical assistance for asylum-seekers and refugees fleeing to Ghana and Côte d'Ivoire		104 802
Emergency medical referral care and public health outreach in flood-affected districts in Sri Lanka		100 000
Emergency medical referral care for the northern provinces of Sri Lanka		97 691
Total: Central Emergency Response Fund – Earmarked		38 635 051
COMMON HUMANITARIAN FUND FOR SUDAN		
Emergency provision of water, sanitation and hygiene supplies and services – South Sudan		2 655 230
Emergency non-food items and emergency shelter for vulnerable populations in South Sudan		2 522 025
Facilitating the sustainable return of vulnerable and stranded internally displaced persons – Sudan		2 406 858
Humanitarian common transport services in South Sudan		1 970 000
Onward transportation assistance from Kosti transit centre (OTAK) – Sudan		1 698 984
Emergency non-food items and emergency shelter to vulnerable populations in South Sudan		1 625 000
Return and reintegration protection monitoring – Sudan		1 215 012
Tracking of returnees and newly displaced in South Sudan		1 201 830
Provision of water, sanitation and hygiene supplies to persons in areas with high levels of returns in South Sudan		893 000
Humanitarian common transport services in South Sudan		822 060
Non-food items common pipeline – transportation – Sudan		607 580

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
COMMON HUMANITARIAN FUND FOR SUDAN (continued)		
Transportation assistance for vulnerable and stranded returnees from Sudan to South Sudan		406 937
Returnee absorptive capacity assessments of villages in the transitional areas – Sudan		350 000
Tracking of returnees and the newly displaced in the transitional areas – Sudan		350 000
Population tracking and village assessments in north and south Darfur – Sudan		350 000
Population tracking and village assessments in north and south Darfur – Sudan		300 000
Preparing the return: Internally displaced persons aid and beneficiary registration management in north, south and west Darfur – Sudan		247 042
Transportation for the non-food items common pipeline – Sudan		220 686
Emergency health assistance in Western Equatoria State, South Sudan		200 000
Emergency health assistance in Warrab, South Sudan		200 000
Access to water, sanitation and hygiene for vulnerable communities in areas with high levels of returns – Sudan		200 000
Coordination of non-food items and emergency shelter related to displaced persons in South Sudan		115 350
Total: Common Humanitarian Fund for Sudan – Earmarked		20 557 594
DRC POOLED FUND		
Rehabilitation of schools in Kungu – refund		(1 443)
Rehabilitation of the Moba–Pepa–Selemebe road – refund		(12 227)
Total: DRC Pooled Fund – Earmarked		(13 670)
FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS		
Soil conservation project for vulnerable communities in the districts of Gonaives, Haiti		31 500
Soil conservation project for the vulnerable communities in the district of Petit Goave, Haiti		28 500
Total: Food and Agriculture Organization of the United Nations – Earmarked		60 000
INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION		
Effective governance of labour migration and its skill dimensions – Ukraine		39 505
UNDP/Spain MDG Achievement Fund: Thematic window for youth, employment migration – National report on youth and migration		20 000
Total: International Labour Organization – Earmarked		59 505
INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION		
Situation report on international migration in Thailand: 2007 update		5 000
Total: International Telecommunication Union – Earmarked		5 000
JOINT UNITED NATIONS PROGRAMME ON HIV/AIDS		
Joint programme of support on AIDS in Kenya		115 000
Reducing vulnerability of female migrants to sexually transmitted infections and HIV/AIDS through awareness-raising advocacy – Bangladesh		93 422
HIV vulnerability among at-risk populations in Ghana and along selected transport corridors		73 500
Strengthening miners' access to health in highly mobile communities – Mozambique		73 500
Implementation of HIV/AIDS prevention in receiving communities in migration corridors of return in Angola		50 516
Knowledge, attitude and practice survey on HIV and mobility in Mon State – Myanmar		49 220
Strengthening the capacity of key stakeholders in HIV vulnerabilities of Pakistani migrant workers		39 375
HIV preventive education and services for the labour migrants – phase I – Bangladesh		22 671
Comprehensive gender-based violence service and HIV prevention for refugees and communities in Makoni, Zimbabwe		20 000
HIV hotspot mapping for hard-to-reach at-risk populations in Somalia		5 960
Total: – Joint United Nations Programme on HIV/AIDS – Earmarked		543 164
JOINT PROGRAMME OF SUPPORT ON AIDS IN UGANDA		
AIDS in Uganda – 2008		170 281
Total: Joint Programme of Support on AIDS in Uganda – Earmarked		170 281
MDG ACHIEVEMENT FUND		
Conflict prevention, social cohesion and institutional capacity-building (CPSC – HT)		1 189 870
Children, food security and nutrition in Angola (CFN)		316 815
Creating opportunities for youth employment in Sudan		316 480
Support for gender equality and women's rights in Timor-Leste		300 457
Youth employment programme in Antalya, Turkey		288 900
Youth employability and retention programme (YERP)		272 724
Conflict prevention and peacebuilding		233 705

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
MDG ACHIEVEMENT FUND (continued)		
Promotion of employment – youth labour migration		214 321
Support for national efforts for the promotion of youth employment and migration management		202 809
Youth migration – reaping the benefits and mitigating the risks – Albania		187 517
Alternatives to migration: Decent jobs for Filipino youth		181 798
Youth, labour and migration: A one-stop-shop for youth employment in Costa Rica		155 587
Support for national efforts to promote peacebuilding in southern Serbia (MDG-PPB)		125 455
Programme to address violence against women – Bangladesh		93 899
Human development for youth: Overcoming the challenges of migration through employment		92 911
Competitive development in the Brunca region of Costa Rica		76 505
Social inclusion and conflict transformation in war-affected areas of Croatia – refund		(55 197)
Total: MDG Achievement Fund – Earmarked		4 194 556
MOZAMBIQUE ONE UN FUND		
IOM actions in the social protection programme of UNDP (2011–2015) – United Republic of Tanzania		262 499
Strengthening disaster risk reduction and emergency preparedness – Pakistan		125 000
Addressing HIV vulnerability and migration within Mozambique		107 700
Disaster management programme		23 500
Total: Mozambique One UN Fund – Earmarked		518 699
OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS		
Assistance to earthquake-affected communities in Haiti		2 585 617
Emergency evacuation of Ethiopian stranded migrants from Yemen		1 624 868
Camp coordination support for camp management in Haiti		1 395 742
Emergency health care for monsoon-affected populations and strengthening the health-care system in Islamabad (2010)		500 000
Communication support for monsoon flood-affected populations in Balochistan, Punjab and Sindh, Pakistan (2010)		400 000
Life-saving interventions for rural and remote populations in response to cholera in the upper Artibonite, Pakistan		299 959
Life-saving sanitation response in priority vulnerable and internally displaced persons camps – Haiti		297 781
Support for emergency primary health care in Boqolmanyoo and Melkadida refugee camps in Ethiopia		260 000
Promoting a life-saving minimum service package on sexual/reproductive health among displacement-affected populations – Zimbabwe		100 000
Food and non-food items assistance for vulnerable flood-affected migrant worker populations – Thailand		99 967
Assessment of older people's vulnerability to crises and emergencies in Addis Ababa, Ethiopia – refund		(160)
Rehabilitation of two vital bridges (in mitwaba and manono) in the Democratic Republic of the Congo – refund		(6 450)
Addressing internally displaced persons coordination and essential non-food items and hygiene and sanitation needs – refund		(142 338)
Total: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs – Earmarked		7 414 986
PEACEBUILDING FUND		
Reinforcing the capacity of the military and justice system to protect the population from violent crimes in the Democratic Republic of the Congo		961 145
Reparation programme as part of the recommendations of the truth and reconciliation commission – Sierra Leone		450 000
Support groups using sports development and advocacy for amputees affected by displacement – Sierra Leone		100 000
Support to the judicial and penitentiary institutions of the Democratic Republic of the Congo		59 033
Improved rehabilitation, justice and security for prison inmates in Sierra Leone – refund		(4 182)
Implementation of the reparations programme as part of the recommendations of the truth and reconciliation commission – refund		(39 771)
Total: Peacebuilding Fund – Earmarked		1 526 225
UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION FOR IRAQ		
Security awareness induction training (SAIT III) – Iraq		905 164
Total: United Nations Assistance Mission for Iraq – Earmarked		905 164
UNITED NATIONS DEVELOPMENT GROUP HAITI RECONSTRUCTION FUND		
Rehabilitation of the displaced population affected by the earthquake in Haiti		9 807 400
Rehabilitation of displaced residents of the 16 quarters and 6 camps – Haiti		2 832 510
Community resource centres (component 3) for the displaced population in Haiti		2 777 930
Communication towards the rehabilitation of displaced residents of the 16 quarters and 6 camps – Haiti		962 752
Total: United Nations Development Group Haiti Reconstruction Fund – Earmarked		16 380 592

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
UNICEF		
Community-based HIV prevention and stigma reduction in Somalia under the global fund round 8 HIV grant		696 029
Improving returnee children's access to education in post-conflict areas of Equateur, Democratic Republic of the Congo		670 619
Reinforcing the capacity of the Haitian government to combat trafficking		420 300
Strengthening community involvement in education to rehabilitate communities – Iraq		314 848
Support for vulnerable and at-risk adolescents and youth under the global fund round 8 HIV grant (VARA)		305 335
Access to improved sanitation facilities for IOM T-shelter beneficiaries – Haiti		299 370
Protecting children from recruitment by illegal armed groups in Colombia		196 916
Support for the government of Zambia for action against human trafficking (PNAHT)		131 781
Transportation of refugee families from outskirts camps along the Somalia–Kenya border to newly opened camps in Dadaab		100 000
Supporting the implementation of internally displaced persons vulnerability assessment and profiling – Pakistan		99 931
Officers training, childcare and women detainees services at Bangkok immigration detention centre – phase VIII		48 606
Return and reintegration programme for children and adolescents who are victims of trafficking in Argentina		40 052
Situation report on international migration in Thailand: 2007 update		5 000
Support for national efforts for the promotion of youth employment and migration management		5 000
Total: UNICEF – Earmarked		3 333 786
UNITED NATIONS DEMOCRACY FUND		
Strengthening civil society organizations to effectively engage in peace and governance in Sierra Leone		71 558
Support for the establishment and functioning of the Lebanese national youth parliament – refund		(4 740)
Total: United Nations Democracy Fund – Earmarked		66 818
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME		
Multi-donor rapid mechanism in the Democratic Republic of the Congo		4 735 579
Strengthening capacities in disaster risk reduction and preparedness to reduce displacement – Haiti		1 980 000
Funds received in 2011 – to be allocated		697 570
Joint migration and development initiative when UNDP serves as executing entity – Belgium		191 662
Seconded staff – Brussels		185 714
Joint migration and development initiative		152 558
Humanitarian assistance for sustainable development (THASD) – United Republic of Tanzania		141 214
Migration for development in Ethiopia (2010–2011)		94 000
Assisted return of displaced persons from Champs de Mars after the earthquake in Haiti (RDPC)		81 701
Mainstreaming migration into the national development strategy in Ghana		68 213
Organization of a study tour for a Tajik delegation in the Russian Federation		9 765
Support for inter-agency review of protection from sexual exploitation and abuse (PSEA) – refund		(14 813)
Responding to HIV/AIDS in communities of return and absorption in Angola (RHAC) – refund		(28 601)
Total: United Nations Development Programme – Earmarked		8 294 562
UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION		
Rehabilitation of karez systems in Iraq		175 000
Total: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization – Earmarked		175 000
UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS (OFFICE OF THE)		
Provision of emergency transportation and shelter in the Ifo extension camp – Kenya		1 216 295
Situation report on international migration in Thailand: 2007 update		2 500
Total: United Nations High Commissioner for Human Rights (Office of the) – Earmarked		1 218 795
UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (OFFICE OF THE)		
Repatriation of Angolan refugees from Mayukwayukwa and Meheba settlements – Zambia		1 282 296
Protection within broader migration flows – Angola		1 004 204
Repatriation assistance for Angolan refugees in the Democratic Republic of the Congo – 2011 – phase II		681 858
Voluntary repatriation of refugees from Yemen (VRRE)		284 302
Funds received in 2011 – to be allocated		213 574
Transportation assistance to third-country nationals and returning Liberian migrants (RLN)		150 000
Transportation to countries of resettlement or transit of refugees from various countries (TRTR)		109 825
Emergency response to internally displaced persons in Khartoum		104 738
Voluntary repatriation of refugees from South Africa		85 851
Cross-border cooperation process in Ukraine		10 463
Global movement project (GMP Pretoria)		7 404

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (OFFICE OF THE) (continued)		
Repatriation from Kenya		5 541
Voluntary repatriation of refugees from the Russian Federation		2 250
Protection of lands and property of the displaced population – phase III (PLPDP 2010) – net of subsequent refund		448
Asylum management in Greece – refund		(62)
Movements from Africa to Denmark (MFAD)		(1 202)
Assisted voluntary return and reintegration support – Tunisia – refund		(3 748)
Construction of refugee shelters – Kenya – refund		(12 245)
Total: United Nations High Commissioner for Refugees (Office of the) – Earmarked		3 925 497
UNITED NATIONS INSTITUTE FOR TRAINING AND RESEARCH		
Workshop on migration profiles: Developing evidence-based migration and development policies (New York) – net of subsequent refund		6 168
Total: United Nations Institute for Training and Research – Earmarked		6 168
UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME		
Capacity-building on community stabilization for Afghan victims of injustice through infrastructure programmes		1 442 400
Multi-stakeholder cooperation to fight trafficking in countries of origin and destination – Austria		340 000
Countering human trafficking in Rwanda – phase I		237 521
Comprehensive programme to counter and reduce trafficking in persons along the Bolivian–Argentine border		83 550
Total: United Nations Office on Drugs and Crime – Earmarked		2 103 471
UNITED NATIONS OFFICE FOR PROJECT SERVICES		
Community-based artemisinin resistance containment for the mobility-affected community in Myanmar		600 000
Business development service for the benefit of youth, women, displaced persons, among others – Iraq		500 000
Construction of houses in the east region of the Democratic Republic of the Congo		478 996
Post-Nargis recovery and emergency preparedness plan for health (PONREPP)		420 277
Malaria, tuberculosis, HIV/AIDS prevention, diagnosis and treatment or care and support for migrants		400 000
Joint initiative on maternal, newborn and child health – Myanmar		348 158
Post-Nargis recovery and emergency preparedness plan for health (PONREPP)		313 493
Joint initiative on maternal, newborn and child health – Myanmar		235 294
Sustainable waste management initiative for a healthier tomorrow in Serbia		37 390
Total: United Nations Office for Project Services – Earmarked		3 333 607
UNITED NATIONS POPULATION FUND		
Increasing displaced youths' competitiveness and opportunities – Uganda		215 174
Intraregional migration data and research management		80 000
Strengthening regional institutions to conduct relevant research on regional and national agendas – net of subsequent refund		20 300
Developing policies favouring migrant children at social risk at the regional level – El Salvador – net of subsequent refund		6 929
Situation report on international migration in Thailand: 2007 update		5 000
Total: United Nations Population Fund – Earmarked		327 404
UN-WOMEN		
Domestic workers: interface of migration and development: Action to expand good practice – Jamaica		71 836
Implementation of workshop of DEMO-DC Officials informing migrants about safe migration – Bangladesh		6 024
Total: UN-Women – Earmarked		77 860
UNDP PROJECT CLEARING ACCOUNT		
South Sudan referendum out-of-country registration and voting – (UN basket fund)		6 687 036
Sudan disarmament, demobilization and reintegration programme		3 815 240
Enhancing national capacities in conflict mapping, analysis and transformation in Sudan		3 408 694
Support for South Sudan referendum project – net of subsequent refund		1 887 788
Qualified expatriate Somali technical support – Migration for development in Africa		1 492 164
Support for elections and democratic processes – Sudan		550 368
Support to the South African government to strengthen communities of diversity and peace		464 734
Support to the judicial and penitentiary institutions of the Democratic Republic of the Congo		463 190
Strengthening a supportive environment to prevent, treat, care and contain HIV in migrant populations		399 690
Mobilizing local resources for community development for labour migrants in the Sughd province, Tajikistan		368 901

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
UNDP PROJECT CLEARING ACCOUNT (continued)		
Assessing migration flux and construction of administrative buildings in Equateur province – Democratic Republic of the Congo – net of subsequent refund		367 317
Crisis, recovery, mapping and analysis project to reduce conflict over natural resources among displaced populations – South Sudan		345 512
Assessing migration flux and construction of administrative buildings in north Kivu province – Democratic Republic of the Congo – net of subsequent refund		263 811
HIV/AIDS national capacity-building and awareness-raising activities in Bosnia and Herzegovina		200 797
Disarmament, repatriation, reintegration and resettlement of combatants through radio programmes – Democratic Republic of the Congo		155 567
Construction projects in the Democratic Republic of the Congo		134 251
Support in Sudan to track population movements – net of subsequent refund		115 796
Support for Congolese police in preventing population displacement – Democratic Republic of the Congo		54 397
Support for the independent election commission for the voter registration update in Afghanistan		46 958
Funds received in 2011 – to be allocated		41 015
Strengthening local response and management of risks of seismic events – Dominican Republic		40 875
Support to the early recovery working group for the population displaced by floods – Pakistan		20 357
Tools for two-way beneficiary communication – Haiti – net of subsequent refund		6 825
Total: UNDP Project Clearing Account – Earmarked		21 331 283
UNITED NATIONS STABILIZATION MISSION IN HAITI		
Rehabilitation and improvement of urban environments		4 002 680
Rehabilitation of infrastructure and improvement of urban environment to mitigate violence in Haiti		1 447 017
Rehabilitation of displaced population through infrastructure projects (2011) – Haiti		186 972
Reconstruction of the regional office of the national bureau of water and sanitation – Haiti		80 000
Creation of a multi-purpose centre in Grand Goave, Haiti		80 000
Rehabilitation of the displaced population through an infrastructure project, St Marc, Haiti		78 990
Rehabilitation of infrastructures and improvement of environments to mitigate violence – Haiti – phase II		9 680
Total: United Nations Stabilization Mission in Haiti – Earmarked		5 885 339
UNITED NATIONS TRUST FUND FOR HUMAN SECURITY		
Protecting and empowering displaced victims of trafficking in Indonesia (EMPOWER)		601 414
Protection and empowerment of victims of human trafficking – Republic of Moldova		307 308
United Nations joint programme on integrated highland livelihood development in Thailand		212 320
Total: United Nations Trust Fund for Human Security – Earmarked		1 121 042
WORLD FOOD PROGRAMME		
Karamoja food security and community stabilization programme for vulnerable and poor households – Uganda		1 366 600
Watershed rehabilitation for the disaster-affected population of Petite Riviere des Bayonnais – Haiti		1 281 260
WFP beneficiary re-verification project for internally displaced persons in Darfur, Sudan – net of subsequent refund		502 721
WFP-WASH cash for work for internally displaced persons in camp maintenance in Haiti		466 220
Karamoja food security and community stabilization programme – Uganda		308 731
Emergency humanitarian assistance to mobile and vulnerable populations – Zimbabwe		116 778
Rehabilitation of the Sake-Masisi road, north Kivu province, Democratic Republic of the Congo		116 771
Emergency humanitarian assistance to mobile and vulnerable populations in Zimbabwe – net of subsequent refund		92 047
Joint nutrition and livelihoods programme for people living with HIV in Mon State, Myanmar		20 258
Nutritional support to vulnerable HIV/tuberculosis patients – protracted relief and recovery operation – Myanmar		19 393
Nutritional support to HIV and tuberculosis patients in IOM's integrated migration health project – Myanmar		14 973
WORLD FOOD PROGRAMME (continued)		
Funds received in 2011 – to be allocated		4 012
Humanitarian assistance to returned migrants from Botswana		3 294
Emergency humanitarian assistance to internally displaced persons – food for assets – Zimbabwe		1 644
Total: World Food Programme – Earmarked		4 314 702
WORLD HEALTH ORGANIZATION		
Community-based tuberculosis control interventions (screening, diagnosing and treatment) – Myanmar		338 950
Increasing active tuberculosis case detection for returned irregular migrants at Poi Pet border, Cambodia		191 515
Facilitating tuberculosis control for hard-to-reach populations in Savannakhet and Champasak provinces – Lao People's Democratic Republic		118 984

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
WORLD HEALTH ORGANIZATION		
Improved tuberculosis case detection via GeneXpert among hard-to-reach populations, including migrants – Nepal		115 053
Increasing tuberculosis case detection in vulnerable populations in north Thailand via community mobilization		102 048
Strengthening active case detection and management of tuberculosis among returned migrants in Cambodia		69 678
Total: World Health Organization – Earmarked		936 227
WORLD INTELLECTUAL PROPERTY ORGANIZATION		
Seconded staff – Geneva		160 544
Total: World Intellectual Property Organization – Earmarked		160 544
Subtotal: UNITED NATIONS ORGANIZATIONS		147 667 177
PRIVATE SECTOR		
Chemonics – Facilitating housing solutions for voluntary returns – Haiti		964 019
Fondo de Prevención Vial – Civic education and reintegration activities for former combatants (CERA)		534 719
University of Uruguay – Cooperation agreement with the university of Uruguay		520 101
Argos Foundation – Reintegration and community development programme in Colombia (RCDP)		335 944
Fundación Carcafé – Sustainable development programme for Nariño coffee grower families who are victims of armed conflict		323 875
University of Lanus – Technical cooperation among developing countries (TCADC)		295 650
Fundación Semana – Community-oriented reintegration of former combatants (COREC)		215 054
Emerging Markets Group – Improved utilization, tracking and understanding of remittances – Bangladesh		213 732
Soros Foundation – Restoration and reinstatement of property identification documents in the south of Kyrgyzstan		200 192
Consorzio Connecting People – Nautilus: From reception to integration – Italy		161 354
Colegio Euroamericano – Management of funds to transfer qualified human resources and humanitarian mobilization		155 360
Fondation d'Harcourt – Recreational and psychosocial counselling centre for conflict-affected families in Baalbeck, Lebanon		123 585
GRM International Ltd – Minimizing the social exclusion of mobile and vulnerable persons in Zimbabwe		122 583
Chemonics – Cholera prevention and distribution of Chimen Lakay newspaper for vulnerable persons in internally displaced persons camps – Haiti		98 000
Humanity United – Liaison, coordination and tracking of displacements – Abyei area		80 556
University of Newcastle – Exploring livelihood options for trafficked women in Nepal		78 909
Läkarmissionen – Capacity-building for medical and psychosocial care of victims of trafficking – Republic of Moldova		73 126
AICCRE – Italian networking for voluntary repatriation assistance – Italy		58 559
Zakat – Libya evacuation stabilization project		50 000
MacArthur Foundation – World migration report 2011 (MacArthur Foundation fund)		50 000
Mohammed bin Rashid Al Maktoum Charity – Libya evacuation stabilization project		42 029
MacArthur Foundation – Travel and visa services for the GFMD – Mexico		40 659
Regents of the University of California – Sexually transmitted diseases survey of mine workers in Mozambique		38 921
Fundación la Caixa – Training and job placement scholarships for young unaccompanied persons – Spain		38 342
AmeriCares Foundation – Health referrals, transfer and hospital discharge for the flood-affected population – Pakistan		35 000
Syracuse University – Student mobility programme for Syracuse University abroad in Ghana		31 300
Ronald A. Chisholm Ltd – Selection, preparation and mobilization of migrant workers for companies – Quebec, Canada		24 239
AICCRE-NIRVA – Italian networking for voluntary repatriation assistance – phase II		21 594
Charles University – Supporting the study of migration and development at universities – Czech Republic		19 295
GRM International Ltd – Health assessment programme – Australia (self-payer)		18 852
Private donation – Donations for a counter-trafficking programme in the Republic of Moldova		18 315
UHI Millennium Institute – European development opportunities in rural areas (EDORA)		13 421
Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute – Central European forum for migration research		13 019
Kom-Pas-Gent – Integration dialogue in religious communities in Finland, Denmark, France, Germany, Latvia, Lithuania, Spain		11 445
Círculo Africano – Integration dialogue in religious communities in Finland, Denmark, France, Germany, Latvia, Lithuania, Spain		10 160

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
PRIVATE SECTOR (continued)		
Blue Blindfold- Return and reintegration of victims of trafficking originating from EU/EEA countries of origin - United Kingdom		10 138
Associazione Microfinanza e Sviluppo - Feasibility study on microcredit options for international protection holders - Italy		10 015
Egypt Aid - Libya evacuation stabilization project		10 000
One is Greater Than None - Partnership project to support trafficked children in Ghana		10 000
ERSTE Foundation - Migrants in the spotlight: Training and capacity-building media representatives and students - Hungary		9 576
Consorzio Connecting People - NEXT project: Support to asylum-seekers - Italy		9 519
CREADEL - Recreational and counselling centre for families in Baalbeck (DARI 2010)		7 200
Prudhomme International - Integration of skilled and low-skilled migrant workers and their families in Canada		7 024
Private donation - Funds received in 2011 - to be allocated		6 540
National Institute for Health and Welfare - IOM Helsinki service fee project		5 714
Tehy - IOM Helsinki service fee project		5 658
Fundación la Caixa - Economic development for vulnerable migrants seeking job opportunities - Spain		5 288
Freiplatzaktion Zürichsoziales Thun direktion sozial - Reimbursable movements to/from Switzerland		4 353
Soros Foundation - Migrants in the spotlight: Training and capacity-building for media representatives and students - Hungary		3 536
Centre for Independent Journalism - Migrants in the spotlight: Training and capacity-building for media representatives and students - Hungary		3 326
Greek businessmen - Supporters of anti-trafficking initiatives (SATI)		3 308
Private donation - Sponsorship of 200 trafficked children in Ghana		3 183
German school - service fees from return and transit assistance provided by IOM Tripoli		2 824
Orchid Cellmark Ltd - Consular support services for New Zealand		2 555
Etude Schallenberger - Reimbursable movements to/from Switzerland		1 667
Service d'aide Juridique - Reimbursable movements from/to Switzerland		1 639
Private donation - Partnership project to support trafficked children in Ghana		1 220
Subtotal: PRIVATE SECTOR		5 156 192
OTHER ORGANIZATIONS		
American Red Cross - Stabilization and support for earthquake-affected internally displaced persons in Haiti (SHCSE)		5 218 105
World Bank - Access to finance and capacity-building for earthquake-affected microenterprises and small enterprises - Indonesia		2 347 360
World Bank - Protection of lands and property of the displaced population - phase III (PLPD 3 - WB) - Colombia		2 165 661
ACP Observatory on Migration - DEVCO - Intraregional migration data and research management		1 845 379
American Red Cross - Humanitarian evacuation assistance for migrants of third-country nations affected by the east Japan earthquake		1 000 000
Colombian Red Cross - Prevention of displacement and provision of education services through infrastructure rehabilitation in Colombia		887 752
NATO Trust Fund - Assistance for resettlement of discharged ministry of defense personnel in Bosnia and Herzegovina		749 679
The Global Fund to fight AIDS, Tuberculosis and Malaria - Strengthening STOP TB strategy in 46 high-priority municipalities of Colombia		603 801
Save the Children- HIV prevention, care and treatment in Thai-Myanmar border communities		582 384
Saudi Charity Campaign - Construction of exemplary housing in Sri Lanka		537 372
Save the Children - Intensified malaria control in Thai-Myanmar border communities		530 919
Save the Children - Scaling up of tuberculosis control in Thai-Myanmar border communities		476 853
NATO Trust Fund - Assistance to redundant military personnel within the scope of defence sector reform in Serbia		459 618
International Center for Human Development (IChD) - Strengthening evidence-based management of labour migration in Armenia		412 357
CARICOM - Sanitation and hygiene in Haiti to combat the cholera epidemic among the displaced population		315 292
Croix-Rouge Genevoise - Project between IOM Bern and the Croix-Rouge Genevoise - AVRRI - phase III		289 231
TradeMark East Africa - Enhancing the capacity of the East African community to harmonize migration management		274 351
Swedish Red Cross - Resettlement cases to Sweden - refugees from the Middle East and Africa (RMEA)		242 506
Croix-Rouge Genevoise - Assisted voluntary return and reintegration of irregular migrants in Geneva		226 122
International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies - Strengthening reintegration and rehabilitation of human trafficking victims in Belarus, the Republic of Moldova and Ukraine		203 497

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
OTHER ORGANIZATIONS (continued)		
Croix-Rouge Genevoise – Joint pilot project on assisted voluntary return and reintegration		196 317
Danish Refugee Council – Contribution to the development of an effective response to mixed migration in the Horn of Africa and Yemen		166 963
International and Ibero-American Foundation for Administration and Public Policies (FIIAPP) – Strengthening the capacity of the office of the vice-president on policymaking and monitoring of vulnerable populations		143 062
Eurasian Economic Community – HIV prevention among labour migrants in the Central Asia region – Kazakhstan		141 309
Soroptimist International – Prevention of trafficking in women in the Republic of Moldova		139 496
ANESVAD Foundation – Study on trafficking, exploitation and abuse in the Greater Mekong Subregion (STEAM) – Thailand		134 570
International Trust Fund (ITF) – Socio-economic reintegration programme for mine victims in Georgia		115 075
CANADEM – EU election observation mission to Sudan – phase II (2010–2011)		102 817
Family Health International – Capacity-building on HIV and drug-related issues for returnee labour migrants		66 392
American Bar Association (ABA) – Public service campaign against xenophobia and racism in Ukraine		55 243
World Bank – Assistance to support the programme of transport infrastructure and sustainable development – Argentina		52 615
Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces – Funds received in 2011 – to be allocated		49 823
Institut de recherche pour le développement (IRD) – CIDESAL project		42 296
Tømrer og Byggfagforeningen – Empowering Polish construction workers (EPOC)		35 992
International Trust Fund – Socio-economic reintegration programme for mine victims in Azerbaijan		35 546
Suchasnyk – Strengthening national mechanisms and capacities for the elimination of trafficking in children – Ukraine		35 499
Center for International Migration and Integration – Migration management capacity-building – Israel		31 752
Asian Development Bank – Implementing the Greater Mekong Subregion human resource development framework		30 000
Eurasian Bank for Development – Assessing the effect of agreements on economic space in labour migration (Belarus, Kazakhstan and the Russian Federation)		28 519
TEBA Development – Building capacity to implement and monitor responses to HIV/AIDS in mine-sending areas – Mozambique		26 789
International Trust Fund – Socio-economic reintegration programme for mine victims in Armenia		25 921
Ukrainian Initiative in the Czech Republic – Consulting and direct assistance to immigrants in need – Czech Republic		25 496
CANADEM – EU election observation mission in Tunisia 2011 – net of subsequent refund		23 221
Caritas Genève – Reimbursable movements to/from Switzerland		19 906
Caritas Genève – Reimbursable movements to/from Switzerland		19 860
Asian Development Bank – Integrating human trafficking and safe migration into regional cooperation (IHTSM)		17 195
Ethno-Medical Center – AIDS and mobility in Europe 2007–2010		16 773
Academy of European Law (ERA) – Implementing the protocol to European conventions on mutual assistance in criminal matters into Ukrainian law		16 337
Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute (NIDI) – Demographic and migratory flows affecting European regions and cities (DEMIFER)		15 627
CREADEL – LIBAN – Recreational and psychosocial counselling centre for conflict-affected families in Baalbeck, Lebanon		15 000
Caritas Aargau – Reimbursable movements to/from Switzerland		14 358
Association for Moldovan Children and Families Support – Support to vulnerable children and families in the Republic of Moldova (ISVC)		14 089
Fexco Corporate – Funds received in 2011 – to be allocated		13 932
USAIM – Partnership project to support trafficked children in Ghana		13 609
Asian Development Bank – Interregional dialogue to improve knowledge on remittances in South-East Asia and Europe		10 000
Red Cross Sion (Croix-Rouge suisse) – Reimbursable movements to/from Switzerland		8 721
World Vision Australia – New version of IOM's film "For Life, With Love" on HIV behaviour change communication – Lao People's Democratic Republic – net of subsequent refund		8 315
Caritas Obwalden – Reimbursable movements to/from Switzerland		7 675
Organization for Security and Co-operation in Europe – Training on standard operating procedures for victims of trafficking – Pristina		6 466
Hyogo Prefectural Disaster Committee – rehabilitation of sub-rural health centres affected by cyclones – Myanmar (RSRH)		6 087
META – Association for Opportunities for Young Migrants – Models for integration and prevention of exclusion: Empowering migrant youth – IYouth – Finland		5 814
Behavioural Science Research Institute – Supporting BSRI in carrying out a sexual and gender-based violence survey in internally displaced persons sites – Haiti		4 626

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	Unearmarked USD	Earmarked USD
OTHER ORGANIZATIONS (continued)		
Caritas Bern – Reimbursable movements to/from Switzerland		4 459
Swiss Red Cross Bienne – Reimbursable movements to/from Switzerland		4 260
Red Cross – Association Cantonale Berne – Reimbursable movements to/from Switzerland		4 153
Centre Social Protestant – Reimbursable movements to/from Switzerland		3 946
Milan Simecka Foundation, Slovakia – Migrants in the spotlight: Training and capacity-building for media representatives and students – Hungary		3 536
Sexualidad Responsable, A.C. – Trafficking in persons for sexual exploitation in Juarez city, Mexico		3 499
Caritas Canton of Lucerne – Reimbursable movements to/from Switzerland		3 297
USAIM – Sponsorship of 200 trafficked children in Ghana		2 800
Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) – Reimbursable movements to/from Switzerland		2 524
Swiss Red Cross Zurich – Reimbursable movements to/from Switzerland		2 282
Soccorso Operaio Svizzero (SOS) – Reimbursable movements to/from Switzerland		1 416
Hospice Général – Reimbursable movements to/from Switzerland		1 254
Anlaufstelle Baselland – Reimbursable movements to/from Switzerland		1 137
USAIM – Donations for a counter-trafficking programme in the Republic of Moldova		1 035
OSCE – Development of practical training material on labour migration management – refund		(1 372)
CREADEL – Recreational and counselling centre for families in Baalbeck (DARI 2010) – refund		(2 413)
World Bank – Preventing and eradicating child labour in migrant families – Argentina – net of subsequent refund		(4 193)
Second Ibero-American Forum on Migration and Development – FIBEMYD, El Salvador – net of subsequent refund		(8 539)
Stichting Duurzame Terugkeer (SDT) – Post-arrival counselling, referral and reintegration support (CRRS) project – net of subsequent refund		(84 892)
Subtotal: OTHER ORGANIZATIONS		21 245 529
Promissory note repayments		42 808 223
Net interest and other income	5 979 538	
Refugees, migrants, sponsors and others		44 499 860
Year-end net accrual adjustments		(17 211 476)
TOTAL: CONTRIBUTIONS	8 146 560	1 270 255 579
TOTAL: REVENUE – CONTRIBUTIONS AND OTHER		1 278 402 138

GOUVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE DU GUATEMALA

Etats des produits et des charges pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011

Le Fonds fiduciaire du Guatemala relève d'un système comptable distinct et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM.

	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
PRODUITS		
FONAPAZ		
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	301 942	362 008
Programmes techniques – exécutif I – PTV	3 612	3 339
Programmes techniques – exécutif II – PTP	0	(1 254 705)
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODESFRO	(30 980)	(73 009)
	274 574	(962 367)
SCEP		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	291 093	355 777
	291 093	355 777
Réévaluation du taux de change du solde reporté	283	49 293
TOTAL DES PRODUITS	565 950	(557 297)
CHARGES		
FONAPAZ		
PROSABIE	0	1 819
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	982	143 411
Programmes techniques – exécutif I – PTV	(154 024)	30 981
Programmes techniques – exécutif II – PTP	37 169	(462 571)
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODESFRO	(13 339 160)	0
Supervision – SUPERVISION	1	0
	(13 455 032)	(286 360)
SCEP		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	57 967	777 877
	57 967	777 877
TOTAL DES CHARGES	(13 397 065)	491 517
Excédent de charges pour l'exercice	13 963 015	(1 048 814)
Ressources reportées en début d'exercice		
FONAPAZ	667 432	1 294 146
SCEP	(654 447)	(232 347)
	12 985	1 061 799
Ressources reportées en fin d'exercice		
FONAPAZ	14 397 321	667 432
SCEP	(421 321)	(654 447)
	13 976 000	12 985

GOVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE DU GUATEMALA (suite)

Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 2011

	2011 dollars E.-U.	2010 dollars E.-U.
ACTIF		
Avoirs bancaires et liquidités	10 249 533	10 203 690
Sommes à recevoir	7 686 406	7 357 848
TOTAL ACTIF	17 935 939	17 561 538
PASSIF ET FONDS		
Sommes à payer	3 959 939	17 548 553
Produits reportés en fin d'exercice	13 976 000	12 985
TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS	17 935 939	17 561 538

Remarque générale

Sous l'égide du Gouvernement guatémaltèque et du FONAPAZ (Fonds national pour la paix), l'OIM agit en qualité de partenaire d'exécution pour tout un ensemble d'activités destinées à améliorer les conditions de vie de la population guatémaltèque, notamment dans les zones de retour et de réinsertion, et dans les zones voisines. Suite à un échange de correspondance entre l'OIM et le Gouvernement guatémaltèque en 1997, il a été convenu que le financement de ces activités se ferait sous la forme d'un fonds fiduciaire. Les termes de cette relation fiduciaire ont été officialisés dans un accord daté du 4 juin 1998 et actualisés dans un protocole d'accord daté du 12 décembre 2000. Cet accord précise que le but du Fonds est d'administrer les projets dans lesquels l'OIM est engagée, en coopération avec le Gouvernement guatémaltèque et le FONAPAZ. Les dépenses du Fonds fiduciaire sont autorisées par des représentants du Gouvernement et font l'objet d'une vérification comptable de la part de l'OIM, conformément à son Règlement financier.

Le Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales est financé par le Secrétariat à la coordination exécutive de la présidence (SCEP), une institution qui recueille les demandes d'investissement social soumises par les communautés urbaines et rurales en accord avec les dispositions du décret n° 35-04 du Congrès guatémaltèque et du Budget d'Etat général pour les rentrées et les dépenses (année fiscale 2005). Plus précisément, ce programme comprend les éléments ci-après : construction de routes locales ; fourniture d'eau potable et de structures d'assainissement ; construction d'écoles ; mise en place d'infrastructures, fourniture de services sanitaires et assistance sociale ; exécution de programmes productifs ; ainsi que d'autres éléments destinés à améliorer le niveau de vie des populations vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté partout dans le pays. L'OIM fournira une assistance technique et administrative à la mise en œuvre et au fonctionnement du Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales encouragé par la présidence du Guatemala au travers du SCEP. Ce programme prend appui sur la longue expérience de l'OIM dans l'exécution fructueuse de projets complets de développement dans le cadre du FONAPAZ.

Politiques comptables

Les états financiers ont été établis selon le système de comptabilité de caisse modifiée. En conséquence, les produits sont comptabilisés non pas lorsqu'ils sont acquis, mais lorsqu'ils sont reçus, tandis que les charges sont comptabilisées lorsqu'elles ont été réglées et/ou lorsque l'obligation est acquise. Les charges pourraient par conséquent excéder temporairement les produits enregistrés pour une catégorie donnée de projets.

Les produits et les charges du Fonds fiduciaire sont présentés par catégorie de projet. Les transactions sous-jacentes et les écritures comptables sont exprimées en quetzales guatémaltèques. L'état financier résumé est donné en dollars E.-U., après conversion au taux de 7,80 au 31 décembre 2011 (contre 7,97 au 31 décembre 2010).